

Breguet
CONSTRUIT EN FRANCE
A VILLEURBANNE
ET A MAIRIE

A l'Exposition de Paris, par

du R...
des L...

**L'indice des prix
a augmenté
de 0,8 % en juin**

LIRE PAGE 17

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauv-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 Dir; Tunisie, 1,20 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 13 Sch.; Belgique, 13 fr.;
Canada, 5 055; Danemark, 2,30 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.;
Iran, 45 R; Italie, 350 L; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.;
Mali, 2,75 fr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.;
Soudan, 2,25 fr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4291-33 Paris
Tél. Paris 63 60 72
Tél. 246-72-23

Les développements de la stratégie américaine LA POLITIQUE NUCLÉAIRE

Les mois et les armes

Fidèle à sa conception apostolique des relations internationales, le candidat Jimmy Carter s'était engagé, durant sa campagne électorale, et à freiner la course aux armements et à brider la florissante industrie des « engins de mort », au palmarès duquel les États-Unis, avec la moitié des ventes mondiales pour la décennie 1966-1976, arrivaient en première place. Dira-t-on que le président Carter n'est resté que ce qu'il accepte aujourd'hui de vendre des armes à l'Égypte, au Soudan et à la Somalie, et qu'il accèdera sans doute demain à la requête du Tchad ?

Le problème est que, placé à la tête d'une surpuissance tutélaire de l'Occident, il ne peut pas forcer son pays à être le seul à les appliquer. Ce dilemme est parfaitement exposé dans un rapport soumis par la Maison Blanche au Congrès le 11 juillet, et qui démontre avec la plus grande honnêteté les divers facteurs qui s'opposent encore à un interdit brutal sur les ventes d'armes.

On lit notamment dans ce document : « Dans la mesure où nous pouvons commencer à faire émerger un consensus, entre les nations qui fournissent des armes et celles qui les reçoivent, sur la nécessité de restreindre ces échanges, nous pouvons avoir une réelle influence sur la situation mondiale. » Mais, relève-t-il aussitôt après, les États-Unis ne peuvent se permettre de donner le bon exemple s'ils ne sont pas suivis, car, en ce cas, « d'autres se mettraient à remplir le vide qu'ils laisseraient, et il deviendrait difficile de réclamer aux puissances américaines le réarmement que nous rendrions dans la compétition ». Les États-Unis en ont déjà fait l'expérience en Amérique latine. Celle-ci, après divers refus américains, s'approprie désormais à 70 % en matériel militaire acheté en Europe.

De toute façon, M. Carter regarde, non avec détachement mais avec réalisme, les efforts pour limiter l'armement des faibles par les forts. Les seuls États-Unis ont un carnet de commandes militaires atteignant 30 milliards de dollars. Dans ces conditions, selon le président, ils ne peuvent guère envisager de « décourager le client » — de manière graduelle s'entend — avant la fin de l'exercice budgétaire en cours.

Alors, pourquoi tout d'un coup répondre positivement aux appels de l'Égypte, du Soudan, de la Somalie, et probablement du Tchad, celui-ci jusqu'à présent chassé par la France ? Sur ce dernier point, on observera que si M. Carter dévie de la ligne qu'il s'était tracée en matière d'exportation d'armes, il prend soin de donner au moins l'impression de ne pas faire cavalier seul et d'encourager la recherche du consensus déjà cité. Il aidera la Somalie, mais assure-t-il, seulement après avoir reçu l'aval de l'Arabie Saoudite, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la France. Celle-ci jure qu'elle n'a pas été consultée. Ne faut-il pas s'attendre, cependant, qu'elle s'assure de ne pas livrer des armes — au régime du président Barre ? Paris, en fait, semble d'ores et déjà prêt à livrer des armes à Mogadiscio.

Trois des États qui vont profiter de la concordance de vues, réelle ou souhaitée, entre les États-Unis et leurs alliés britanniques et français, jouissent la Libye du colonel Kadhafi dont ils ont à se plaindre. En consolidant ses voisins, les États-Unis ne cèdent-ils pas à une tentation de « déstabilisation » ? Ce sont de tels secrets d'espionnage que M. Carter qui sont en cause — jusqu'ici, il s'est montré l'homme de la « diplomatie ouverte » qu'il voulait être — que la logique d'un engrenage sournois. Il est vrai que, plus que jamais dans le passé, le Congrès veille à ce que la Maison Blanche ne prenne pas de risques inutiles sous couvert de « sécurité nationale » et, « a fortiori », de moralité universelle.

M. Carter met en garde Israël contre de nouvelles implantations dans les territoires occupés

Au cours d'une conférence de presse, tenue à Washington, le jeudi 28 juillet, le président Carter a évoqué essentiellement le conflit du Proche-Orient et l'influence soviétique en Afrique. S'il a critiqué avec quelque indulgence la décision du gouvernement israélien de contourner un statut légal à trois colonies « sauvages » en Cisjordanie, il a déclaré qu'il avait informé « fermement » M. Begin que la création de nouvelles implantations serait considérée par Washington tout à la fois comme une « action illégale » et un « obstacle à la paix ».

Une fébrile activité diplomatique règne au Proche-Orient à la veille de la tournée que doit entreprendre le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, dans la région à partir du dimanche 31 juillet. D'autre part, le président Carter a justifié sa décision de vendre des armements à l'Égypte, au Soudan, à la Somalie et au Tchad, en déclarant qu'il fallait « prendre en considération la défense de notre propre pays et la capacité de défense de nos alliés » et en affirmant que cette décision avait été prise en accord avec certains pays alliés, dont la France.

Les déclarations du président Carter reflètent son double souci de ménager, du moins dans la phase actuelle, le gouvernement de M. Begin, tout en réaffirmant nettement ses propres positions, contraires à celles d'Israël. Le chef de l'exécutif américain ne laisse planer aucun doute sur son opposition à l'extension de la colonisation juive dans les territoires occupés. C'est en quelque sorte un avertissement à peine voilé qu'il adresse aux « maximalistes » du Likoud. D'autre part, passant ostensiblement outre aux multiples prises de position de M. Begin, hostile à toute participation de l'O.L.P. aux négociations de paix, M. Carter a laissé entendre qu'une telle participation deviendrait possible le jour où les Palestiniens « reconnaîtraient Israël en tant que nation ».

Deux grands journaux américains, le New York Times et le Washington Post, peu suspects d'hostilité systématique à la politique israélienne, ont apporté leur soutien au président Carter. Le New York Times, après avoir repris à son compte les critiques du chef de l'exécutif américain, presque mot pour mot, écrit notamment : « Le moment a été assez mal choisi par Israël pour revendiquer de nouveaux territoires et donner un nouveau prétexte aux Arabes d'exagérer les questions importantes. » Beaucoup plus sévère que son confrère, le Washington Post affirme que la légalisation de trois colonies juives en Cisjordanie constitue une mesure « brutale, provocatrice et indéfendable (...) » et donne l'impression d'un pied de nez à Jimmy Carter.

Rappelant les diverses garanties offertes à Jérusalem par Washington, le Washington Post estime que les États-Unis « n'ont pas à s'écarter de la ligne de Jérusalem en lui demandant (...) d'évacuer les territoires occupés pour revenir à des frontières proches de celles d'avant la guerre des six jours ».

(Lire la suite page 3.)

Un accord est conclu sur le statut des bases grecques

Un accord de défense et de coopération entre la Grèce et les États-Unis a été paraphé, jeudi 28 juillet à Athènes. Les Américains auront des « facilités » dans quatre bases militaires, placées sous commandement grec. Ils fourniront, dans un délai de quatre ans, une aide à la Grèce pour sa défense, d'un montant de 700 millions de dollars.

Cet accord pourrait être soumis au Congrès des États-Unis en même temps que l'accord du même genre conclu avec la Turquie en mars 1976.

De notre correspondant

Athènes. — L'accord paraphé jeudi 28 juillet au ministère des Affaires étrangères d'Athènes pourrait être signé en septembre prochain à New-York, lors de la rencontre entre MM. Pitsios et Vance, ministres des Affaires étrangères de Grèce et des États-Unis. La ratification serait alors soumise au Congrès et au Parlement grec.

A Athènes, les débats risquent d'être particulièrement agités, car, en dépit des efforts des milieux grecs favorables aux États-Unis, les relations entre les deux pays sont toujours empreintes d'une certaine morosité.

MARC MARCEAU.

(Lire la suite page 4.)

• Pierrelatte : M. Giscard d'Estaing justifie les choix de la France

• Creys-Malville : les opposants à Super-Phénix maintiennent leur manifestation

Dix ans après le général de Gaulle, en novembre 1967, M. Giscard d'Estaing se rend, ce vendredi 29 juillet dans l'après-midi, à Pierrelatte, dans la Drôme, pour y visiter deux installations nucléaires et rappeler les raisons des choix énergétiques français.

Le samedi 30 et le dimanche 31 juillet, des manifestations sont organisées dans l'Isère autour de Creys-Malville. Les opposants au programme nucléaire ont maintenu leur mot d'ordre de rassemblement malgré la décision du préfet, qui leur a interdit l'accès au site du futur surréacteur Super-Phénix. Un important service d'ordre a été mis en place.

Evoquant à l'Antenne 2 les problèmes nucléaires, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Nous pensons qu'il faut combattre pour aller non seulement vers l'interdiction, mais à la destruction de l'arme atomique... Cela étant dit, la France ne peut être un pays désarmé; la France doit disposer d'une défense efficace. Or il se trouve qu'aujourd'hui, dans l'état actuel des choses et en raison de la politique menée par le pouvoir, la force de frappe atomique reste la seule force de dissuasion valable. »

Une bataille sur deux fronts

La première installation de Pierrelatte que visite le chef de l'État est celle où le Commissariat à l'énergie atomique a développé un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium, par échanges chimiques, jugé « non polluant ». Après quoi, le président de la République se rend sur le site voisin du Trieston, où est en cours de construction l'usine Eurodif d'enrichissement par diffusion gazeuse.

Au début du mois de mai, la France avait lancé un appel à la collaboration internationale pour la mise au point du nouveau procédé non polluant d'enrichissement de l'uranium. Il est encore difficile de dire si cette collaboration, du même type que celle qui a été conçue pour Eurodif et pour le projet Coréid qui lui succède (1), a de réelles chances de voir le jour. Mais une telle

offre de coopération pourrait intéresser les pays en voie de développement. Elle est, d'une certaine manière, désintéressée puisque les usines Eurodif et le projet Coréid suffisent à couvrir les besoins nationaux en enrichissement.

A l'occasion de sa visite, M. Giscard d'Estaing devrait rappeler les raisons qui poussent la France à développer son programme nucléaire civil, dont un comité interministériel a récemment confirmé qu'il ne serait pas ralenti (le Monde du 28 juillet).

XAVIER WEEGER.

(Lire la suite page 6.)

(1) Les pays groupés dans Eurodif (Belgique, Espagne, France, Iran et Italie) ont formé en 1973 la société Coréid (Compagnie de réalisation d'usines de diffusion gazeuse), qui a débuté la construction d'une seconde usine d'enrichissement par diffusion gazeuse.

été seuil



HISTOIRE DE LA FRANCE RURALE
sous la direction de
Georges Duby
et Armand Wallon

« Un monument de science, d'intelligence, et plus encore de sympathie humaine... » Le Monde

- Tome 1 : La formation des campagnes françaises, des origines à 1340.
- Tome 2 : L'âge classique des paysans de 1340 à 1789.
- Tome 3 : Apogée et crise de la civilisation paysanne, de 1789 à 1914.
- Tome 4 : La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours.

Collection l'Univers historique
Chaque volume illustre 120 F

La Thaïlande sur ses gardes

L'opération conjointe des forces armées thaïlandaises et malaisiennes « Rayon secret II », lancée le 7 juillet contre les groupes communistes de la région de Sungai Padi, aux confins des deux pays, a pris fin jeudi 28 juillet. Des accrochages ont lieu régulièrement entre les forces de Bangkok et les guerilleros communistes au nord et au nord-est du pays. D'autre part, selon Bangkok, des incidents se poursuivent à la frontière avec le Cambodge. Une trentaine de soldats khmers auraient fait, mardi, une incursion dans la province thaïlandaise de Surin.

Les relations avec les autres pays d'Indochine

1. — L'ORDRE RÈGNE A BANGKOK

Le vrombissement des moteurs de voitures et l'empilement de la grande métropole de près de 5 millions d'habitants d'un vacarme assourdissant. Mais sur les campus le calme est revenu, après la vague d'agitation qui saisit la Thaïlande d'octobre 1973 à octobre 1976 et les sanglants massacres du 6 octobre, au cours desquels soldats, policiers et militaires d'extrême droite s'acharnaient sur des dizaines d'étudiants battus à mort, égorgés, pendus, brûlés vifs. Des étudiants et des enseignants ont disparu; certains ont pris le chemin de la jungle. Pour les autres, qui suivent un programme soigneusement examiné et purgé dans des locaux surveillés en permanence, tout est calme. Trop calme.

L'ordre règne en Thaïlande. « Nous ne serons pas un nouveau Vietnam », entend-on dire dans les milieux du pouvoir. Cette image vient

de la monarchie en question

Tout va donc bien, ou plutôt tout ira bien... si l'on avait pas ces communistes que le premier ministre Thanin Kraivichien et ses amis jalonnent partout : « Il faut être rigoureux à l'égard des extrémistes, car c'est par eux que les communistes se dissimulent, déguisés en libéraux », disait le gouvernement en novembre dernier. Ce sont aussi les « communistes » qui poussent certains jeunes à haïr les personnes issues d'autres classes sociales, « en particulier les riches », et à donner aux déshérités de mauvaises pensées. « Les pauvres doivent s'aider eux-mêmes, ne doivent pas faire la fine bouche devant le travail qu'on leur offre; ils doivent être frugaux, industrieux. Il y a pas mal de Thaïlandais qui sont paresseux. La paresse est une des causes de la pauvreté. Après avoir travaillé un jour, ils s'assistent de sommeil. »

Le moralisme du premier ministre tranche sur une corruption qu'il tolère, ou ne peut réprimer, comme ce fut le cas au Vietnam sous Diem. La situation économique et sociale appelle des mesures que l'on ne peut retarder indéfiniment sans risque de mettre en cause les fondements mêmes du régime. C'est ce qui inquiète le plus les auteurs du rapport américain déjà cité, qui voient ces réformes bloquées par une classe politique — officiers, fonctionnaires, hommes d'affaires, entourage du roi — opposée à tout changement et qui refuse le dialogue au nom des traditions féodales et absolutistes, rejetant par la même l'opposition libérale vers la lutte armée. Le sabotage de la politique éclairée du premier ministre Sukrit Pramot en 1975-1976 en fut le meilleur exemple.

La nouvelle Constitution, promulguée d'autorité après le coup d'État d'octobre, consacre ce blo-

« sont moins tendues. La Thaïlande participe même à la réunion du comité du Mékong, qui se tient, depuis jeudi, à Vientiane, en compagnie du Laos et du Vietnam. Le Cambodge ne s'est pas fait représenter. Les activités du comité avaient cessé depuis les changements de régime intervenus en 1975 dans les trois pays indochinois. »

Le régime autoritaire, issu du coup d'État militaire du 6 octobre dernier, fait face, à Bangkok, à une situation difficile que décrit, dans les articles dont nous commençons la publication, Patrice de Beor, à l'issue de trois ans passés en Asie du Sud-Est comme correspondant du « Monde ».

par PATRICE DE BEOR

d'être reprise dans un rapport du Foreign Relations, et intitulé « Thaïlande : domino par forfait ? ». Deux ans après les victoires communistes en Indochine, qui commencent à inquiéter les milieux de la Thaïlande, bastion avancé du « monde libre » en Asie du Sud-Est, donne une première impression de vie normale. Un régime civil guetté par l'anarchie a été remplacé par une dictature de généraux et de civils d'extrême droite. Celle-ci entend renverser la vapeur, déraciner le « communisme » et redresser l'économie. Elle mène une politique de confrontation avec les États indochinois, avec lesquels les gouvernements précédents tentaient de s'entendre; mais ces trois pays ont trop de problèmes chez eux pour se lancer dans une aventure extérieure, si tant est qu'ils en aient actuellement l'intention.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Cracheurs nucléaires

Décidément, l'atome et son noyau semblent jouer un rôle considérable, et peut-être exclusif, dans la campagne électorale qui s'amorce.

Militaires, les communistes acceptent de les dédoubler, à condition qu'ils soient aux côtés de la France. Mais les socialistes sont réticents.

Civils, les écologistes refusent leur aide pour pallier la pénurie d'énergie.

En somme, tout le monde a plein la bouche du nucléaire. C'est gênant pour parler d'autre chose. Aussi je signale aux amateurs de sport utile et attrayant dont les championnats se déroulent actuellement au Poulligon : celui des cracheurs de noyau d'obricot !

Ce qui va pour l'abricot vaut bien, que diable ! pour l'atome.

ROBERT ESCARPIT.

TRADITION ET CRÉATION THÉÂTRALES

Défense de la Comédie-Française

par PIERRE DUX

Le projet annoncé par M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, dans un entretien accordé au « Monde » le 9 juillet, d'assurer une « collaboration » entre la Comédie-Française et le Théâtre national de Chaillot a été vivement critiquée par la fédération C.G.T. du spectacle et par le Syndicat (Syndicat des directeurs d'entreprises d'action culturelle), qui rassemble en particulier les responsables des théâtres nationaux et des centres dramatiques.

Pierre Dux, administrateur général de la Comédie-Française, répond ici aux critiques exprimées par les adversaires du projet, qui entendent la disparition d'un théâtre de création.

Il peut paraître étrange d'avoir à défendre la Comédie-Française. Pourquoi et contre qui ? Pour lui garantir sa pleine activité de théâtre de répertoire et de création contre ceux qui acceptent mal qu'elle dispose des salles de théâtre qu'exige un public de plus en plus nombreux.

A quoi, à qui attribuer ce suc-

(Lire la suite page 14.)

AFRIQUE

Ghana

L'opposition accueille avec scepticisme les promesses de retour à un régime civil

Accra. — Une fausse accalmie semble régner dans la capitale ghanéenne deux semaines après l'engagement solennel pris par le Conseil militaire suprême (C.M.S.) — à la tête du pays depuis janvier 1977 — de céder la place le 14 juillet 1978 à un « gouvernement civil ». (Le Monde du 18 juillet). Certes, en rendant public le 14 juillet le processus — assorti d'un calendrier — de restitution du pouvoir à une nouvelle équipe gouvernementale élue, le général Ignatius Kutu Acheampong, chef de l'Etat, a lâché du lest et fait droit, en partie du moins, aux demandes pressantes de l'opposition. Mais si l'épreuve de force entre militaires et civils a été évitée de justesse, les esprits ne sont pas calmés pour autant. Les mouvements d'opposition, qui réclament le départ immédiat de la junte, ne dissimulent guère leur scepticisme et tiennent le nouveau sursis de deux ans que celle-ci s'est accordée pour une manœuvre dilatoire.

La crise entre l'intelligentsia et les dirigeants militaires couvre depuis près d'un an. En septembre 1976, M. Opaaku Ware, président de la puissante Association du barreau ghanéen, fer de lance de l'opposition (elle rassemble un millier d'avocats), dénonce les exco des tribunaux militaires et exige le retour au pouvoir civil en 1978. Le C.M.S., qui en cinq ans n'a pourtant jamais cessé de rappeler le caractère provisoire de son régime, juge cette échéance « irréaliste ». Il nomme toutefois en janvier 1977 un comité de quatre membres chargé d'ébaucher une formule de « gouvernement d'union » aux contours assez flous.

La politique du chaud et du froid

En février, les étudiants boycottèrent leurs cours. Dockers, mineurs et employés de banque cessèrent le travail. En avril, l'épiscopat, lors de sa conférence annuelle réunie à Tema, préconisa lui aussi le retour de l'armée dans les casernes et déplore l'insuffisante protection des libertés individuelles. En mai, à la suite de manifestations étudiantes, l'armée ferma les trois universités du pays (Legon, Kumasi et Cape Coast). Elles seront rouvertes plus d'un an après une nouvelle série d'incidents. Souffrant le chaud et le froid, les dirigeants concèdent l'entrée de trois civils au sein du Conseil national de rédemption (gouvernement), qui en comprend déjà deux. Août dernier, le C.M.S. annonce la découverte d'un complot — le sixième depuis 1972 — et l'arrestation de plusieurs personnalités, dont un ancien ministre.

Le 26 juin, le barreau menace de déclencher une grève illimitée si l'armée n'engage pas — avant quatre jours — le processus de dévolution du pouvoir aux civils. D'autres mises en demeure accompagnent cet ultimatum. Elles émanent des principales associations professionnelles, ingénieurs, médecins, banquiers, comptables et contremaîtres exigent la reconnaissance immédiate des partis politiques.

Même un discours apaisant du président Acheampong, au cours duquel celui-ci promet un transfert du pouvoir « dès que possible » (en juillet), eut des effets décevant sur le travail. Après

De notre envoyé spécial

avoir dissous les associations professionnelles, le chef de l'Etat choisit de composer. Le scénario qu'il annonce le 14 juillet se déroule ainsi : tenue d'un référendum convoquant les Ghanéens à dire s'ils souhaitent la « participation au nouveau gouvernement » (30 mars 1978), rédaction d'une Constitution destinée à remplacer la loi suprême de 1969 (avant octobre 1978), élections législatives (18 juin 1979), transmission du pouvoir à un gouvernement civil (14 juillet 1979).

« Les intellectuels arrogants agents de la subversion »

L'opposition doute que les militaires respectent ce calendrier. Issus, pour la plupart, soit des milieux intellectuels, soit de la bourgeoisie administrative ou territoriale, les adversaires du régime, péchés des grands principes de la démocratie anglo-saxonne, restent profondément attachés au « Westminster System ». Ces mêmes de l'opposition (elle rassemble un millier d'avocats), dénonce les exco des tribunaux militaires et exige le retour au pouvoir civil en 1978. Le C.M.S., qui en cinq ans n'a pourtant jamais cessé de rappeler le caractère provisoire de son régime, juge cette échéance « irréaliste ». Il nomme toutefois en janvier 1977 un comité de quatre membres chargé d'ébaucher une formule de « gouvernement d'union » aux contours assez flous.

State House d'Accra par le colonel Pelli, ministre des affaires étrangères, l'honneur de M. de Guiringaud, tous les invités civils étaient ostensiblement absents.

Face à une opposition frustrée, impatiente, l'armée semble peu désireuse de brûler les étapes. « Nous sommes des libéraux », affirmait récemment à Newsweek le général Acheampong. Au reste, la ferveur militaire est discrète. Ni soldats ni policiers dans les rues. Mais, selon les milieux d'opposition, plusieurs centaines de personnes auraient été arrêtées des dernières semaines. Aux meetings enfilés, l'opposition a d'ailleurs, par prudence, préféré la désobéissance civile aux manifestations plus efficaces. Non sans habileté, les dirigeants militaires, par trop dépourvus de charisme, ont réhabilité, à leur profit, le souvenir de Nkrumah, promu « père de la nation ».

Cette décision tardive ne rassure ni à faire oublier qu'Accra n'est plus, comme il y a vingt ans, l'une des capitales politiques de l'Afrique, ni à masquer le marasme économique actuel. Le Ghana, qui fut naguère la plus riche colonie britannique d'Afrique, ne végète dans un état de « mismanagement » et de la pénurie. Faute d'investissements (les plants n'ont pas été réplacés) et de main-d'œuvre suffisante, la production de cacao, qui représentait 64 % des exportations, n'a cessé, depuis les récentes récoltes de 1973 et 1974, de décliner. Elle plafonne autour de 350 000 tonnes. Ainsi, le Ghana n'a nullement profité de la flamme des cours mondiaux.

Une résurgence du tribalisme

Même stagnation pour le bois, jadis la base de la main-d'œuvre clandestinement le pays à destination de la Côte-d'Ivoire et du Togo, où elle est négociée à un meilleur prix que dans le pays. Le phénomène s'explique par le refus des militaires de dévaluer le cedi (la monnaie ghanéenne) artificiellement, ce qui les rendrait convertibles. En conséquence, le cedi s'échange au marché noir au quadruple de sa valeur nominale. La contrebande des « mammites » (locaux des revendications), qui contrôlent avec fermeté le commerce de détail.

Le taux annuel d'inflation — sous-estimé — atteint officiellement 53 %. En raison d'une sécheresse prolongée, les populations du Nord souffrent de malnutrition et de famine. Ce phénomène s'explique par le refus des militaires de dévaluer le cedi (la monnaie ghanéenne) artificiellement, ce qui les rendrait convertibles. En conséquence, le cedi s'échange au marché noir au quadruple de sa valeur nominale. La contrebande des « mammites » (locaux des revendications), qui contrôlent avec fermeté le commerce de détail.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

République Sud-Africaine

LE CONSEIL SUD-AFRICAIN DES EGLISES s'est prononcé, jeudi 28 juillet, pour la régression de la loi de l'apartheid. Les membres du conseil, réunis à Johannesburg, ont voté à l'unanimité la résolution de l'Assemblée générale de l'Union des Eglises chrétiennes d'Afrique du Sud.

(Reuters, A.F.P.)

Yémen du Sud

M. ALI NASSER MOHAMED, premier ministre et ministre de la Défense de la République du Yémen du Sud, est arrivé, le mercredi 27 juillet, en visite officielle à Moscou. Ce ministre intervient peu après que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne aient proposé de livrer des armes à la République du Yémen du Sud. Les observateurs diplomatiques notent que l'organe de l'armée, *Krasnaya Svezda*, donne à cette visite « un caractère officiel ».

PIERRE BRIAND.

PROCHE-ORIENT

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. CARTER

Les nouvelles implantations israéliennes en Cisjordanie constituent un « obstacle à la paix »

estime le président américain

Les implantations israéliennes en Cisjordanie, les ventes d'armes en Afrique, le désarmement nucléaire et la politique énergétique

Le sujet d'Israël, le président américain a déclaré que les initiatives de Jérusalem visant à transformer en établissements permanents les colonies dans les territoires occupés ou en établir de nouvelles réduisant la paix plus difficile. Ce n'est pas un problème insurmontable, a-t-il ajouté. Cette question de la légalité des implantations israéliennes a été discutée par moi ou par le premier ministre M. Begin. Ma préoccupation personnelle concerne les nouvelles implantations et j'ai insisté sur le fait que le gouvernement israélien ne doit pas continuer à les faire.

La création de nouvelles implantations, a poursuivi le président Carter, « serait une chose que l'opinion publique aurait beaucoup de mal à accepter ». Pour le président américain, les chances de réunion de la conférence de Genève n'ont guère pas moins « bonnes », même si le problème de la participation palestinienne « reste le principal obstacle ». « Je ne vois absolument aucune raison pour laquelle la participation palestinienne ne soit pas possible », a-t-il ajouté.

Pour le président américain, les chances de réunion de la conférence de Genève n'ont guère pas moins « bonnes », même si le problème de la participation palestinienne « reste le principal obstacle ». « Je ne vois absolument aucune raison pour laquelle la participation palestinienne ne soit pas possible », a-t-il ajouté.

Une mise en garde à Israël

(Suite de la 1^{re} page.)

En conclusion, le journal invite le président Carter à s'opposer dès maintenant au gouvernement israélien sur ces questions. En Israël, écrit notre correspondant, M. Begin a déclaré que les nouvelles implantations en Cisjordanie étaient l'œuvre des « coalitions dirigées par le Masad » (l'ancien nom du parti travailliste).

Réagissant aux propos tenus par le chef de la Maison Blanche, le général Dayan, ministre israélien des Affaires étrangères, a déclaré que la création de colonies juives en Cisjordanie était une initiative positive, puisqu'elle « obligeait les Arabes à vivre ensemble ». « Il faudrait que le monde comprenne et s'habitue à ce que nous sommes en train de faire », a-t-il déclaré.

Dans le monde arabe, où la campagne se poursuit contre le « plan Begin » et en faveur de la participation palestinienne, les futures négociations, il est d'attente question de réarmement que de la conférence de Genève. Ainsi, apprend-on, le jeudi 28 juillet, que l'Arabie Saoudite vient de décider de faire un don de 200 millions de dollars à la Syrie pour ses achats d'armements.

Washington (A.F.P.). — Cédant aux injonctions du Congrès, le président Jimmy Carter a accepté le jeudi 28 juillet de différer jusqu'à septembre prochain la demande d'approbation du projet de vente à l'Iran de sept « radars volants » AWACS (Airborne Warning and Control System) d'une valeur de 1,2 milliard de dollars.

La décision du président fait suite à une vote négatif de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Elle avait, quelques instants plus tôt, refusé par 19 voix contre 17 d'approuver la transaction en dépit des interventions de dernière minute du secrétaire d'Etat M. Cyrus Vance.

Parallèlement les dirigeants démocrates et républicains du Sénat avaient fait savoir au président qu'il encourrait une autre défaite devant la Chambre haute s'il ne laissait pas aux sénateurs le temps d'examiner toutes les conséquences du marché envisagé.

Les réticences d'une bonne partie du Congrès devant le marché américano-iranien tiennent à plusieurs raisons : risques de déséquilibre des forces au Proche-Orient, possibilités accrues pour les services soviétiques d'espionnage de mettre la main sur un système de détection électronique ultra-perfectionné destiné à l'OTAN, nécessité d'envoyer en Iran un grand nombre de techniciens américains afin d'assurer le fonctionnement de l'AWACS.

des Etats-Unis ont été les quatre principaux thèmes abordés par le président Jimmy Carter lors de la conférence de presse du 28 juillet.

Le plus délicat a été récemment la fourniture de systèmes d'armes à l'Iran mais nous sommes déterminés à entreprendre une réduction régulière de ventes d'armes à travers le monde. Pour tout dire, en même temps, bien sûr, nous devons prendre en considération la défense de notre propre pays et la capacité de défense de nos alliés. Je ne compte pas mettre en œuvre cette politique après l'année fiscale 1977, c'est-à-dire en 1978 et au cours des années suivantes. J'essaie également d'encourager nos alliés, la France, l'Angleterre et les autres, ainsi que l'Union soviétique à s'associer à notre effort.

« Au sujet de la Somalie, a ajouté M. Carter, qui a été précédé par le secrétaire d'Etat, nous sommes complètement sous l'influence de l'Union soviétique, il y a eu un changement. Nous essayons de travailler sur ce point, nous ne sommes pas d'une manière unilatérale mais en accord avec d'autres nations comme l'Arabie Saoudite, la France et l'Italie, de façon que le problème somalo-éthiopien et celui de Djibouti soient traités sur des bases multinationales en réduisant le conflit entre nous et les Soviétiques ».

« Nous voulons », a poursuivi M. Carter, limiter ces conflits à une « zone géographique » aussi étroite que possible et les empêcher de prendre l'allure d'un affrontement entre les Soviétiques et nous ».

Enfin, au passage le récent conflit égypto-libyen, le président américain a souligné la « modération » dont avaient fait preuve l'Égypte et la Libye. Au sujet des questions nucléaires et du désarmement, M. Carter a annoncé l'ouverture, le 3 octobre prochain, des négociations tripartites (Etats-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne) en vue de l'interdiction totale des essais nucléaires (1). Les conversations préliminaires que les trois pays ont eues, d'après le président, ont été satisfaisantes.

PARIS EST DISPOSÉ A MAINTENIR « UN DIALOGUE SUIVI ET AMICAL » AVEC TRIPOLI

assure M. Giscard d'Estaing

M. Ali Abdessalam Tréki, le responsable de la diplomatie libyenne, a terminé jeudi 28 juillet par des conversations avec M. Jean Bourges, ministre de la Défense, sa visite officielle avec le président Giscard d'Estaing. M. Tréki repart samedi pour Tripoli.

Le chef de l'Etat français, a déclaré à son retour de Tripoli, « a été très satisfait de la visite de M. Tréki et a affirmé que la France était tout à fait disposée à poursuivre un dialogue suivi et amical avec la Libye ». Au cours de la rencontre, qui a duré environ une heure, la situation générale en Afrique et notamment les relations entre la Libye et la France, ont été évoquées.

En ce qui concerne le dernier litige, M. Giscard d'Estaing a fait valoir qu'il devait être réglé par la négociation avec l'aide des pays africains voisins. Quant à la question du Tibesti, le président français a souligné qu'il s'agissait d'une affaire intérieure libyenne.

A sa sortie de l'Élysée, M. Tréki a affirmé que son gouvernement ne négocierait aucun accord avec la Libye qui ne soit précédé d'une réconciliation nationale.

Vers un accord égypto-libyen ?

D'après nos sources bien informées, tant au Caire qu'à Koweït, un accord serait intervenu entre l'Égypte et la Libye pour mettre un terme à leur conflit. Les deux pays retireraient leurs forces de la frontière jusqu'à une distance qui serait fixée ultérieurement. Les deux capitales se seraient engagées à cesser leur guerre de propagande avant que le président Sadate et le colonel Kadhafi se rencontrent au début du mois d'août, à Alger ou à Koweït.

Selon le chef de la diplomatie koweïtienne, qui est rentré dans son pays à l'issue de sa mission de médiation, l'accord serait annoncé au cours de la semaine prochaine. Pour sa part, M. Yasser Arafat a regagné Beyrouth le jeudi 28 juillet.

République de Djibouti

L'économie souffre gravement des combats en Éthiopie

Correspondance

Djibouti. — L'interruption du trafic, depuis le début du mois de juin, sur la voie ferrée Djibouti-Addis-Abeba, a eu des conséquences pour l'économie de la jeune République. Le port, déjà défectueux, et dont le trafic était essentiellement assuré par l'Éthiopie, après l'abandon de ses activités de soutien au profit d'autres pétroliers plus compétitifs, pourrait subir une baisse de ses recettes d'au moins 50 %.

Déjà, avant les attentats perpétrés le long de la voie ferrée, la désorganisation de l'économie éthiopienne et peut-être une volonté politique d'utiliser le port d'Assab, au sud de l'Érythrée, avaient entraîné une réduction de 33 % du trafic pour les quatre premiers mois de l'année par rapport à l'exercice précédent. Depuis début juin, les seules activités de transbordement à destination d'Assab ont permis une légère reprise du trafic. Ce port était maintenant engorgé, Djibouti assure à nouveau, à un niveau moindre, le rôle de « plaque tournant » des ports d'Arabie Saoudite et du Yémen, qu'il jouait depuis la réouverture du canal de Suez.

Djeddah et Aden — un accord liant ce dernier port à l'économie nord yéménite — semblent maintenant en mesure d'absorber la totalité de leur trafic, grâce à d'importants travaux dont la rapidité a surpris tous les milieux maritimes.

Outre la chute du trafic portuaire qui entraîne des conséquences sociales dont la jeune République se serait volontiers

République Sud-Africaine

LE CONSEIL SUD-AFRICAIN DES EGLISES s'est prononcé, jeudi 28 juillet, pour la régression de la loi de l'apartheid. Les membres du conseil, réunis à Johannesburg, ont voté à l'unanimité la résolution de l'Assemblée générale de l'Union des Eglises chrétiennes d'Afrique du Sud.

(Reuters, A.F.P.)

Yémen du Sud

M. ALI NASSER MOHAMED, premier ministre et ministre de la Défense de la République du Yémen du Sud, est arrivé, le mercredi 27 juillet, en visite officielle à Moscou. Ce ministre intervient peu après que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne aient proposé de livrer des armes à la République du Yémen du Sud. Les observateurs diplomatiques notent que l'organe de l'armée, *Krasnaya Svezda*, donne à cette visite « un caractère officiel ».

PIERRE BRIAND.

Le Congrès s'oppose à la vente de « radars volants » à l'Iran

Washington (A.F.P.). — Cédant aux injonctions du Congrès, le président Jimmy Carter a accepté le jeudi 28 juillet de différer jusqu'à septembre prochain la demande d'approbation du projet de vente à l'Iran de sept « radars volants » AWACS (Airborne Warning and Control System) d'une valeur de 1,2 milliard de dollars.

La décision du président fait suite à une vote négatif de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Elle avait, quelques instants plus tôt, refusé par 19 voix contre 17 d'approuver la transaction en dépit des interventions de dernière minute du secrétaire d'Etat M. Cyrus Vance.

Parallèlement les dirigeants démocrates et républicains du Sénat avaient fait savoir au président qu'il encourrait une autre défaite devant la Chambre haute s'il ne laissait pas aux sénateurs le temps d'examiner toutes les conséquences du marché envisagé.

Les réticences d'une bonne partie du Congrès devant le marché américano-iranien tiennent à plusieurs raisons : risques de déséquilibre des forces au Proche-Orient, possibilités accrues pour les services soviétiques d'espionnage de mettre la main sur un système de détection électronique ultra-perfectionné destiné à l'OTAN, nécessité d'envoyer en Iran un grand nombre de techniciens américains afin d'assurer le fonctionnement de l'AWACS.

PROCHE-ORIENT

Les négociations sur l'avenir de la Libye entrent dans une phase très active

Les négociations sur l'avenir de la Libye entrent dans une phase très active. Le président Giscard d'Estaing a déclaré que la France était tout à fait disposée à poursuivre un dialogue suivi et amical avec la Libye. Au cours de la rencontre, qui a duré environ une heure, la situation générale en Afrique et notamment les relations entre la Libye et la France, ont été évoquées.

EGYPTE

VINGT-HUIT MANIFESTANTS CONDAMNÉS AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPETUITE

Le Caire (A.F.P.). — Vingt-huit personnes ont été condamnées, le jeudi 28 juillet, aux travaux forcés à perpétuité par la Cour suprême de la sécurité de l'Etat d'Alexandrie, pour la révolte qui eut lieu dans les faubourgs des 18 et 19 janvier, annonce l'agence Meno.

Les condamnés, précise l'agence, doivent également verser une amende globale d'un million de livres égyptiennes (environ 75 millions de francs). La Cour a acquitté cent quarante-huit autres personnes.

LA THAILANDE

Le roi Bhumibol de Thaïlande a déclaré que le pays était prêt à négocier avec la Libye pour résoudre le conflit. Le roi a déclaré que le pays était prêt à négocier avec la Libye pour résoudre le conflit.

PARIS EST DISPOSÉ A MAINTENIR « UN DIALOGUE SUIVI ET AMICAL » AVEC TRIPOLI

assure M. Giscard d'Estaing

M. Ali Abdessalam Tréki, le responsable de la diplomatie libyenne, a terminé jeudi 28 juillet par des conversations avec M. Jean Bourges, ministre de la Défense, sa visite officielle avec le président Giscard d'Estaing. M. Tréki repart samedi pour Tripoli.

Le chef de l'Etat français, a déclaré à son retour de Tripoli, « a été très satisfait de la visite de M. Tréki et a affirmé que la France était tout à fait disposée à poursuivre un dialogue suivi et amical avec la Libye ». Au cours de la rencontre, qui a duré environ une heure, la situation générale en Afrique et notamment les relations entre la Libye et la France, ont été évoquées.

En ce qui concerne le dernier litige, M. Giscard d'Estaing a fait valoir qu'il devait être réglé par la négociation avec l'aide des pays africains voisins. Quant à la question du Tibesti, le président français a souligné qu'il s'agissait d'une affaire intérieure libyenne.

A sa sortie de l'Élysée, M. Tréki a affirmé que son gouvernement ne négocierait aucun accord avec la Libye qui ne soit précédé d'une réconciliation nationale.

Vers un accord égypto-libyen ?

D'après nos sources bien informées, tant au Caire qu'à Koweït, un accord serait intervenu entre l'Égypte et la Libye pour mettre un terme à leur conflit. Les deux pays retireraient leurs forces de la frontière jusqu'à une distance qui serait fixée ultérieurement. Les deux capitales se seraient engagées à cesser leur guerre de propagande avant que le président Sadate et le colonel Kadhafi se rencontrent au début du mois d'août, à Alger ou à Koweït.

Selon le chef de la diplomatie koweïtienne, qui est rentré dans son pays à l'issue de sa mission de médiation, l'accord serait annoncé au cours de la semaine prochaine. Pour sa part, M. Yasser Arafat a regagné Beyrouth le jeudi 28 juillet.

مكتبة الامم المتحدة

Les négociations sur l'avenir du canal entrent dans une phase très active

Le département d'Etat a indiqué, jeudi 28 juillet, à Washington, qu'une prochaine rencontre « au plus haut niveau » entre dirigeants américains et panaméens était prévue. Les négociations d'accélérer les négociations portait la conclusion d'un nouveau traité sur le canal interocéanique.

Le secrétaire d'Etat de Panama à Washington a déclaré que M. Carter recevrait, ce vendredi, des délégués panaméens et que ces négociations pourraient prendre fin au cours de cette réunion. Le président exposerait ses vues sur l'avenir du canal, a déclaré le porte-parole. La réunion avec M. Carter sera confirmée par la Maison Blanche.

La phase actuelle des négociations avait été interrompue, il y a quelques semaines, par des déclarations de « fuites » concernant des revendications financières de Panama. D'après des informations de la presse américaine, le gouvernement de Panama avait demandé une compensation de près de 5 milliards de dollars pour l'utilisation par les Etats-Unis du canal de Panama jusqu'à l'an 2000, 1 milliard de dollars devraient être versés immédiatement. Ces informations ont été qualifiées d'« énormes » par les Etats-Unis. Les Etats-Unis ont alors été accusés d'être les auteurs de ces tournées dans le sud

des Etats-Unis, le président Carter a déclaré, à la suite des congrès, évoqué la possibilité de construction d'un autre canal à travers l'isthme centro-américain.

Le département d'Etat a signalé que les Etats-Unis ont des « *préoccupations considérables* » dans les négociations, mais il a reconnu que « *certaines problèmes n'ont pas été résolus* » et qu'il y a un « *général accord* » sur la question des finances.

Le président Carter avait exprimé au cours d'une récente conférence avec le président du nouveau traité pourrait être conclu dans le courant de l'été. Intéressé à ce sujet, le porte-parole du département d'Etat s'est, pour sa part, gardé d'avancer une date.

Enfin, les présidents du Mexique, de l'Uruguay, du Panama, de Colombie, du Venezuela et le premier ministre de la Jamaïque se réuniront à Bogota, à partir du 8 août, pour examiner les problèmes liés au Panama, à l'indiqué le ministre colombien des affaires étrangères. Le congrès devrait durer trois jours. Celle est la première réunion du gouvernement panaméen. Au cours des réunions, les six hommes d'Etat discuteront également les problèmes liés aux marchés internationaux. (A.F.P.)

La T

Thaïlande

Il est dangereux de critiquer publiquement le roi Bhumibol ou les membres de sa famille. Les critiques sont punies de lourdes peines et c'est de ce chef d'accusation que répondent des étudiants arrêtés après le massacre de Ploenchit. Ils ont fait du roi dans un « endroit inapproprié », ébaucher le geste d'essuyer une table du restaurant avec un mouchoir, se moquer des géoïs — milices anticommunistes sous patronage royal. — peut conduire en prison. Récemment l'unité de la gauche a été démantelée, les dirigeants respectés par tous comme étant au-dessus de la politique, la monarchie était en danger. Les dirigeants ont été par l'ensemble de la population ; ce qui n'allait pas sans poser de difficiles problèmes aux dirigeants communistes, obligés, comme au Laos ou au Cambodge, de tenir compte du « facteur

der le **image** du premier ministre. La réponse de leurs supérieurs a été en substance : le moment n'est pas opportun.

Les militaires écartés du gouvernement, les officiers qui, dans leurs unités en province, ne partagent ni le pouvoir ni les prérogatives, les officiers de réserve qui se battent sur le terrain contre un adversaire redoutable, ceux qui appartiennent à des cliques rivales vouées l'une plutôt qu'à l'autre, les officiers généraux mieux placés pour traquer le pays. Ils s'indignent de trafics portant parfois sur l'optimum de la vieillesse, de la jeunesse, de la santé, de la sécurité, de la propriété, de la haute personnalité politique, a cité récemment à

Une vague

Ainsi menacée le régime consacre l'essentiel de son énergie à assurer sa survie par des mesures

royal.

L'attitude de nombre de Thailandais semble avoir évolué depuis le coup d'État du 6 octobre, que certains ont qualifié de « coup d'État royal ». La cause en a été, sans doute, ce que le rapport déjà cité écrivait quant à l'implication du roi dans les « forces » : les causes conservatrices et les plus opposées au changement. Ainsi, le roi a donné sa caution au retour de l'ancien dictateur Thanom, exilé depuis l'insurrection de 1973, aux manifestations étudiantes qui permirent aux militaires de reprendre le pouvoir. Inquiet du sort réservé au Laos et au Cambodge voisins, à des monarchies dont le roi est le chef, le roi a fait fonder des fondations, même de la royauté thaïe était en danger.

Un coup d'Etat militaire est-il possible ? Les officiers se refusent dans l'expectative, même s'ils partagent les vœux des dirigeants au pouvoir. L'exécution d'un général Chanale, auteur du coup d'Etat manqué de 1972, a été un choc pour eux, comme pour la masse de la population, les putschistes d'hier ou de demain et les hommes en place ne sont séparés que par leurs ambitions personnelles. Les dépenses du budget sont consacrées à la lutte contre la subversion. Des milliers d'arrestations ont eu lieu depuis d'arrestations ont, des trois mois de la prise de pouvoir, des centaines n'en restant que vingt-trois en prison. Leur détention provisoire vient récemment d'être prolongée de trois mois. La justice civile

Cette attitude tend comme la part que semble prendre à la vie politique la reine Sirikit, liée au premier ministre et à son entourage, à être une attitude d'observateur. Les conversations, d'interprétations de la part de gens qui n'auraient pas conscience des problèmes, la publication de la photographie du prince héritier Vajiralongkorn en uniforme, le bail d'un palais à un général, les efforts pour combattre ses compatriotes communistes, étaient-elle une initiative heureuse ? Certains Thaïlandais craignent que, en identifiant la reine avec le régime, la monarchie ne compromette son propre avenir. *L'entourage de Sa Majesté rêve de renouer avec le passé, mais la monarchie abolie, la monarchie abolie*, nous disent déjà. Il y a deux ans, un ancien premier ministre de droite, Pibul Songgram, avait écrit : *La monarchie est abolie* : la Thaïlande doit être restaurée républicaine, en dépit de fortes réticences populaires, sur-

[illegible]

Il ne se passe plus de mois sans que se repandent des rumeurs de comp d'Etat ou qu'apparaissent des signes de dissension au sein du groupe au sein duquel, jusqu'à présent, il n'y avait eu ni comp d'Etat ni d'Etat ni d'Etat, ou une clique, était assez fort pour assurer une domination solide pendant plusieurs années. Le gouverneur Thakin, sans doute, n'est pas un homme de l'air et la hiérarchie militaire, en particulier le général Kriangsak Chammanand, commandant suprême adjoint et *« homme fort »* de la région, sont des hommes qui ne se privent pas les observateurs. Il a réussi jusqu'à présent à loutoyer avec plus ou moins de succès entre les exigences et les intérêts des différends. Mais tout récemment un certain nombre de ses chefs d'unités de l'armée de terre sont allés deman-

M. Bhutto après sa libération a été de s'associer aux protestations d'Islamabad contre les dirigeants du régime. Il a visité l'Inde, et dernièrement, à New-Delhi, par M. Warren Christopher, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dans lesquelles celui-ci affirmait que Washington ne favorisait pas la Chine, mais une position de leadership dans le sous-continent; l'Inde, avait-il ajouté, pourrait avoir une influence favorable dans la région. Selon le ministre pakistanais, cette déclaration est en contradiction avec le communiqué de Changhai de février 1972 (entre la Chine et les Etats-Unis) qui stipulait que Pékin ne favorisait pas la Chine, mais opposait ses efforts de tout autre pays ou groupe de pays pour établir une hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Une assemblée constituante sera élue en 1978

De notre correspondant

Lima. — Prés de neuf ans après l'arrivée au pouvoir des militaires, le général Francisco Morales Bermudez a annoncé, jeudi 28 juillet, un calendrier fixant les étapes d'un retour aux affaires des civils au Pérou. Une assemblée constituante sera élue et installée « dans le second semestre de 1978 ». Elle devra élaborer une Constitution qui « assure la continuité du processus révolutionnaire, la conciliation des transformations structurelles avec les libertés et les garanties démocratiques ». Des élections générales auront lieu en 1980, a également affirmé le président.

Ce calendrier est fixé alors que le gouvernement traverse la crise la plus sévère, peut-être, depuis l'effondrement de la monarchie et ses graves conséquences. Les événements ont contribué à saper les fondements du régime. Ce dernier doit donc se réorganiser. Les différents partis politiques en faveur d'un transfert du pouvoir, au mépris des principes démocratiques, ont organisé de nombreux comités de changement de chef enregistré dans le domaine économique et financier. Les syndicats et les financiers internationaux subordonnant à diverses conditions l'octroi de prêts internationaux.

Pour rompre un isolement qui devenait de plus en plus rigide, le président Morais Bermudez devait lâcher du lest. Il a choisi de le faire dans le domaine politique. En annonçant un transfert de pouvoir, dont il devient l'organisateur et le garant, il vient de travailler général du 19 juillet, qu'ils jouissent d'une force nouvelle dans le pays. De façon significative, ces secteurs envisagent sans grand enthousiasme un retour au pouvoir des partis « traditionnels ».

T. M.

ASIE

sur ses gardes

ce propos le nom du général Kiang sans être dénoté. Les politiques vivantes par le coup d'Etat, sans distinction d'opinion — socialistes, droite libérale des anciens premiers ministres Kukrit et Seni Pramot, conservateurs du régime, Pramot Adressa, — complètent eux aussi pour revenir sur le devant de la scène. Ils se regroupent et se disputent, établissent des alliances, ciblent des adversaires, se battent contre un régime avec lequel certains d'entre eux auraient fort bien pu s'entendre. Le prince Kukrit Pramot se pose en chef de file, mais il ne parvient pas une occasion de fermer temporairement son journal, *Siam Rath*.

« au maintien de l'ordre », y compris l'application de la peine capitale ? Cela semble peu probable. En effet, il n'y a eu ni exécution ni « bonnes grâces » d'un président américain soucieux du respect des droits de l'homme. Lors de son passage en Thaïlande en mai dernier, un officier du département d'Etat, M. Oakley, a rappelé cette parole : « L'imprévisibilité de la justice ne profite guère à l'opposition. Jamais les assassins des dizaines de militants de gauche n'ont été condamnés. Les policiers qui avaient battu et pendu deux petits fonctionnaires qui causaient des difficultés à quelques jours avant le coup d'Etat d'octobre, ont été acquittés, faute de preuves.

Combien de prisonniers politiques « dangereux pour la société » sont-ils incarcérés sans jugement dans des prisons qu'on s'est surannées ? Dans certains postes de police, les détenus sont enfermés à l'ingi ou l'ingé dans une cellule de trois mètres sur quatre. Combien sont internés dans les « camps de rééducation » dont Bangkok a annoncé la création peu après le coup d'État ?

A Haday, dans le Sud-M.M. Wei Surakumbhaeng et Pradum, deux étudiants de l'université, ont été trouvés morts, les mains liées, en janvier dernier ; la police soutient à leur famille qu'ils étaient « rebelles ». A Kong-Darn, province de Prachuab, près de Bangkok, M. Chookietkiet Matritchi avait refusé de répondre aux provocations d'officiers de police et s'était vu infliger une arrestation arbitraire comme « dangereux pour la société ». Il est détenu sans jugement depuis plus de six mois. A Saraburi, M. Phimphaka a été arrêté en janvier. Il était attaché dans un restaurant avec des amis quand des policiers vinrent le réquisitionner de payer leur addition. Sur son refus, il fut battu, traîné au poste et incarcéré d'arrogance.

En prison à Surin, trois syndicalistes pris en train de se battre ont été condamnés à

me le 5 juillet dernier. Le général a tenu sa libération pour les informer tant. Ils sont libres de leurs mouvements. Il est interdit avant le début des futures élections l'ouverture de la censure... » (A.P.F., A.P.).

D'autre part, le général Zia a prononcé mercredi un message à la radio, recommandant à ses compatriotes de soutenir sa politique d'austérité, en raison des difficultés économiques que connaît le pays. Les dépenses militaires et les allocations sociales seront réduites de 5 %, en plus des 5 % déjà prévus par le récent budget; les dépenses militaires d'augmentation de 10 % prévues. Des mesures libérales ont aussi été prises en faveur des investisseurs; la date limite du paiement des impôts a été reportée.

Les perspectives économiques du pays sont en effet sombres: le produit national brut (P.N.B.) n'a augmenté que de 1,5 % au cours des douze derniers mois du fait de la situation politique et d'une récolte de coton inférieure de moitié aux précédentes.

Ces quelques exemples montrent que, dans ce pays, les dirigeants, les grands cas de ce respect de la vie qui est à la base du bouddhisme, religion officielle de la Thaïlande, il n'y a pas pour eux de bonnes intégrités. Kitti Abutso, « tuer un communiste » n'est pas un péché. Le comportement d'une armée qui cherche essentiellement à éliminer les communistes autant de « communistes » que possible n'est pas fait pour susciter la sympathie des masses. L'admiral en Amiral, le général, le docteur Pheu Ungpakorn, ancien recteur de l'université de Thammasat, qui joua un rôle important après la révolution de 1932, est un homme très satisfait d'une intelligentsia modérée, contrainte de choisir entre la soumission, l'exil ou la résistance. Les dirigeants de répression favorisent le recrutement des masses communistes.

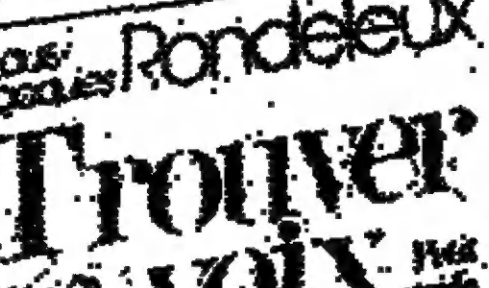
PATRICIE DE BEER.

Prochain article :

LE P.G. SORT DE L'OMBRE

été seuil

15. Vie pratique



← Louis-Jacques Rondeleux
Trouver sa voix
 Petit guide pratique de travail vocal
 A tous ceux qui parlent beaucoup, longtemps, fort : enseignants, avocats, acteurs, etc., ce livre propose un travail méthodique : cent exercices progressifs de travail vocal.
 192 pages, illustré 45 F

**Jean-Pierre ►
Nicola**
**Pour une
astrologie moderne**

Fruit d'une recherche fondamentale, ce livre "terminé" avec les clivages traditionnels et inaugure un nouvel âge de l'astrologie.

192 pages 37 F

Roger Carré
Le livre de la voiture d'occasion
 Les tromperies sur : le kilométrage, les voitures accidentées, les pièces, l'argus, les garanties, la responsabilité, etc. Un guide juridique, des adresses utiles. 304 pages 48 F.

16. Livres albums

◀ Gisèle Freund
Mémoires de l'œil
 Un choix de photos et de
 textes en forme
 d'autobiographie qui
 couvrent quarante années
 d'expérience de la célèbre
 photographe.

*144 pages, 38 photographies,
 12 pages en couleur,
 60 F relié 79 F*

Bernard Dufour ▶
La pierre et le seigle
Précédé d'une étude
d'E. le Roy Ladurie
"du bon usage du Rouergue"

Une histoire des habitants
de Villefranche de Rouergue
à travers les photos
d'amateurs et les albums
de famille (1860-1950).

Coll. Les Français par eux-mêmes
144 pages, 200 photos
anciennes, 50,50 € (ed.) 68,50 € (v.)

RAPPEL : Bernard Walliser
Systèmes et modèles
Introduction critique à l'analyse de systèmes

On parle beaucoup, dans les disciplines les plus diverses, d'analyse de systèmes et de modèles. Bernard Walliser, chargé de mission à la direction de la Prévision, présente une introduction critique de ces méthodes. 256 pages, 60 F.

Abonnement gratuit

au Bulletin d'informations des Editions du Seuil
A retourner aux
Editions du Seuil, 27, rue Jacob - 75261 Paris - Cedex 06

NOM.....

ADRESSE

.....

.....

.....

DEPART CODE POSTAL

PROFESSION

Je m'intéresse à :

☐ romans ☐ essais et théorie littéraire ☐ histoire

☐ religions ☐ musique ☐ philosophie et sciences humaines

☐ sciences ☐ cinéma ☐ architecture / urbanisme ☐ santé

☐ politique / économie ☐ éducation

PATRICE DE BEER.
Prochain article :
LE P.C. SORT DE L'OMBRE

EUROPE

Espagne

Après la demande d'adhésion à la C.E.E.

Le chef du gouvernement fera cet automne une tournée des capitales européennes

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, fera une tournée des capitales européennes à l'automne prochain pour plaider l'adhésion de son pays à la C.E.E., a révélé M. Oreja, ministre des affaires étrangères, au cours d'une conférence de presse, le jeudi 28 juillet à Bruxelles. Il venait de remettre à M. Simonet, son collègue belge, président en exercice du conseil, la demande d'entrée de Madrid dans le Marché commun.

M. Simonet, qui participait à cette réunion de presse, a déclaré, pour sa part, qu'aucun Etat membre n'accepterait que l'adhésion d'un autre pays crée, de manière organique, sur son territoire, une situation de révolution potentielle. Cette remarque a été interprétée comme une allusion à l'hostilité des producteurs méridionaux français et italiens à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles. — Les Neuf devraient prendre acte de la demande espagnole lors de leur réunion du 30 septembre. Ils solliciteront ensuite l'avis de la Commission. Ce n'est qu'après avoir examiné ce rapport que le conseil arrêtera ses directives pour les négociations. Aussi faut-il s'attendre, compte tenu de la lenteur traditionnelle des travaux communautaires, que la négociation d'adhésion ne s'engage pas avant un an.

En ce qui concerne d'autre part le Portugal, qui a demandé son entrée dans le Marché commun en mars dernier, les pourparlers ne pourront commencer, au plus tôt, qu'au printemps prochain. La Commission devant transmettre son avis au début de 1978. Le gouvernement helénique, quant à lui, avait posé sa candidature en juin 1975. Les négociations ont commencé en juillet 1976. Depuis lors, les discussions n'ont guère progressé en raison, pour une large part, des pressions des demandes d'adhésion portugaise et surtout espagnole.

Madrid ne peut, dans le meilleur des cas, espérer entrer dans le Marché commun avant cinq années, d'autant que les relations commerciales de cette capitale avec la Communauté n'ont pas été des meilleures ces dernières années. L'accord préférentiel conclu en 1970 entre les Six et l'Espagne n'a pu, depuis 1973, année du premier élargissement de la C.E.E., être étendu aux trois nouveaux adhérents : Danemark, Irlande et Royaume-Uni. C'est dire les difficultés que soulève la recherche d'un équilibre entre les Neuf et l'Espagne.

Il reste que l'Espagne est le quatrième client et le huitième fournisseur de la C.E.E. Entre 1960 et 1975, la part de la Communauté dans les exportations espagnoles a atteint 34 %. Les exportations communautaires vers ce pays ont atteint en 1976 55 milliards de dollars, contre 48 de ventes de produits espagnols à la C.E.E. L'Espagne, dont le revenu par habitant est légèrement inférieur à celui de

Union soviétique

A Moscou

LES RESIDENTS ÉTRANGERS FONT LA GRÈVE DES LOYERS

(De notre correspondant.)
Moscou. — « Avez-vous payé votre loyer ? » Les conversations mondaines de la capitale soviétique à Moscou ont pris dernièrement une tournure basement matérielle. Diplomates, hommes d'affaires et journalistes, pour une fois du même côté de la barrière, attendent avec curiosité les résultats de la première grève des loyers dans l'histoire du pays.

A l'origine : la décision unilatérale de l'U.P.D.E. (la réaction des soviétiques au corps diplomatique), le 1^{er} avril dernier, de relever les loyers des étrangers de 100 % en moyenne. Peu habitués, dans un pays qui se targue d'être le paradis de la stabilité des prix, à un tel traitement, les résidents étrangers ont décidé d'ignorer cette décision. Le doyen du corps diplomatique a effectué une démarche officielle auprès des autorités. Jusqu'à présent sans résultat.

Dans la mesure où, dans la capitale soviétique, les étrangers sont obligés de résider dans des bâtiments appartenant à l'U.P.D.E., l'issue de cette grève des loyers paraît incertaine. On voit mal, en effet, quelles mesures de rétorsion pourraient prendre les gouvernements occidentaux. Tout le monde ne peut pas faire comme ce diplomate africain qui, lorsqu'on lui coupait l'eau chaude (en moyenne quatre ou cinq semaines par an), demandait à son gouvernement de couper l'électricité à l'ambassade soviétique dans son pays. Recette infallible : on lui rétablissait l'eau chaude dans les quarante-huit heures.

(Interim.)

Suisse

UNE ENQUÊTE EST OUVERTE SUR LE TRAVAIL DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS

(De notre correspondant.)

Berne. — A la suite d'informations publiées par le quotidien populaire *Blick*, de Zurich, le département militaire fédéral a confirmé jeudi 28 juillet qu'une enquête administrative avait été récemment ordonnée pour tenter de déterminer l'origine de tensions au sein des services de renseignements de l'état-major général de l'armée suisse. Selon le journal suisse, les fuites de renseignements militaires vers certains pays de l'Est n'auraient pas pris fin avec la découverte de l'affaire Jeanmaire. Cet officier a été condamné en juin dernier à dix-huit ans de réclusion pour espionnage au profit de l'Union soviétique.

Dans une mise au point, les autorités militaires se sont efforcées d'atténuer la portée de ces allégations. La tension serait le résultat de rivalités personnelles et d'ambitions professionnelles non satisfaites de certains membres des services de renseignements. L'enquête en cours a pour but d'examiner la bien-fondée des accusations portées.

Jusqu'à présent, cependant, ajoute le département militaire fédéral, « il a été établi qu'aucun fait ne permet d'incriminer qui que ce soit ».

Les responsables helvétiques précisent également qu'il serait prématuré de parler d'espionnage et que cette nouvelle affaire n'a aucun rapport avec le cas Jeanmaire. « Tout au moins, a déclaré le chef d'état-major général Hans Senn, il s'agit d'irrégularités et d'incorrections dans l'accomplissement des tâches de renseignements ». — J.-C. B.

Grèce

Un accord est conclu sur le statut des bases militaires

(Suite de la 1^{re} page.)

Le nouvel arrangement est conclu en application de l'accord-cadre signé le 15 avril 1976 à Washington. Il traite des bases d'Hellenikon et de Nes-Makri, dans la région d'Athènes, de celles de Souda et Heraklion, en Crète. Le commandement et la gestion seront assurés par des officiers grecs. Dans les bases, « sous un toit et sous un contrôle grec, des facilités seront données aux forces armées américaines afin de servir des buts défensifs communs ». Le personnel sera grec dans la proportion d'au moins 50 %.

D'autre part, les informations recueillies par les installations spéciales se rattachent à l'exploitation en commun, sans que le système américain de télécommunications. Dans le domaine de la recherche et de l'exploitation des renseignements, la coopération sera pour un certain temps plutôt théorique, car les forces armées grecques ne disposent pas encore du personnel formé pour les équipements perfectionnés. De cette façon, les informations sont centralisées et traitées dans des centres électroniques aux Etats-Unis.

Les milieux gouvernementaux estiment que le nouvel accord répond pleinement aux intérêts supérieurs du pays : d'une part, les bases passées à la Grèce et le commandement des Grecs ; d'autre part, elles renforcent le potentiel de la défense nationale. Enfin, une aide défensive de 700 millions de dollars est accordée à la Grèce.

En général, les milieux de la droite et d'une partie du centre acceptent, mais sans enthousiasme.

Grande-Bretagne

LE PARTI LIBÉRAL RENOUVELE SOUS CONDITION SON APPUI AU GOUVERNEMENT

De notre correspondant

Londres. — Les Communes suspendent leurs travaux ce vendredi 29 juillet pour trois mois et M. Callaghan, en dépit de tous les problèmes qui l'accablent peut envisager les vacances parlementaires avec une relative tranquillité : le parti libéral continuera, sous certaines conditions, à appuyer au Parlement.

Le leader libéral, M. Steel, est également satisfait parce que sa stratégie, fondée sur ce qu'on appelle ici « le pacte Lib-Lab », a été approuvée par la majorité de ses collègues, même si quelques membres de son groupe se demandent s'il est utile de continuer à soutenir un gouvernement dont l'impopularité est manifeste. M. Steel et la majorité du groupe libéral aux Communes espèrent néanmoins convaincre l'électorat que le « pacte Lib-Lab » donne au gouvernement travailliste une couleur beaucoup plus raisonnable et modérée. Le seul problème est de savoir si des élections de l'automne seraient pour les libéraux plus catastrophiques que l'an prochain.

Les libéraux se réservent le droit de rompre l'alliance si le

gouvernement ne parvient pas à limiter les hausses de salaires à 10 %. Mais les syndicats se ront-ils de cet avis ?

Judi 28 juillet. La Confédération patronale (C.B.L.) a suggéré, dans un rapport, qu'il s'attendait, pour l'année à venir, à une hausse des salaires d'au moins 15 %.

Les autres concessions obtenues par les libéraux n'ont rien de nouveau. Il s'agit de prendre des mesures contre le chômage, d'élargir un système de participation dans l'industrie, de mettre l'accent sur les impôts touchant la consommation plutôt que les revenus, de favoriser la régionalisation en Ecosse et au Pays de Galles, comme mettre en vigueur le projet d'élections directes au Parlement européen. Toutes ces exigences vont dans le sens de l'action envisagée par le gouvernement ; il reste donc à voir si, durant les prochains mois, celui-ci parviendra à contenir suffisamment les revendications ouvrières pour que M. Steel et ses collègues ne préfèrent pas abandonner le navire travailliste.

JEAN WETZ.

DIPLOMATIE

APRÈS LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

Les ressources de l'Antarctique feront-elles partie du « patrimoine commun de l'humanité » ?

M. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a dressé, mercredi 27 juillet à Paris, le bilan de la sixième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer. Cette session s'est achevée à New-York le 15 juillet (« le Monde » daté 17-18 juillet), mais le « texte de négociation composite officiel », préparé sous la quadruple responsabilité du

président de la conférence et des présidents des trois commissions, n'a été distribué que le 28 juillet. M. Cavallé a souligné qu'il fallait distinguer deux parties bien distinctes dans le texte composite : d'une part, tout ce qui n'a pas de rapport avec l'exploitation des grands fonds marins ; de l'autre, tout ce qui concerne cette exploitation.

Pour M. Cavallé, le bilan de la première partie peut être considéré comme positif. Les idées ayant trait aux eaux territoriales et aux zones économiques exclusives (dont la spécificité est cette fois stipulée) retiennent l'évolution capitale grâce à laquelle le droit maritime s'est fondamentalement transformé depuis quelques années dans les faits, bien que toute discrimination envers les territoires considérés comme non-indépendants par l'ONU n'ait pas encore disparu. Le passage dans les détroits, le statut du plateau continental, semblent devoir préserver la liberté de manœuvre des Etats maritimes. De même, les problèmes liés à la recherche scientifique et à la pollution dans la limite des 200 milles nautiques (370 kilomètres) paraissent ne plus devoir soulever de difficultés majeures.

En revanche, le bilan est négatif pour ce qui concerne l'exploitation des grands fonds marins. Le texte composite se situe très en deçà des projets élaborés par le régime du droit de la mer. M. Evensen. Déjà, les versions successives du compromis Evensen faisaient une très large part aux exigences des « 77 » (les cent dix pays en voie de développement qui ont le nombre pour eux). Mais le texte composite va encore beaucoup plus loin. Au point que le chef de la délégation américaine

à la conférence, M. Elliott L. Richardson, a tenu à publier, dès le 20 juillet, une mise au point très sévère, dans laquelle il annonce que, ce texte étant « fondamentalement inacceptable », il recommandera à son gouvernement d'abandonner ses positions sur le fond et les formes de procédure de la conférence.

Le texte composite, élaboré dans un secret total, ne donne plus aucune garantie d'accès aux Etats ou aux consortiums privés. Les charges financières fort lourdes seraient entièrement à la charge de ceux-ci, selon le bon plaisir de l'« Autorité » (l'organisme international chargé de la gestion des fonds marins et où les « 77 » auraient forcément la majorité), mais les investissements ne seraient pas réellement garantis. Selon M. Richardson, l'« Autorité » aurait tout pouvoir de réglementer la recherche scientifique. En fait, de telles dispositions ne pourraient que paralyser l'exploitation des grands fonds marins et elles ne protégeraient en rien les intérêts légitimes de la minorité constituée par les pays industrialisés.

Seule consolation pour la France, la notion « d'antimonopole », destinée à empêcher un monopole de fait des Etats-Unis, et d'un accord avec beaucoup d'instances par notre délégation, figure dans le texte composite.

L'attitude du Congrès

Le teneur du texte composite risque d'entraîner l'adoption, par le Congrès américain, d'une législation unilatérale sur l'exploitation des grands fonds marins et même peut-être de mettre fin aux longues négociations de la troisième conférence du droit de la mer. Que feraient alors la France et les pays industrialisés (Canada, Japon, Allemagne fédérale, Belgique, Pays-Bas, Grande-Bretagne), qui s'intéressent de près aux ressources minières des grands fonds marins ? Prenant acte de la sixième session des Nations unies, les Etats-Unis ont pris des mesures unilatérales similaires à la législation américaine. Cette éventualité, pour M. Cavallé, ne peut être écartée.

Cependant, de telles décisions pourraient finalement avoir un effet salutaire. Elles pourraient déboucher la situation et accélérer la conclusion d'une convention globale sur le droit de la mer. C'est ce que pense M. Leigh S. Ratiner, qui a fait partie de l'administration américaine des

« mines » de l'Océan et de la délégation américaine à la conférence sur le droit de la mer, mais qui travaille maintenant dans une firme privée de conseil juridique de Washington et est conseiller du département d'Etat pour le droit de la mer. M. Ratiner a exprimé cette opinion — avec beaucoup d'énergie — lors d'un séminaire sur l'Antarctique, organisé le 25 juillet à Londres par Earthscan (1).

De nombreux pays en voie de développement pensent en effet que les ressources vivantes et minières de l'Antarctique, comme les minéraux des grands fonds marins, font partie du « patrimoine commun de l'humanité ». Or, depuis la signature (en 1969) et l'entrée en vigueur (en 1981) du traité de l'Antarctique, toute la zone située au sud du 60° parallèle sud est « gérée » par les douze signataires du traité (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne,

Actualisation du programme commun

Le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'U.R.S.S. Ce « club » n'est pas réellement fermé : il peut — envoyer des expéditions ou installer des bases dans l'Antarctique — mais jusqu'à présent, avec un statut assez comparable à celui d'un observateur. A ce jour, seule la Pologne a demandé à devenir membre à part entière du traité et les « Douze » en discutent cette semaine à Londres.

Depuis seize ans, le traité rempli parfaitement son rôle. Mais, jusqu'à présent, l'Antarctique était vouée exclusivement à la recherche scientifique la plus fructueuse. Or, les eaux antarctiques sont riches, en particulier de krill, un petit crustacé de 3 ou 4 centimètres de long ; en outre, les très rares terres rares de glace du continent contiennent notamment du charbon, du fer, peut-être de l'uranium, et il est raisonnable de penser que les bassins sédimentaires de l'océan antarctique renferment des hydrocarbures.

Les conditions climatiques extrêmement dures, l'éloignement des grandes régions consommatrices tout concourt à rendre l'exploitation des ressources antarctiques très difficile et très coûteuse. Selon le docteur Finn Solle, directeur de la fondation Nansen (Norvège), qui participe, lui aussi, au séminaire d'Earthscan, les ressources vivantes et minières de l'Antarctique ne seraient donc, pour très longtemps, que marginales.

Depuis qu'il est question de l'exploitation de l'Antarctique — non prévue par le traité — les Douze ont manifestement aucune envie de voir cette zone soumise aux caprices des groupes de pression des Nations unies. Le traité est un exemple unique et réussi de coopération, d'entente (toute la zone est soumise à une réglementation, à toutes les revendications territoriales sont « gelées ») et d'entraide. Le texte composite, issu de la sixième session de la conférence du droit de la mer, ne fera très probablement que le confirmer dans leur opinion de réserver la gestion de l'Antarctique à ceux qui y travaillent.

YVONNE REBEYROL.

(1) Earthscan est une organisation indépendante mais subventionnée par le programme des Nations unies pour l'environnement. Elle a pour but d'informer les médias sur les problèmes globaux d'environnement.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

LE PARQUET DE HAMBURG vient d'ouvrir une enquête contre M. Heinrich Heide, ancien ministre de la Justice, pour des propos tenus par ce dernier à l'égard d'un tribunal de Cologne.

L'auteur de la *Grünau*, républicain, avait sévèrement critiqué dans l'*Hebdomadaire Stern* la condamnation à sept mois de prison par ce tribunal de cinq membres du parti communiste-maoïste (K.P.D.) ouest-allemand pour avoir perturbé une réunion du parti d'extrême droite (Nazi). M. Heide avait notamment estimé que les cinq membres du K.P.D. avaient été condamnés plus en raison de leur appartenance politique que pour les coups et blessures qu'on leur reprochait et qui n'ont jamais pu être prouvés. — (A.F.P.)

Argentine

DE NOMBREUSES ENTREPRISES publiques seront rendues au secteur privé dans un délai de six mois, a décidé, le 28 juillet, le gouvernement militaire. — (A.F.P.)

Chine

M. WALDEHEIM, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU, se rendra finalement en Chine début août. Il aurait partir pour Pékin lundi 28 juillet mais a été contraint de reporter son voyage pour aller en Autriche au chevet de sa fille, blessée dans un accident de la route. — (Reuters.)

Etats-Unis

M. MARSHALL SHULMAN a été nommé conseiller spécial pour les affaires soviétiques auprès du secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance. M. Shulman, professeur de sciences politi-

ques, a enseigné à l'Institut russe de l'université Columbia. Il aura rang d'ambassadeur. — (U.P.I.)

Guatemala

LE PRÉSIDENT DU GUATEMALA a reçu M. Ted Rowlands, directeur de l'Institut de l'Amérique latine des Nations unies. Les conversations de M. Kjell Laugerud, du secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères ont porté sur l'avenir du territoire britannique de Belize, qui doit accéder prochainement à l'indépendance, mais sur lequel le Guatemala formule des revendications. L'ancien ministre de l'Intérieur a également tenu une conférence avec des représentants de la frontière des deux pays et des renforts militaires ont récemment été envoyés de Londres. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Hongrie

M. JANOS RADAR, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, est reparti pour son pays, mercredi 27 juillet après avoir rencontré M. Brejnev la veille, en Crimée, où il était arrivé lundi. — (Reuters.)

Namibie

M. SAM NUYOMA, président de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), a accepté de se rendre à New-York, le 8 août, pour y représenter les représentants des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, a-t-on appris jeudi 28 juillet à New-York. — (A.F.P.)

Portugal

LE VICE-AMIRAL ROSA COUTINHO, ancien membre de la junte de salut national formée après le 25 avril 1974, M. Cypriano Vaz, membre du Conseil de la révolution, a comparu, le

marti 26 juillet, devant le conseil supérieur de discipline de la marine. Il est reproché à celui qui avait été surnommé « l'amiral rouge » d'avoir fait procéder à des arrestations illégales et d'avoir pris des mesures attentant à la liberté ou aux biens des personnes. — (A.F.P.)

DES POURSUITES VONT ÊTRE ENTAMÉES contre l'amiral Finhaire de Aguiar, l'ancien premier ministre, après la publication, le 28 juillet, d'une lettre ouverte adressée au président de la République. L'amiral reprochait notamment au général Ramon d'avoir refusé de participer, « pour des raisons d'éthique politique », au coup d'Etat du 25 avril 1974 contre le régime fasciste.

Tchécoslovaquie

M. ALOIS NEUMAN, président d'honneur du parti socialiste tchécoslovaque et ancien ministre de la justice (de 1960 à 1968), est mort à Prague mercredi 27 juillet, à l'âge de soixante-seize ans, des suites d'une longue maladie. — (A.F.P.)

Uruguay

UN PROCÈS DE VINGT ÉTUDIANTS a été ouvert à Montevideo mercredi 27 juillet, devant un tribunal militaire. Les étudiants sont accusés d'avoir fomenté une conspiration favorable au mouvement des Tupamaros. — (A.F.P.)

Zaïre

L'ANCIEN COLONEL MAMPA SALAMAY, qui commandait les forces terrestres, lors du déclenchement du conflit du Shaba (ex-Katanga), va être jugé par un tribunal militaire sous l'inculpation de « trahison ». — (U.P.I.)

هذه امه الأصل

POLITIQUE

L'actualisation du programme commun va continuer jusqu'à la mi-septembre

Le groupe de travail chargé, le 17 mai, par les dirigeants du P.S., du P.C.F. et du M.R.G. de l'actualisation du programme commun de gouvernement de la gauche, a mis fin à ses travaux vendredi 29 juillet, à 1 h. 30, au terme de sa quinzième réunion. La rencontre des dirigeants des trois formations, qui doit achever la mise à jour du programme, est fixée à la mi-septembre.

D'ici là, les responsables du comité de liaison des partis, de gauche, qui sont aussi les chefs des trois délégations au groupe d'actualisation — MM. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du P.S., Charles Fiterman, membre du bureau politique du P.C.F., et François Loncle, membre du secrétariat national du M.R.G. — se concerteront pour préparer cette réunion « au sommet ».

Communistes, socialistes et radicaux de gauche ne sont pas parvenus à s'entendre sur les points suivants : champ des nationalisations, gestion des entreprises publiques, calendrier des mesures sociales, réduction de l'éventail des salaires, modalités d'intégration de l'enseignement privé, rôle des offices fonciers, maîtrise des sols urbains et application du scrutin proportionnel à toutes les élections.

Ils ont dégagé des « bases générales d'accord » sur la défense nationale, en attendant le désarmement général, en vue duquel la France prendra des initiatives.

La force de dissuasion nucléaire serait maintenue « en état ». La politique de défense d'un éventuel gouvernement de gauche exclurait toute référence à la stratégie « tous azimuts », les alliances actuelles étant maintenues.

À l'Antenne 2, M. Georges Marchais s'est prononcé contre l'idée d'un référendum, que M. Mitterrand avait lancée, mardi 26 juillet. Il a tenu à rappeler que, pour le P.C.F., l'existence d'une force nucléaire indépendante n'est pas contradictoire avec l'adhésion à l'alliance atlantique. Toutefois, le secrétaire général du P.C.F. a insisté sur le fait qu'il est exclu de conclure l'actualisation du programme commun sans régler définitivement l'avenir de la défense française.

La délégation communiste a rendu public, dans la nuit de jeudi à vendredi, une déclaration dans laquelle elle « constate que, après une période difficile, marquée tout à la fois par la lenteur à démarrer les travaux et par les pressions tendant à les terminer dans la hâte, une discussion sérieuse et approfondie a pu se développer ».

La délégation se félicite des positions communes qui ont pu être dégagées, mais constate qu'il reste encore à faire pour créer toutes les conditions d'un bon accord, car il est évident qu'un tel accord suppose que soient définies des solutions communes satisfaisantes sur toutes ces questions, sans en laisser aucune de côté. C'est, en effet, ainsi, et seulement ainsi, que les partis de gauche apporteront aux Français les réponses claires et mobilisatrices qu'ils attendent. Ils feront du programme commun l'instrument de la victoire.

Du côté socialiste, on estime que les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent ont prélevé les grands équilibres économiques des propositions de programme de 1972. On s'attend à un accord sur le calendrier d'application des mesures prévues, mais la question des modalités, c'est-à-dire les règles de fonctionnement du gouvernement, semble moins facile à trancher. Des bases d'accord ont cependant été dégagées, à savoir : la détermination collective, la solidarité et l'unité gouvernementale, l'égalité des partis en droits et en devoirs, le maintien du rôle dirigeant du parti communiste.

Les propositions communistes allaient dans le sens d'une recherche plus fréquente de l'unité.

Les responsables du comité de liaison des partis de gauche vont avoir, au cours du mois d'août et dans la première quinzaine de septembre, des contacts politiques, l'aspect technique des questions en suspens ayant été suffisamment développé au cours des réunions du « groupe des quinze ».

Il incombera à M. Bérégovoy, président du comité de liaison, de proposer des options entre lesquelles les dirigeants des trois partis pourront trancher, sur les nationalisations comme sur la défense, qui restent les deux principaux points de divergence.

La majorité et l'opposition pourraient parvenir à un accord au sein de la Communauté urbaine de Bordeaux

De notre correspondant

Bordeaux. — La crise de la communauté urbaine de Bordeaux va sans doute être bientôt dénouée.

En effet, après l'appel lancé le 23 juillet par le candidat socialiste à la présidence de la communauté urbaine, M. Michel Sainte-Marie, député-maire de Mérignac, pour une « bonne coopération intercommunale entre les vingt-sept communes », le conseil municipal de Bordeaux a décidé, mercredi soir, de négocier avec l'union de la gauche, mais à condition d'avoir des garanties absolues.

La crise avait débuté le 13 mai, lorsque M. Jacques Chaban-Delmas mit fin à ses fonctions de président. C'était la conséquence des résultats des élections municipales de mars. L'union de la gauche étant devenue la majorité dans la C.U.B. (dix-neuf municipalités sur vingt-sept). Mais aucun accord ne put être réalisé entre la ville de Bordeaux et l'union de la gauche. Bordeaux ne désigna pas ses délégués et le système fut bloqué (le Monde daté 15-16 mai). La loi Poyer, promulguée le 22 juillet après le rejet du recours présenté par la gauche devant le Conseil constitutionnel, mit un terme aux hésitations. La ville de Bordeaux avait alors la possibilité de se retirer de la communauté urbaine tout en conservant son statut de commune. Il fallait prendre une décision.

Mardi, en fin d'après-midi, le conseil municipal de Bordeaux s'est réuni et a décidé de rechercher un accord amiable avec les représentants de l'union de la gauche. C'est ce qu'a annoncé, au terme de ce conseil, M. Chaban-Delmas, dans une conférence de presse au cours de laquelle il a déclaré que le conseil municipal de Bordeaux avait accepté, en accord avec les sept autres municipalités qui ne sont pas de gauche, d'envoyer trois représentants à une réunion organisée par le président de région pour tenter de définir les grands axes d'un accord entre les deux parties. Au cours de cette réunion, serait définie la nouvelle répartition des sièges et l'on procéderait à un inventaire des sujets en cause ainsi que « des convergences » des divergences. Mais Bordeaux demanderait aussi qu'une charte soit établie fixant les principes de la gestion communautaire et exigera que cette charte comporte une clause garantissant son application. — J.-L. M.

M. Marchais : la France ne peut pas être désarmée

Interrogé jeudi soir 28 juillet par l'Antenne 2, le secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais, a indiqué que, selon lui, « on ne peut pas s'en remettre à un référendum pour résoudre le problème de la défense ». Cette procédure est « anticonstitutionnelle », a-t-il dit, mais cela n'est pas son argument essentiel. Ce problème doit être résolu dans le programme commun de la gauche, et il est exclu de conclure l'actualisation sans conclure ce problème-là.

Le secrétaire général du P.C.F. a rappelé la position de son parti et précisé qu'il demeurerait opposé à l'armement atomique. « Nous avons été les seuls à mener campagne pour l'appel de Stockholm » (1) contre l'arme nucléaire, alors que « les socialistes et leurs alliés de droite de l'époque » avaient voté pour ce type d'armement (2).

« Le P.C.F. est le parti de la paix, le parti du désarmement », de la coexistence pacifique, a affirmé M. Marchais, mais la France ne peut pas être désarmée. Or il se trouve qu'aujourd'hui, dans l'état actuel des choses, et en raison de la politique menée par le pouvoir, la force de frappe atomique reste la seule force de dissuasion valable.

« C'est pourquoi nous estimons qu'il faut maintenir la force de frappe atomique, en attendant d'avoir atteint, avec tous les autres pays, la politique de désarmement pour laquelle nous luttons. J'ajoute que le parti communiste est résolument opposé à toute nouvelle communauté européenne de défense. »

Le « groupe des quinze » : un « bilan positif »

Quinze réunions du « groupe des quinze », du 31 mai au 29 juillet, ont permis de mettre à jour le programme commun sur l'emploi, la santé, le cadre de vie, l'école, la promotion de la femme, la famille, la politique économique, les libertés et la politique extérieure. Les délégués des trois formations ont donc pu dresser un « bilan positif » de leurs travaux, tout en constatant que des divergences subsistent sur plusieurs questions importantes.

Le parti socialiste s'en tient, sur les nationalisations, aux positions qu'il a toujours affirmées et qu'il confirme, samedi dernier, son comité directeur. Il n'estime pas nécessaire d'accroître le nombre de nationalisations prévues en 1972, étant entendu que la transformation de la dette des groupes sidérurgiques en participation de l'Etat, assurerait à ce jour le contrôle de l'activité de ces groupes. Le parti communiste est attaché à la nationalisation de Peugeot-Citroën et Alsthom.

Deux mesures sur lesquelles un accord avait paru possible.

La délégation communiste a rendu public, dans la nuit de jeudi à vendredi, une déclaration dans laquelle elle « constate que, après une période difficile, marquée tout à la fois par la lenteur à démarrer les travaux et par les pressions tendant à les terminer dans la hâte, une discussion sérieuse et approfondie a pu se développer ».

La délégation se félicite des positions communes qui ont pu être dégagées, mais constate qu'il reste encore à faire pour créer toutes les conditions d'un bon accord, car il est évident qu'un tel accord suppose que soient définies des solutions communes satisfaisantes sur toutes ces questions, sans en laisser aucune de côté. C'est, en effet, ainsi, et seulement ainsi, que les partis de gauche apporteront aux Français les réponses claires et mobilisatrices qu'ils attendent. Ils feront du programme commun l'instrument de la victoire.

Du côté socialiste, on estime que les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent ont prélevé les grands équilibres économiques des propositions de programme de 1972. On s'attend à un accord sur le calendrier d'application des mesures prévues, mais la question des modalités, c'est-à-dire les règles de fonctionnement du gouvernement, semble moins facile à trancher. Des bases d'accord ont cependant été dégagées, à savoir : la détermination collective, la solidarité et l'unité gouvernementale, l'égalité des partis en droits et en devoirs, le maintien du rôle dirigeant du parti communiste.

Les propositions communistes allaient dans le sens d'une recherche plus fréquente de l'unité.

Les responsables du comité de liaison des partis de gauche vont avoir, au cours du mois d'août et dans la première quinzaine de septembre, des contacts politiques, l'aspect technique des questions en suspens ayant été suffisamment développé au cours des réunions du « groupe des quinze ».

Il incombera à M. Bérégovoy, président du comité de liaison, de proposer des options entre lesquelles les dirigeants des trois partis pourront trancher, sur les nationalisations comme sur la défense, qui restent les deux principaux points de divergence.

Pour examiner les problèmes de l'emploi

LE PREMIER MINISTRE SE RENDRA EN PROVINCE AU MOIS D'AOUT

Ainsi qu'il l'avait annoncé, M. Raymond Barre fera au cours du mois d'août une série de brèves visites en province pour examiner personnellement les conditions dans lesquelles sont appliquées les mesures arrêtées par le gouvernement, notamment en faveur des jeunes, pour lutter contre le chômage.

Le premier ministre doit se rendre le vendredi 5 août à Quimper (Finistère), puis, successivement, à Montpellier (Hérault), Colmar (Haut-Rhin), Charleville-Mézières (Ardennes) et Toulouse (Haute-Garonne).

Dans chacune de ces villes, le chef du gouvernement étudiera les problèmes locaux de l'emploi avec les responsables de l'administration et les représentants des organismes et professions directement concernés », précise-t-on à l'hôtel Matignon.

M. JACQUES CHIRAC : plus on ouvre de voies, plus on a de chances d'arriver.

Dans la Lettre des compagnons du mois de juillet, M. Jacques Chirac souligne « de bonnes vacances » aux militants du R.P.R. à l'intérieur desquels il fait également le point des négociations électorales en cours avec les autres formations de la majorité.

Le président du R.P.R. rappelle sa préférence pour la multiplicité des candidatures de la majorité au premier tour des élections législatives, et il écrit :

« Cette diversité nécessaire à une conséquence : pas de programme unique pour les candidats. Il serait absurde que des formations représentant des courants de pensée diversifiés présentent sur tous les sujets exactement les mêmes solutions. »

« Vous me direz : socialistes, communistes, radicaux de gauche le font bien. D'abord cela n'est pas vrai. Chacun d'entre eux « vend » le programme commun à sa façon pour la simple raison qu'il n'en a pas une idée, sinon contradictoire ou même controversée. Quand ils parlent programme commun, ils pensent tout autre chose, mais pas à la même. Ensuite, ils se rejoignent sur les moyens. »

« Mais quand les formations de la majorité parlent de société, elles pensent bien à la même et ne divergent que sur les voies de sa réalisation. Plus on ouvre de voies, plus on a de chances d'arriver. »

LE P.C.F. REVENDIQUE CENT DOUZE MILLE ADHÉRENTS NOUVEAUX DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

L'Humanité du mercredi 27 juillet a publié une interview de M. Paul Laurent, secrétaire du comité central du parti communiste, chargé de l'organisation, qui affirme que cent douze mille personnes ont adhéré au P.C.F. depuis le début de l'année.

« C'est un événement politique de grande portée nationale, déclare M. Laurent. Prenons les chiffres de l'an passé : à la même époque, nous étions à onze mille. C'est donc une augmentation de onze mille adhésions. Il avait fallu attendre le mois de décembre pour arriver aux cent mille, ce qui constituait déjà un record jamais égalé depuis trente ans ».

M. Laurent ajoute : « Par rapport à juillet 1976, et alors que nombre de nouveaux communistes n'ont pas encore reçu leur carte, nous comptons aujourd'hui soixante-dix mille adhésions. Nous irons donc, certainement d'ici à la fin de l'année, bien au-delà des cent mille communistes. »

M. Laurent indique enfin que la campagne de recrutement lancée par le bureau politique du P.C.F. au début du mois de juillet se poursuivra au mois d'août.

Cent trois mille jeunes communistes : M. Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.), a annoncé récemment que son organisation compte dix mille adhérents de plus. Au cours de son congrès extraordinaire de décembre 1976, le M.J.C.F. s'était fixé pour objectif d'atteindre, à pareille époque, une publication. Son prochain numéro portera la date du 29 août.

M. Ribs (P.S.) : les rapatriés ne doivent pas se laisser éblouir par les promesses de M. Giscard d'Estaing

M. Jacques Ribs, rapporteur spécial du parti socialiste chargé des problèmes des rapatriés, juge « aussi hésitants qu'imprécis » les propos récemment tenus par M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat, devant les représentants des associations de rapatriés.

Commentant les orientations du gouvernement en ce domaine, il nous a déclaré :

« M. Giscard d'Estaing, tel l'oracle, a parlé à Carpentras. Il a promis « une loi d'immigration » complétant de façon équitable la contribution décidée en 1970, formule spécialement prudente. Les seules précisions apportées dans son discours sont que le versement devra être étalé dans le temps (ce qui ne surprendra guère des gens qui attendent depuis 1962), que la priorité sera donnée aux personnes âgées (mais elle existe déjà) et, enfin, que les rapatriés seront payés avec des titres, ressemblant à ceux des Français (ce qui n'est pas nouveau, mais la certitude qu'ils ne recevront même pas d'espèces comme aujourd'hui). Tout cela représente un discours de pure rhétorique (le Monde daté 10-11 juillet) ».

M. Ribs relève encore que « la seule indication concernant le délai dans lequel cette loi serait proposée au Parlement n'a pas été donnée dans le discours officiel du président mais, très curieusement, sous forme de confidentialité à la presse, ce qui n'est sûrement pas le fait du hasard et ne peut qu'inquiéter. On apprend ainsi, souligne-t-il, que cette nouvelle loi serait présentée au Parlement à l'automne. La question que l'on pourrait poser à celui qui fut ministre des finances dans le gouvernement Chaban-Delmas en 1970, et défendit avec tant d'acharnement, contre les intérêts des rapatriés, cette loi-croquis de 1970, ajoute le rapporteur du P.S., est la suivante : pourquoi si tard et pourquoi ce qui était présenté comme impossible en 1970, où le conjoncture économique était cependant notablement meilleure qu'aujourd'hui, serait devenu maintenant miraculeusement réalisable ? »

M. Ribs donne cette réponse : « Les échéances électorales de 1978 approchent, et les sphères de la majorité ont été incitées par le vote des rapatriés aux municipales, ceux-ci ayant commencé à reconnaître leurs vrais amis. »

Le rapporteur socialiste souhaite que les associations de rapatriés ne se laissent pas éblouir par le miroir aux alouettes des promesses de M. Giscard d'Estaing. Il doute également de la sincérité des récentes formations de la majorité à l'égard des rapatriés et particulièrement de celle du R.P.R. dont la proposition de loi est à ses yeux « une coquille vide ». Il souligne notamment que le fait de fixer par décret l'indemnité et les conditions de négociation des titres promis aux rapatriés dans ce texte donnerait à la fois la possibilité de primer ces titres de toute valeur réelle sans aucun contrôle du Parlement ».

En conclusion, M. Jacques Ribs affirme que « la gauche unitaire saura se montrer, elle, cohérente avec son attitude passée et lutter pour amener le Parlement à donner un contenu réel à l'enveloppe vide qui est aujourd'hui présentée aux rapatriés par M. Giscard d'Estaing ».

PROTESTATION APRÈS L'ENTREVUE ACCORDÉE PAR LE MAIRE DE PARIS A M. MOHSEN

Le Comité de restructuration du vote des communistes juives de France (*) a adressé, jeudi 28 juillet, à M. Jacques Chirac un télégramme dans lequel il proteste contre l'entrevue accordée, le 18 juillet, par le maire de Paris à M. Zoubéir Mohsen, chef de la section organisation palestinienne pro-syrienne (le Monde du 23 juillet). Cette protestation est ainsi rédigée : « Avoir reçu le leader des assassins de la Salika relève de l'insensibilité de la pure propagande envers nos sympathisants juifs. Nous exigeons une mise au point. »

Le secrétaire général du comité, M. Robert Corvo, ajoute : « Cette mise au point n'étant pas intervenue, le comité se réserve de revoir ses relations avec le R.P.R. à la lumière de cet incident. »

Le maire de Paris n'a publié aucun commentaire officiel. Toutefois, dans l'entourage du maire, on présente quatre observations :

— C'est à la demande de l'ambassadeur de Syrie à Paris, M. Khay Gazi, que M. Jacques Chirac a reçu M. Mohsen. Il s'agissait d'un entretien privé dont la durée n'a pas excédé vingt minutes.

— Ce rendez-vous avait pu susciter un certain émoi à l'ambassade d'Israël, le maire de Paris a, le même jour, reçu à sa propre demande l'ambassadeur d'Israël, M. Khay Gazi.

— La venue du leader palestinien à l'hôtel de Ville n'a suscité aucune réaction, et de la part de l'ambassade d'Israël n'a de celle de M. Chirac.

— La « Lettre de la Nation », organe du R.P.R., interrompue, comme chaque année à pareille époque, sa publication. Son prochain numéro portera la date du 29 août.

LA MEILLEURE ARME ANTI-VOL : VOS CISEAUX.

Nous sommes spécialisés depuis 10 ans dans la protection contre le vol des locaux officiels et des entreprises.

Il nous était facile de tirer parti de notre expérience « professionnelle » pour mettre au point une technique spécialement adaptée aux particuliers. La technique existe : le Système de Protection Personnelle.

L'idée : après un diagnostic sérieux des risques de cambriolage, mettre en place un système anti-vol aux points névralgiques de l'habitation. Un système basé sur la dissuasion.

Un résultat : 8 000 installations personnalisées réalisées en 4 ans, dont 6 000 chez des particuliers.

Je désire en savoir davantage sur votre système de protection. ☐ m'envoyer une documentation. ☐ m'inviter à venir vous rencontrer en vue d'un devis entièrement gratuit.

Prénom _____ Nom _____

Ville _____ Adresse _____

Code postal _____

28 agences dans toute la France. M 12

PROTEG

LES PROFESSIONNELS DE LA DISSUASION ANTI-VOL.

LES PRIX DU JOUR

POMMES DE TERRE PRIMEUR

Manche 35 mm vrac 0,60 à 0,80 F le kg

TOMATES RONDES

Duval au Midi, cal. 57-67 3,25 à 4,25 F le kg

PÊCHES JAUNES

Rhône au Midi Cal. 1, cal. B 4,75 à 5,75 F le kg

LAITIERS

0,70 à 0,90 F le kg

Pro. réalisés en région parisienne

Secrétariat d'Etat à la Consommation Commission de Paris

LA CONTROVERSE SUR LA POLITIQUE

Le site de Malville est isolé
par un important service d'ordre

De notre correspondant régional

Lyon. — Malgré l'interdiction annoncée jeudi 28 juillet par M. René Jannin, le préfet de l'Isère, de la manifestation prévue samedi et dimanche à Creys-Malville, près du site du surréacteur Super-Phénix, les organisateurs ont maintenu leurs mots d'ordre. « Cela ne change rien », a déclaré l'un d'eux au cours d'une conférence de presse réunie à Morestel, à 5 kilomètres de Malville.

Les manifestants antinucléaires, sympathisants de groupes écologistes et d'extrême gauche, se rassemblent dans quatre villages voisins avant de marcher sur la centrale nucléaire en construction. Les organisateurs ont mis au point une tactique que, disent-ils, ils ne veulent pas encore divulguer.

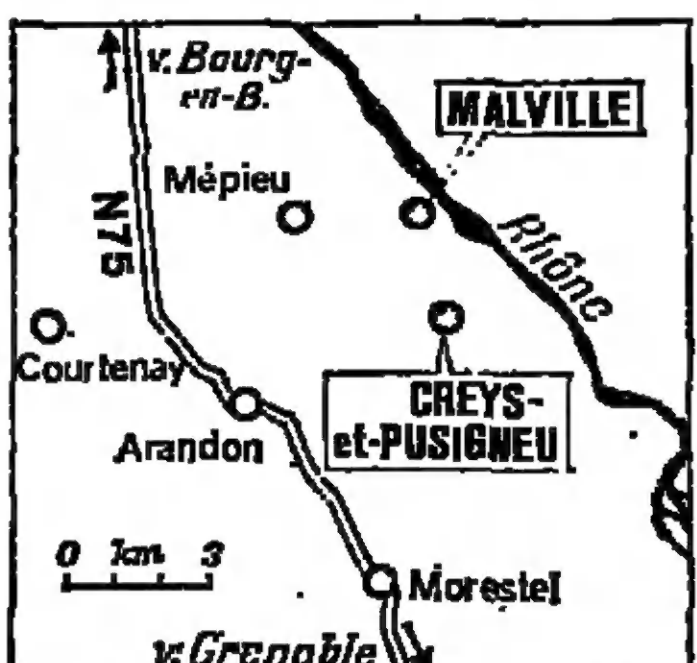
Si les principaux partis politiques de l'opposition (le P.S. et le P.C.) et les principaux syndicats (C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N.) ont demandé à leurs adhérents de ne pas se joindre aux manifestants, des organisations d'extrême gauche ont maintenu ou rappelé leurs mots d'ordre de solidarité avec les antinucléaires.

L'arrêté publié par le préfet de l'Isère précise que « la manifestation sur le site public organisée par les comités constitués contre la centrale nucléaire de Creys-Malville, les 30 et 31 juillet, sur le territoire des communes de Creys-Puissieu et de Mérieux ainsi que sur les parties situées à l'est de la R.N. 75 du territoire des communes de Courtenay et d'Arandon, et sur les parties au sud des chemins départementaux n° 140 et 16 du territoire de la commune de Bragues-Quirieu, est et demeure interdite ».

En conséquence, le trafic de la R.N. 75 Grenoble-Bourg-en-Bresse-Geneva sera dévié; un pont sur le Rhône sera fermé; dans cinq communes seules pourront circuler les voitures des habitants; le camping « sauvage » est interdit pendant une semaine dans la région.

Toutefois, les rassemblements de manifestants — que ce soit ceux qui auront répondu à l'appel des comités Malville ou ceux qui dési-

ront participer aux réunions organisées par le parti socialiste, à Courtenay, ou par la C.F.D.T. à Morestel, — seront « tolérés », dès lors qu'ils auront lieu à l'ouest de la R.N. 75. « Il ne s'agit pas de faire de la provocation mais de mettre en place un système défensif pour qu'un bilan national ne soit pas endommagé », a dit en substance M. Jannin.



Il semble qu'un important dispositif ait été mis en place. On parle — sans que cela soit confirmé officiellement — de trois mille hommes — C.R.S. et gendarmes mobiles — pour « cadenasser » le secteur interdit. Parmi eux, un escadron de gendarmes « parachutistes de Mont-Marsan ».

Depuis le 26 juillet des contrôles systématiques ont été organisés aux carrefours proches du site nucléaire: les automobilistes sont invités à présenter leurs papiers et à justifier leurs déplacements. Des hélicoptères survolent de temps à autre les champs où des agriculteurs tentent la moisson à la hâte. La protection rapprochée de la centrale en construction — au-dessus de laquelle des grues de 60 mètres de haut dressent leurs bras rouges et blancs — a été très sensiblement renforcée: grilles métalliques surmontées de troncs artificiels, chevaux de frise électrifiés, surveillés en permanence depuis des miradors.

BERNARD ELIE.

Une bataille sur deux fronts

(Suite de la première page.)

Ce programme est, avant tout, destiné à réduire la dépendance énergétique du pays: il repose, d'une part, sur l'autonomie en matière d'enrichissement, concrétisée par Eurodif et Corefid; d'autre part, sur le recours à la filière des surréacteurs, dont Super-Phénix doit être un prototype industriel. On estime, en effet, que les surréacteurs permettraient d'obtenir, à partir de la même quantité de matière première, cinquante fois plus d'énergie que les réacteurs nucléaires classiques.

Le recours à « tout-nucléaire » implique un approvisionnement sûr en uranium, comme l'a récemment rappelé la signature d'un contrat entre la France et la République d'Afrique du Sud, qui en livrera 1 000 tonnes par an pendant dix ans à partir de 1980.

La politique française en matière d'énergie nucléaire contraindrait le gouvernement à faire face sur deux fronts.

A l'intérieur, il est attaqué de plus en plus, tant par les partis de gauche et les écologistes que certains dissidents mal un certain malaise, que par le mouvement écologique, dont la manifestation de Creys-Malville (Isère), dimanche 31 juillet, devrait per-

mettre de mesurer l'influence. S'il n'est pas totalement exact que le programme nucléaire n'a jamais été discuté, il est certain qu'il n'en reste pas moins que l'enjeu représenté par Super-Phénix aurait gagné à être exposé plus clairement.

A l'extérieur, Paris fait figure de chef de file des opposants à la politique américaine en matière de non-prolifération, qui a conduit M. Carter à différer sans y renoncer pour le moment — le retraitement des combustibles irradiés, source de plutonium, et le recours aux surréacteurs. Il est vrai que, dans ce domaine, l'isolement de la France n'est pas si grand qu'il y paraît: beaucoup de pays en voie de développement ont des positions voisines. Bonn est très proche des conceptions françaises. Tokyo, quoique de façon plus réservée, n'est pas loin de penser de même. La C.E.E., qui, après l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'O.C.D.E., vient de se prononcer en faveur des surréacteurs, envisage une collaboration dans le domaine du retraitement.

XAVIER WEEGER.

LES PRISES DE POSITION

● M. PAUL ROCHAS, membre du comité central du P.C. et secrétaire fédéral de l'Isère, s'est déclaré de la décision du P.S. de ne pas participer aux manifestations de Malville. Au cours d'une conférence de presse réunie le 27 juillet, il a critiqué aussi bien ceux « qui veulent nous ramener au temps de la marine à voile et de la lampe à huile » que le gouvernement, « qui n'a pas organisé le débat démocratique nécessaire et a surtout agi de façon autoritaire ».

● LA SECTION DÉPARTEMENTALE DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE (F.E.N.) de l'Isère indique que, « dans l'immédiat, et à la veille d'élections départementales décalées (...) et à l'heure où le moindre incident est exploité contre les forces vives de ce pays par celles de la réaction, elle ne juge pas opportun de participer ou d'appeler ses militants à participer aux manifestations de Malville ».

● LE P.S.U. invite ses militants à « participer massivement » aux manifestations des 30 et 31 juillet. Dans un communiqué, le bureau national du parti souligne que ces manifestations, tout en devant être « puissantes et efficaces, doivent conserver leur caractère pacifique et unitaire ».

● LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE et les comités communistes pour l'autogestion (C.C.A.) ont renouvelé leurs appels à la manifestation.

Super-Phénix : une option raisonnable ou un pari industriel?

« Si l'énergie nucléaire devait être produite uniquement par des centrales à eau ordinaire, les réserves d'uranium aux prix actuellement pratiqués pourraient être épuisées à la fin du siècle », tel est, ainsi résumé en une phrase extraite d'une note d'information de l'ancien ministre de l'Industrie et de la recherche, l'argument principal avancé par les pouvoirs publics pour justifier le lancement d'un vaste programme français de réacteurs nucléaires dits surréacteurs.

Après la réalisation, au cours des années 60, du surréacteur expérimental Rapsodie, et celle de la « centrale de démonstration » Phénix, qui a été mise en fonctionnement pour la première fois en 1973, ce programme est en passe de franchir une nouvelle étape avec la construction de Super-Phénix, « prototype industriel » de 1 200 MW. L'étape suivante devrait être, dans les années qui viennent, la construction d'autres réacteurs du même type, d'une puissance probablement voisine de 1 800 MW.

Les réacteurs surréacteurs permettent en effet d'utiliser la totalité des potentialités énergétiques de l'uranium par la conversion de l'uranium 238, non fissile, en plutonium 239 qui, lui, est fissile, donc susceptible de produire de l'énergie. Le combustible neuf de telles installations est un mélange d'uranium et de plutonium, et les surréacteurs ont la particularité de produire, à partir de l'uranium, plus de plutonium qu'ils n'en consomment. Au total, on calcule que, en partant de la même quantité d'uranium naturel, ils permettent d'obtenir cinquante fois plus d'énergie que les réacteurs « conventionnels ». Il apparaît donc, aux yeux des experts, que le recours à la filière des surréacteurs est la seule voie « raisonnable » si l'on veut tirer plus de profit, plus d'énergie, des ressources naturelles en uranium que les réacteurs classiques, dont chacun sait qu'elles seront bientôt épuisées.

En plus des problèmes touchant à la sécurité de ces réacteurs, qu'ils n'estiment pas résolus, les opposants aux surréacteurs et à Super-Phénix en particulier, soulèvent de nombreuses objections.

Les uns sont liées au développement général de l'énergie nucléaire: risques de prolifération des armements militaires; risques pour l'environnement, pour les populations;

problèmes des déchets hautement radioactifs qu'il faudra stocker pendant des périodes excédant l'échelle humaine; pollution thermique liée à la conversion de la chaleur en électricité; problème du démantèlement des centrales en fin de vie... D'un point de vue économique, ils font valoir que le nucléaire est un facteur de « centralisation » et qu'il est très cher, sinon en combustible — encore qu'il soit difficile de prédire l'évolution du prix de l'uranium — du moins en investissements. Ils récusent, pour une bonne part, l'argument d'indépendance énergétique avancé par les défenseurs du nucléaire, en soulignant que, bien que possédant sur son sol environ 3 % des réserves connues d'uranium, la France devra toujours en importer: faut-il le substituer à la dépendance à l'égard des pays pétroliers une nouvelle dépendance envers des pays exportateurs d'uranium?

Pour certains, l'opposition est nettement mesurée. C'est notamment le cas des principaux partis de gauche et des syndicats comme la C.F.D.T. qui s'opposent non au nucléaire mais au choix gouvernemental en faveur du « tout nucléaire »: un approvisionnement électrique dépendant aux trois quarts des centrales nucléaires ne risque-t-il pas de poser de graves problèmes? On peut légitimement se demander en effet, si, à la suite de la découverte d'un défaut grave dans une centrale, il s'avérait que les exigences de sûreté imposent l'arrêt, par vérification ou modification, de nombreuses centrales de même type: les organismes de sûreté auront-ils alors suffisamment de poids pour imposer aux pouvoirs publics la décision de « couper le courant »?

Un prototype

Est-il raisonnable, en misant ainsi sur le « tout nucléaire » et sur Super-Phénix, de mettre tous ses œufs dans le même panier? se demandent certains scientifiques, qui estiment qu'on veut aller trop vite. Le développement du programme des surréacteurs accapare, chaque année, près de 5 % du total des crédits publics de recherche en France. Au détriment, pensent ces scientifiques, des recherches sur les autres formes d'énergie, ce bloque toute possibilité de diversification.

Bien des scientifiques estiment d'autre part que Super-Phénix représente à de nombreux égards un pari, et même une série de paris. La pre-

mière, jugent-ils, est liée à la nouveauté et à l'originalité d'un tel type de réacteurs: on peut concevoir que la France se lance dans une grande série de réacteurs à eau légère de type américain: il en existe dans le monde entier, et ils représentent plusieurs centaines d'années d'exploitation. On ne peut donc espérer, ne serait-ce que du point de vue de la fiabilité, de l'absence de pannes, avoir avec ces réacteurs des résultats d'exploitation convenables, de pair avec une bonne maîtrise des problèmes de sûreté.

Il n'en est malheureusement pas de même pour les centrales de type Super-Phénix: le réacteur en construction à Creys-Malville sera véritablement un prototype. Ce que les défenseurs du projet mettent à son actif — son originalité, et de là, source de fierté, la preuve que la France est capable d'être en avance dans un domaine technologique de pointe — ses détracteurs le voient au passif: qui dit nouveauté dit risques, notamment risques techniques et industriels, et ils pourraient être coûteux. La preuve: les Soviétiques ont eu des ennuis avec leur prototype BN 350, qui a connu un incident sérieux; les Britanniques ont annoncé leur intention de réfléchir à deux fois avant de décider le lancement de « leur » Super-Phénix; quant aux Américains, ils ont purement et simplement, par la voix de M. Jimmy Carter, décidé d'ajourner la construction de la centrale de Clinch-River, l'équivalent de Phénix.

La polémique sur ce point est difficile à trancher. Les défenseurs de Super-Phénix, par exemple, font valoir que, même si les Américains ne construisent pas, pour le moment, de nouveau surréacteur — encore que la décision de M. Carter puisse être remise en cause au Congrès par la commission conjointe de l'énergie atomique — les États-Unis n'en continuent pas moins à dépenser, en études et recherches sur les surréacteurs, plus que tous les pays européens réunis; le Royaume-Uni n'a pas la même dépendance énergétique que la France; quant aux Soviétiques, malgré leurs difficultés, ils vont de l'avant.

Une seconde incertitude concerne Super-Phénix et, plus encore, l'éventuelle construction d'une série de centrales du même type est liée à la nature même de son combustible spécifique, le plutonium: la charge initiale de Super-Phénix en

réacteur spécialement conçu à cet effet.

Les responsables de la sûreté au C.E.A. font valoir, qu'ils bénéficient de l'expérience de Phénix, notamment de celle qu'ils ont pu tirer de ses pannes: n'ont-elles pas démontré la validité des solutions retenues, et les possibilités d'intervention, même dans les parties les plus « chaudes » du réacteur?

Pour leur part, les scientifiques du G.S.T. sont plus perplexes: ils estiment qu'on aurait encore dû attendre, avant de lancer de Phénix toutes les leçons qu'on peut en attendre, avant de passer à l'étape de Super-Phénix, qu'ils jugent prématurée: « Super-Phénix pose des problèmes de recherche fondamentale qui ne sont pas résolus », affirment-ils, se plaignant de n'avoir en leur possession que la documentation « faible et incomplète, qui nous arrive par des voies détournées. De nos discussions avec des chercheurs de Saclay, nous tirons l'impression d'un empirisme rapide. Vu l'accélération actuelle des études, on peut s'interroger: n'est-on le droit de faire en même temps de la recherche et un pari industriel? ». Pour leur part, les responsables de la sûreté estiment que les « vrais experts » sont tous d'accord sur les hypothèses de travail choisies pour Super-Phénix: une étude réalisée par une firme américaine ne montre-t-elle pas que Super-Phénix est conforme aux normes de sûreté retenues outre-Atlantique?

Il reste que des points d'interrogation subsistent: à la suite de Phénix, n'est-on pas stoppé Phénix à l'automne dernier (le réacteur est reparti à la fin juin). N'est-ce pas justement en train de redessiner certaines pièces de Super-Phénix?

X. W.

contendra 4 800 kilogrammes. Ce corps n'existant pas dans la nature, il faudra le prendre là où il se trouve, dans le combustible « usé » des centrales nucléaires classiques. Pour charger un réacteur du type de Super-Phénix, il est nécessaire de disposer de ce qui est produit durant l'exploitation de vingt années de fonctionnement d'un réacteur classique: un programme de surréacteurs, aussi modeste soit-il, exigera donc, au moins pour démarrer, l'« appui » d'un programme nucléaire classique de taille fort respectable: en somme, le surréacteur se trouve au sommet d'une pyramide dont il faut espérer que les bases tiennent.

Une « société du plutonium »

Encore faudra-t-il être capable d'extraire ce plutonium dans des usines de retraitement comme celle de La Hague. A l'heure actuelle, aucune usine dans le monde n'a fait la preuve qu'il était possible de réaliser, à une échelle réellement industrielle, une telle opération à partir de combustibles sous forme d'oxyde, ceux qui sont utilisés dans les centrales qui construisent actuellement E.D.F. L'usine de La Hague en a bien traité quelques tonnes, venant d'ailleurs d'un réacteur de type « bouilliant », et non du type « pressurisé » comme le sont ceux d'E.D.F.: la démonstration, estiment certains, reste à faire. Quant au retraitement des combustibles mixtes uranium-plutonium qu'utilisent les surréacteurs, il sera encore plus difficile puisque les taux d'irradiation atteints — et donc les problèmes liés à l'activité radioactive — seront dix à cent fois supérieurs: si une telle opération n'est pas possible, c'est tout l'intérêt des surréacteurs qui est remis en cause, puisque l'on ne pourra pas récupérer le plutonium « surréacteur » pour le remettre dans le circuit.

L'utilisation intensive du plutonium qu'imposera un important programme de surréacteurs soulève des problèmes qui, bien que moins techniques, sont tout aussi réels. La multiplication de telles centrales, avec les assistances industrielles indispensables (fabrication de combustible, retraitement, augmentations des transports de plutonium, ce qui, compte tenu des risques de vol et de sabotage, ne peut qu'amener au renforcement des mesures de sécurité, voire de surveillance policière, et conduire à ce que certains appellent déjà une « société du plutonium ». Des experts américains n'envisagent-ils pas la création de véritables « parcs énergétiques », où seraient concentrées l'ensemble des activités du cycle du combustible, placées sous la surveillance d'un personnel soumis à une discipline quasi militaire?

Reste enfin la question, délicate entre toutes, de la prolifération des armes nucléaires: l'objectif d'arriver à exporter des surréacteurs, que le récent accord franco-allemand peut, d'une certaine manière, concrétiser, est-il raisonnable? Il est déjà difficile de limiter les risques de prolifération quand on exporte, vers des pays plus ou moins « sûrs », des centrales nucléaires classiques; il faut d'abord brûler le combustible, puis le retraiter, pour obtenir du plutonium. Or, c'est à ce moment-là que se crée le combustible non brûlé — donc facilement manipulable — sous matière première idéale pour la fabrication d'une bombe atomique?

X. W.

LA C.E.E.
SE PRONONCE EN FAVEUR
DES SURRÉACTEURS

M. Guido Brummer, commissaire européen chargé des questions d'énergie, a exposé le 28 juillet les propositions que la Commission présente au conseil des ministres de la C.E.E. en octobre prochain. La Commission, a-t-il dit (sa dernière édition du 28 juillet), est d'avis que la Commission européenne soutienne son programme de développement des surréacteurs, afin qu'ils puissent entrer en exploitation commerciale dans les années 1990. Selon les experts de la C.E.E., le surréacteur n'offre pas plus de risques que le réacteur à eau légère.

La Commission suggère aussi de limiter les importations de brut à 500 millions de tonnes en 1985 (à peu près les importations de 1976), d'accroître la production charbonnière et d'intensifier l'exploitation du pétrole et du gaz naturel dans la Communauté.

M. Brummer a fait état d'un accord sur le point d'intervenir à propos du partage du pétrole, en cas de crise, entre la Grande-Bretagne et ses partenaires européens. Il a aussi annoncé par la commission, proposant pour les dix années à venir des mesures d'amélioration des déchets d'origine nucléaire, comme la construction d'entrepôts, européens de stockage. — (Reuters).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Filles du Calvaire
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4817-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - ÉTR. - T.O.M.
128 F 135 F 231 F 309 F

NOUS PAYE ÉTRANGERS
PAR VIRE ROYAL
128 F 135 F 231 F 309 F

ÉTRANGERS
(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
FATS-843 - SUISSE
125 F 250 F 365 F 490 F

IL - TUNISIE
125 F 250 F 365 F 490 F

Par vire adossée
traité sur demande.

Tes abonnés qui paient par
chèque postal (ou vire) voudront
bien nous adresser ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse déclinés
sauf avis préalable (deux semaines
au plus) 2 semaines avant
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
civile à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms imprimés en
cassant d'impression.

ملء اسمك للأصل

Éliacin et Géronte

Les « jeunes magistrats » sont-ils ainsi mis en question lorsqu'ils sont juges d'instruction,

(1) L'action du JAF ne s'exerce pas sans contrôle. Il est entouré d'une commission de l'application des peines qu'il doit obligatoirement consulter pour décider des peines à décerner ou des libérations conditionnelles. Quant à ces dernières, le JAF n'est compétent pour se prononcer que si la peine d'emprisonnement restant à subir est inférieure à trois années. Il est pénalement responsable si, sans aucun pouvoir pour convertir des peines perpétuelles en peines de vingt ans de réclusion.

« En fait, explique M^r Alexandre nous voulons essayer de transformer l'idée judiciaire sociale en une véritable œuvre législative, en des propositions législatives, en une sécurité sociale juridique simple et efficace. »

Les consultations gratuites du cabinet d'hygiène publique de Marseille dans l'enceinte du palais de justice seront décentralisées et auront lieu, une fois par semaine, dans les mairies annexes de Marseille.

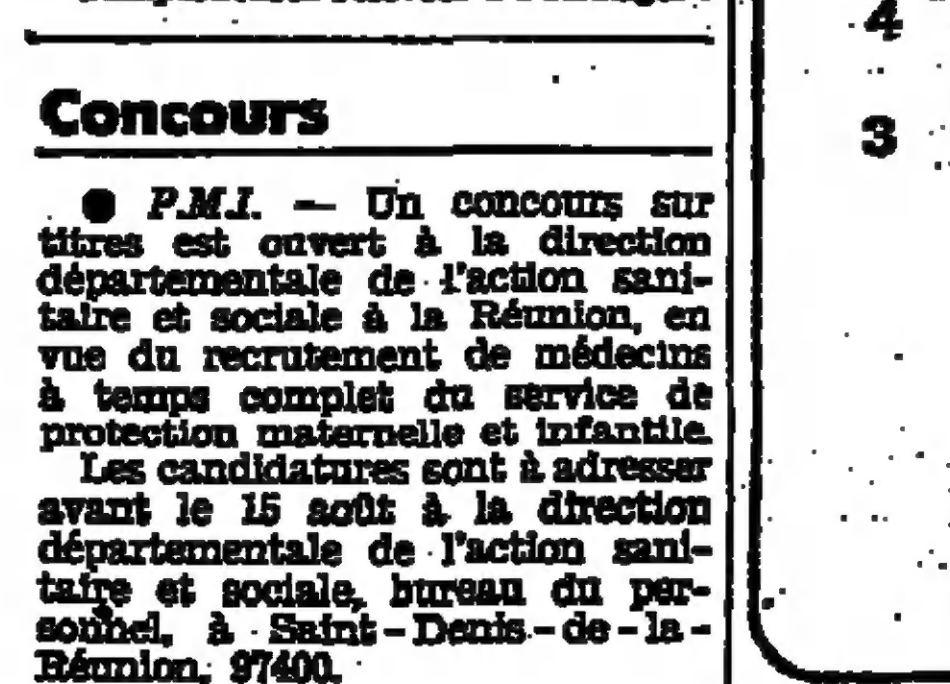
Quelques cabinets consacrés à bien ces « normes d'évaluation d'un point » (terminologie officielle) ont été créés, à la préfecture sur les cinq cent cinquante avocats inscrits au barreau de Marseille. Celui-ci, avec plus de 600 membres, est le plus important, est l'un des plus jeunes de France, ce qui constitue un facteur favorable pour la réussite de l'expérience.

GUY PORTE.

Quant à Hector Villalon, inculpé de complicité dans le rapt du directeur général de Fiat-France, il a adressé jeudi 28 juillet une lettre à ses trois défenseurs dans laquelle il déclare : « C'est à la seule demande de la famille

M. Villalon, ancien bras droit de Juan Peron, a été interpellé après que la police avait établi que M. Arisly lui avait adressé de nombreux coups de téléphone et parce que son séjour en Italie pendant la séquestration de M. Revelli-Beaumont, et notamment à Gênes, laisse subsister de nombreux doutes quant à ses liens avec les personnes arrêtées en Espagne. M. Villalon ne nie d'ailleurs pas qu'il connaissait M. Ho-

MÉTÉOROLOGIE



5

Il me paraissait puérile que le Comité de la République ait tout simplement de réviser les mœurs et les logiques élémentaires. M. Claude Lipésky était bien entendu totalement insolvable, n'ayant donc aucun espoir de récupération de sa part, si nous n'obtenions pas satisfaction, au moins sur le plan pénal, que devient la justice ?

Le fondateur du Patrimoine fonder demande d'autre part à être traité comme un prisonnier anonyme et non comme un homme d'affaires ! Etonnant propos en vérité et qui fera sursauter tous ceux qui l'ont connu au

5

● P.M.I. — Un concours sur titres est ouvert à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale à la Direction du recrutement de médecins à temps complet au service de protection maternelle et infantile.

Les candidatures sont à adresser avant le 15 août à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, bureau du personnel, à Sures - Denis - de - la - Réunion, 97400.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1990; 263: 1033-1036.

هكذا من الأصل

et de M. Ravelli-Benumont

il est dit poursuivi à tort

ainsi, inculpé le 20 juillet de...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...

chambre...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...

M. Ravelli-Benumont, a adressé...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...
M. Ravelli-Benumont, a adressé...

La défection
de M. Claude Lippé

UNE LETTRE
DE M. BOURGEOIS

M. Michel Palmer, le bras droit
de M. Claude Lippé, a adressé...

M. Michel Palmer, le bras droit
de M. Claude Lippé, a adressé...

M. Michel Palmer, le bras droit
de M. Claude Lippé, a adressé...

M. Michel Palmer, le bras droit
de M. Claude Lippé, a adressé...

Le Monde du tourisme et des loisirs

VACANCES EN FRANCE

Une autre lumière sur la Provence

Les bonnes recettes du palace

N'ALLEZ pas parler de crise dans les palaces de la Côte d'Azur ! C'est un mot inconnu et on vous rirait au nez. De Monte-Carlo à Cannes, la fluidité de l'argent ne rencontre aucun obstacle. Le luxe se porte bien.

Peu de grands hôtels vont battre le record du Negresco, où M. et Mme Paul Angier, en dépit des coûteux travaux de toiture qu'il faudrait bien entreprendre sur la coupole classée, s'apprêtent à fêter dans l'illustre le vingt-cinquième anniversaire de leur arrivée dans ce qui est devenu une des plus belles affaires de Nice. Chiffre d'affaires 1976 : 12 millions de francs. Recettes prévues en 1977 : 20 millions de francs. Quant au taux d'occupation, il passera cette année de 61 % à 71 %.

« Au reste, il est rare que les clients qui réservent des appartements nous demandent un préalable sous forme de note », dit M. Michel Dubois, le chef de réception. Il n'est pas inutile de savoir que la suite la moins ordinaire est facturée à plus de 1 000 francs par jour.

En dépit — ou à cause ? — de ces prix, on affiche complet. Mais la pratique de l'aperçu, qui relève à la fois de l'art et du jeu de poker, réserve parfois des surprises embarrassantes. En cas d'affluence, on fera patienter le client dans le beau salon Louis XIV, dont le plafond orné d'angelots et de médaillons provient d'un couvent des Alpes savoyardes, dont les nonnes trouvaient intéressant que des créatures déshabillées plantent au-dessus de leurs têtes.

M. Michel Palmer, le bras droit et le confident des Angier, médiane jusqu'au bout des ongles et amis des cantastibes les plus célèbres, racontera la vie de M. et Mme Angier et les dernières anecdotes de l'hôtel : « Nous avions Isaac Stern et Rostropovitch il y a quelques jours à l'hôtel, pour le Festival Cha-

gall. Ils demandent à la femme de chambre deux pupitres. Celle-ci revient avec deux traversins car, dans notre jargon, un pupitre c'est un polochon. Eclat de rire. »

Quels métiers gouvernent en chef et femme de chambre ? Il faut connaître toutes les manies des clients habituels. Celle, par exemple, de cet homme d'affaires qui exige toujours la même chambre, mais veut qu'on ait décroché avant son arrivée le magnifique portrait de Napoléon qui en orne le mur. On cet autre qui ne supporte pas la moindre trace de lumière du jour dans son appartement, et pour qui il a fallu faire faire sur mesure des travaux particuliers de colmatage afin que sa suite ressemble le plus possible à un abri anti-atomique, ou à une grotte pour les porcelaines d'Hôtel-Léonard. Mais il y a, heureusement pour le personnel, des clients moins pointilleux, telle cette famille koweïtienne très pratique qui a fait enlever tous les alcools du minibar.

Jouer la carte « luxe »

Qu'attend d'ailleurs M. Angier pour dissimuler au faire disparaître des cent quatre-vingts chambres ces télévisions et ces minibars du plus vilain style moderne ? Car, c'est vrai, selon la formule de M. Michel Palmer, que « le luxe, ce n'est pas aujourd'hui un décor Louis XIV chargé de stupeur ou un charlatanisme de cristal, mais bien plus la gentillesse personnelle de l'accueil », n'est-il pas indispensable de faire une chasse incessante aux moindres fautes de goût, aux plus petites marques de laisser-aller ?

Deux fausses notes, deux seulement. Pourquoi, dans le bar où luisent de belles boîtes, avoir accroché la grande tapisserie sur une tenture de tissu provençal rustique ? Pourquoi laisser, devant les petits canapés moelleux, ces fauteuils métalliques sans grâce qu'on retrouve dans toutes les salles impersonnelles d'assemblée générale ? Et pourquoi, enfin, le soir de la bataille des fleurs, quand la Promenade des Angiers s'ornait de chars et de fanfares, la photographie officielle de l'établissement, après avoir « été » des portraits, allait-elle dissimuler aussi négligemment que subrepticement au beau milieu des fusains et des pétales les emballages froissés de ses pellicules ?

La Negresco a décidé de jouer à fond la carte du luxe. Mais pas n'importe quel luxe. On va réduire le nombre des groupes et qui sont plutôt destinés aux hôtels-gares de cinquante chambres à pour se consacrer à la clientèle individuelle. Des travaux seront entrepris pour réduire le nombre des chambres et une trentaine d'appartements seront vendus en résidence hôtelière.

Licenciements ? « Non, je crois avoir trouvé le moyen de réduire les frais de personnel, énormes, confie M. Angier. J'envisage de fermer l'hôtel un mois en novembre à partir de 1978. Ce sera une petite révolution chez nous. » Le personnel et la clientèle trouveront-ils cette initiative opportune ? « Nous aurons peut-être quelques problèmes pour nos deux ou trois clients à l'année », répond M. Angier. Quant à son personnel, il ne nous cherche pas d'ennuis. Le preneur, voici quelques mois, au moment de la grève dans les grands hôtels de la Côte d'Azur, mes délégués m'ont dit qu'ils devaient faire quelque chose par solidarité pour leurs collègues. Alors, pour une matinée, les liftiers, les « clés d'or » et nos portiers, mélange de pontonniers de l'Empire et de postillons, se sont habillés en civil... »

FRANÇOIS GROSSRICHARD.

A saute-mouton au pays des villages d'en haut

Le mistral effleure d'innocents nuages. Au grand large, le ciel fond au contact de la terre chauffée à blanc. Entre Vaucluse et moyenne Durance, les collines s'enchevêtrent comme les moutons nus d'un troupeau transhumant vers le plateau d'Albion et la montagne de Lure.

On entre en Haute-Provence, laissant loin derrière soi la Cité des papes survolée. Ici, cosmopolite et le carcan des idées reçues. La vallée du Calavon mène à Oppède, au-dessus des gorges. C'est aussi sauvage que le Verdon sans la noria des cars panoramiques. Dans le village aérien de quelques dizaines d'habitants, l'eau jaillit au canon d'une fontaine de jouvence. Quand les cigales se taisent, un ange passe. Nous sommes au croisement des sentiers de grande randonnée Méditerranée-Océan et Alpes-Pyrénées. Midi au soleil. Vingt kilomètres plus au nord, le Contadour, le « plateau magique », met les vraies richesses à portée de la main. Tandis qu'aujourd'hui même, à Manosque, des universitaires dissertent de « Giono et l'imaginaire ».

D'Oppède à Simiane, village bâti en amphithéâtre, que coiffe une mystérieuse rotonde du douzième

siècle, la route évite encore les zones stratégiques des silos à fusées. Colline après colline, « dans une moite cuvette où la terre s'est affaissée sous le poids d'un couvent et de cinquante maisons », voici Banon, vue à travers Regain. Aux quatre coins de la petite ville, bien connue pour sa toison de chèvre, des jeunes font connaître l'« art au village ». Même effort à Vachères et à Reilhanne. Au musée des Instruments agricoles anciens, le peintre naïf et consacré Serge Florio, venu en voisin de Monjustin, de l'autre côté de la nationale 100, expose un village perché, comme tous ceux déjà nommés, avec ses habitants au fraise sur les terrasses regardant la couche de soleil. Toutes les raisons de vivre là-haut s'y trouvent réunies : avec leur sens du théâtre, du dialogue avec le paysage succédant, depuis que tombent en ruine les remparts faute d'envahisseurs, à la nécessité de se défendre.

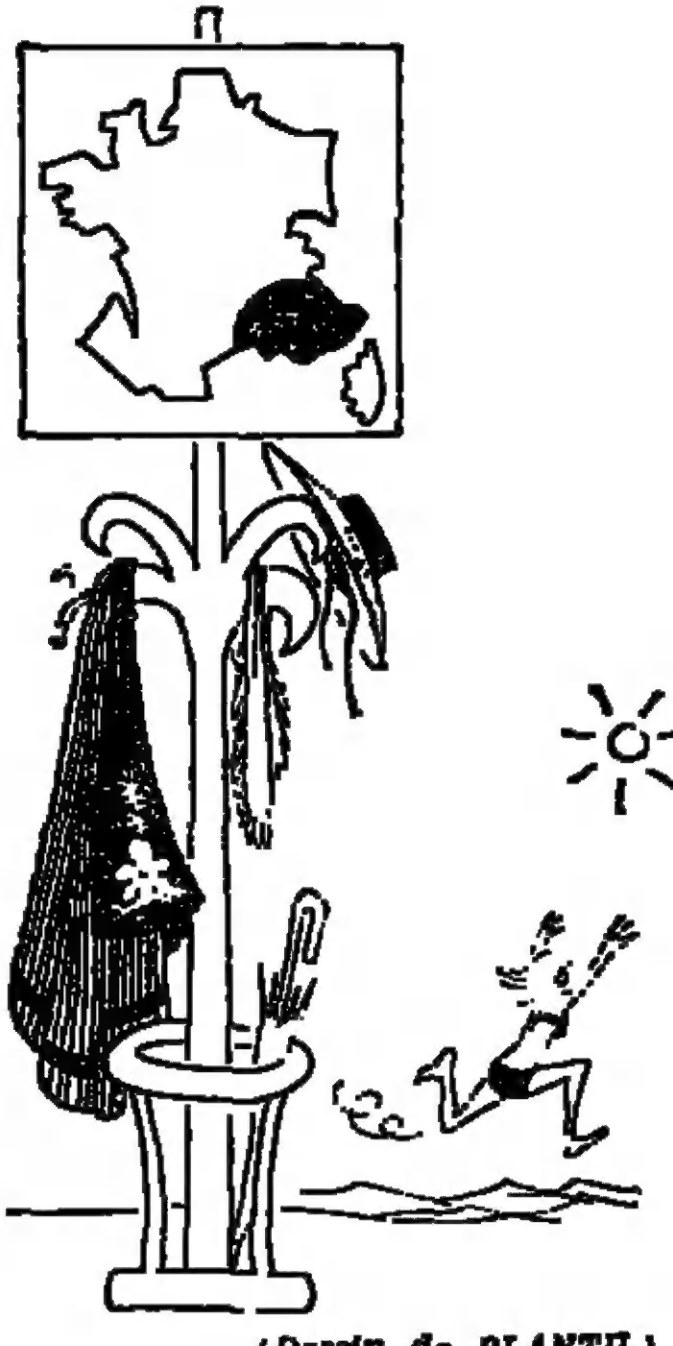
Au siècle dernier, les plus réalistes ont fait mouvement vers la plaine, près de leurs champs. D'autres se sont drapés dans la solitude, face à ces décors sublimes. Dans ce domaine les mœurs ont fait école...

De loin, des coupoles miroitantes

signaient Saint-Michel — l'observatoire. Transparence de l'air, délectable à respirer dans le département le moins pollué de France. C'est là que l'éditeur et photographe Etienne Sved a dressé l'inventaire de la Provence des campaniles, ces cages de fer forgé pour tenir tête au mistral. Si vous ne deviez emporter qu'un seul livre d'images, ce serait celui-là. A feuilleter à Forcalquier, capitale de la Haute-Provence, dont la lumière enchante Duly, après une excursion dans la montagne de Lure. De Saint-Etienne-les-Orgues à Valbelle, la route est admirable.

A l'est de la ville des Quatre-Raines, qui n'en finit pas de se pencher sur le destin tabulaire des filles de Raymond Béranger et de Béatrix de Savoie, Lurs est pareil à une figure de proue sculptée à l'avant d'un épi ou un rocher du chemin de croix, derrière le château d'été des princes-évêques, le spectacle se donne partout en permanence. Un chemin conduit au prieuré de Ganagobie, dominant la Durance, par un pont romain intact.

Beaucoup de ces nids d'aigle sont bâtis sur les ruines d'oppides remplaçant elles-mêmes de plus anciennes tours de guet. On s'observe, on s'observe encore, d'une colline



(Dessin de PLANTU.)

à l'autre. On ne se lasse pas de jouer à saute-mouton, même s'il arrive par des villages perchés dont la silhouette a séduit d'étranges. Mais le bourg en descendant a construit dans l'anarchie, dédaignant la tuile ronde et dorée et la pierre apparente. Quelques-uns sont classés, tels Lurs et Dauphin. Peut-être faudrait-il étendre le domaine protégé et faire observer plus strictement les règles.

Sur la rive gauche de la Durance, entre la cluse de Sisteron — plus au nord, c'est déjà le Dauphiné — et la cluse de Mirabeau, Valensole règne sur le grand plateau lavandier. Autodessus du Castellet-d'Oraison, Puimichel navigue sur de hautes terres ravonnées. Par Entrevennes, on descend entre les châteaux verts et les résineux de vallées en vallée. Bras d'Asse a glissé au pied du squelette de l'ancien village. Entre Puimousson et Valensole, les moissonneuses-batteuses mêlent l'odeur du blé à celle qui monte des champs d'olive intense. La lavande bientôt coupée, sur le chemin des distilleries, embaumera jusqu'à la fin de l'été.

De Sault à Moustiers-Sainte-Marie existent beaucoup d'autres villages perchés ou déperchés. Le mouvement Alpes de lumière, qui édifie de précieux guides du visiteur attentif, conseille de les approcher par le sud et l'est, d'où la vue est la plus belle. Parce qu'ils sont disposés généralement à l'abri du mistral. Mais Sainte-Croix-du-Verdon mérite bien une mention à part : construit sur un piton, il baigne à présent dans le lac du barrage qui fait l'exploir E.D.F. n'a pas seulement déformé la Durance.

Plus bas, c'est Canjuers, comine militaire. Entre Albion et Canjuers, la Haute-Provence est bien gardée. Ceux qui l'habitent n'en demandent pas tant. Il est vrai qu'ils tiennent à préserver — comme on les comprend — une forme de vie à laquelle, pour des motifs divers, beaucoup s'intéressent soudain. Pour eux elle est naturelle, et ils se méfient des modes.

« Parlez de nous si vous voulez. Mais pas trop. » Pensant à la « colonisation » des villages perchés du Luberon, pour peu ils recevraient sur invitation. Question de mesure. Si, par exemple, vous venez à Lurs par le chemin des crêtes pour voir la ferme du crime (qui d'ailleurs ne s'y trouve pas), sans en regard au village, fier de compter depuis l'autre dimanche un octogonaire de plus, c'est du mépris ou une mépris, ou les deux à la fois.

D'une beauté à la fois, le haut pays veut qu'on lui fasse la cour. Il demande à être connu en toutes saisons et pas seulement traversé l'été. Prendre son temps. Se faire accepter. Après, c'est à la vie, à la mort. Le plus tard possible à l'ombre des cyprès.

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

PORTRAIT

Le dernier bouchonnier des Maures

On trouve à Saint-Tropez une rue des Bouchonniers, mais, depuis belle lurette, plus un seul bouchonnier dans la rue. Preuve que bouchons et liège, au temps de la capsule et des isolants synthétiques, c'est du folklore. Avec sa peau d'éléphant ou bien, après « levage », son tronc nu comme lapin dépoilé, le chène-lège (suber) des Maures et de l'Estérel n'obtient du vacancier qu'un regard à peine curieux. C'est un peu d'exotisme à portée d'A 8.

Il se trouve toutefois que les grands incendies de pinèdes, de campings, de résidences secondaires (et de crédits antérieurs), sont contenus au temps de la suberale vigoureuse et entreprenante : que ce « folklore » employait, outre les nombreux agriculteurs-forestiers, quelque deux mille cinq cents ouvriers (1) avant

la Grande Guerre et plus de mille encore, malgré les machines nouvelles, à la veille de la grande crise du liège, en 1931-1932 : que des personnages hautement qualifiés se demandent si la conjoncture aidant, il ne serait pas intéressant de faire revivre en même temps qu'une forêt (environnement, pare-feu) une industrie (emploi) et un produit aujourd'hui largement importé (devise).

« Vous croyez que ce n'est pas imbécile, quand on importe, d'en être venu à fermer les usines en plein pays du liège ? » C'est le cri du cœur du dernier bouchonnier. « Ici même, à Gonjaron, nous étions huit. Et cinq ou six dans chaque village du massif. Il reste quoi ? Deux usines d'agglom, trois ou quatre ateliers... » Lui, il a résisté de crise en crise, même en 1931-1932, quand tout fermait. On a le goût du bouchon

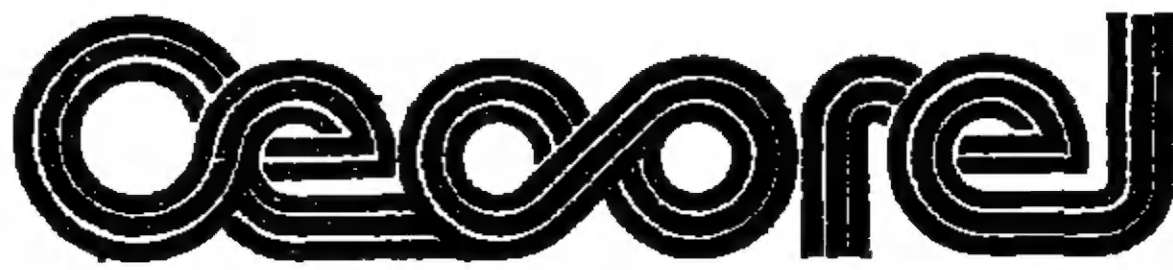
de père en fils chez les Junqué. Dans son odeur et ses poussières de liège, la vieille petite usine familiale n'a pas l'air de s'adonner aux techniques de pointe, et pourtant, après bien d'autres, une nouvelle machine est en cours d'installation. On investit. On emploie une trentaine de personnes (machines ou non, il faut du monde pour le bouchon vingt fois manipulé : mouillage, tirage des « bandes », tubage, rognage, lavage, triage, polissage, marquage...). « J'aurais des commandes pour employer cent cinquante personnes ! On consomme quatre milliards de bouchons en France, et l'exporte : Allemagne, Grèce, Italie, Nigeria... C'est le débouché qui manque le moins ! Et j'utilise le liège d'ici. » Alors ? Pourquoi pas d'autres ? « Il faut rouler », dit ce patron en bleu avec qui travaillent encore quelques « vieux du liège » aux mains d'écorce brune, capables de renifler les « crus » aussi bien que bourgogne ou bordeaux les chevaliers du Tastevin.

Mais pour faire vivre industrie et forêt suffit-il de l'amour du métier ?

JEAN RAMSAUD.

(Lire la suite page 10.)

(1) Emile Zola décrit, dans la *Fortune des Rougon*, le rôle des ouvriers bouchonniers dans l'insurrection provençale de 1831 contre le coup d'Etat de Louis-Napoléon. Voir également la République au village, par Maurice Agulhon (P.U.M.).



Centre de Coopération pour la Réalisation d'Equipements de Loisirs

Quand vient la période des vacances, il est d'usage de beaucoup en parler, mais rarement pour souligner les nombreuses inégalités qui existent en France, dans ce domaine. Il y a ceux qui ne partent pas (ou France sur deux) et ceux qui partent dans des conditions peu satisfaisantes sur le plan du repos, de la détente et de l'épanouissement personnel.

Les organisations adhérentes au CECOREL (centrales syndicales, associations de tourisme social, mouvements d'éducation populaire...) apprennent à des changements profonds dans notre société, en particulier pour réduire ces inégalités. La correction des inégalités de ressources et l'égal accès de tous aux loisirs et à la culture doivent devenir prioritairement des objectifs prioritaires.

Cependant, ces organisations n'en restent pas au seul plan de la revendication. Depuis quelques années elles préparent à leur manière ces changements. Comment ? En regroupant leurs efforts dans des créations expérimentales de centres de loisirs et de vacances très intégrées au milieu d'accueil local et pouvant servir à des utilisations diverses (formation permanente, retraités, jeunes, familles, etc.). Sur le plan de l'animation, l'objectif recherché est celui de la prise en charge par les usagers eux-mêmes de leurs activités de loisirs.

Les associations membres du CECOREL, tout en conservant leur originalité propre, confrontent leurs expériences, au plan tant national qu'international, et recherchent ensemble à améliorer la qualité de la vie dans des réalisations qu'elles espèrent, demain, beaucoup plus nombreuses.

Le CECOREL est donc un instrument dynamique qui favorise la coopération entre organisations et permet ainsi de renforcer (en attendant de l'élargir) le secteur non capitaliste des loisirs.

Syndicats, Mutualistes, Coopérateurs, Elus de collectivités locales, qui vous posez des problèmes dans le domaine des loisirs, renseignez-vous auprès du CECOREL, 38, av. Roche 75008 PARIS - Tél. 756-51-30.

L'ANTI-CLUB

Prochains départs par petits groupes de 15 personnes pour découvrir en profondeur.

AFGHANISTAN Départ : 31 juillet, 7, 14, 28 août
La Route du Centre : 24 jours, 8 500 F
Le Pays Interdit (Nouristan) : 24 jrs, 8 120 F

INDE Départ : 1^{er} 8 août
Nord, Nepal, Cachemire, Ladakh : 18 jrs, 6 350 F
Nord, Nepal, Cachemire, Rajasthan : 23 jrs, 7 500 F

AIR ALLIANCE
4 rue de l'Échelle - 75001 Paris
3 bis rue de Valenciennes - 75006 Paris
Tél. : 260.74.93 & 44.69 - 325.76.25
ou chez votre agent de voyages

Ville : _____
Code Postal : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Veuillez retourner gratuitement votre brochure. Lc. A 744

Vacances en France

Le dernier bouchonnier des Maures

(Suite de la page 9.)

Ce n'est pas si simple. De la prospérité de jadis à l'effondrement de naguère jusqu'aux nouvelles chances (peut-être) d'aujourd'hui, les crises en dents de scie n'ont pas eu les mêmes causes : apparition des « tubercules » (2) en 1925, raréfaction — déjà — de la main-d'œuvre, dépression économique de 1930-1933, guerre à nouveau, occupation, lente reprise, etc. Dans les années 1950-1958, ça va cahin-caha. Malgré l'arrivée de la capsule, le bon vin exige toujours un bon bouchon, et le liège de qualité moindre est utilisé, avec les déchets, par l'industrie plus récente des « agglés » et panneaux. Mais, dès 1958, l'importation de « planches » de liège algérien porte un coup à la forêt, avant que, en 1961, la suppression du « contingentement » ne vienne frapper ateliers et usines : les produits finis portugais entrent massivement en France. En somme, et sans phrases, la production locale n'est plus concurrentielle face aux bas prix des pays à main-d'œuvre sous-payée. La cause est entendue : on ferme !

En fait, la réalité est plus complexe. L'agonie sera lente, avec des sursauts. Avant de fermer, on essaie de se concentrer, de pousser sur l'« agglé » ou bien de maintenir, tout en abandonnant : capsule-plastique et importation conditionnement. Mais un processus est engagé, que tout au long de la chaîne — du « subarbitraire » au négociant en passant par le bouchonnier — et l'ingénieur forestier (3) — chacun analyse de façon identique malgré sa complexité. En bref, la subterfuge ne peut vivre ni du seul bouchon ni du seul liège de « trituration » pour « agglés ». Pour équilibrer, elle doit vendre obligatoirement le liège « bouchonnier » — haute qualité, prix élevé, mais aussi tout le « reste », que le bouchon, exigeant, rejette à plus de 80 % du poids de la récolte (et que la trituration paye de quatre à huit fois moins cher).

Ainsi, quand les usines locales — renonçant à concurrencer le bouchon portugais — n'achètent plus que du liège-trituration, deux d'entre elles trouveront leur salut dans l'« agglé », mais la forêt en perdra l'équilibre. Et pour longtemps ! L'engrenage était implacable : la qualité n'avait plus de débouché, on « laissait pousser » le médiocre, et le médiocre payant peu, la subterfuge reculait devant la pizine — souvent pourvoyeuse d'incendies, d'autant plus vite que les usines fermaient. « Cycle infernal », mouvement qu'il est encore en peine d'arrêter. Or quelque chose a bougé.

Un coup d'arrêt à la dégradation de la forêt, une reprise de l'industrie ? Pour répondre à cette question, le directeur de la Société française du liège — à Vidauhan — et le patron en bleu de Gouffon sont à peu près les mêmes mots : « Ce n'est pas impossible. Il ne faudrait qu'un coup de pouce et une volonté ».

La « conjonction » a été évinée. Aujourd'hui les prix portugais et espagnols grimpent à l'échelle, et la production locale en est devenue largement compétitive.

Toutefois, le « coup de pouce » ne peut être qu'un coup d'envoi. Il faut ensuite une volonté, une politique. Côté entreprises, certaines usines fermées disposent encore d'un équipement valable, mais ailleurs il est vétuste ou dispersé. Pour repartir, la machine doit être rénovée et réorientée. Côté forêt, après la lente dégradation en cours depuis 1961, il y a beaucoup à faire. Et longtemps ! La « chance nouvelle » de la subterfuge serait perdue si le producteur se bornait à bûcher pour l'immédiat du repli espagnol et portugais. De l'avis de tous il faut profiter de ces circonstances favorables pour recréer la « qualité » abandonnée et retrouver la proportion de liège « bouchonnier » sans laquelle l'équilibre est impossible. C'est un travail de longue haleine.

Le pin recule le chêne avance

Il se trouve que dans la forêt aussi le repli des uns fait le bonheur des autres : décimé par la maladie et l'incendie, le pin recule et rend du terrain au chêne-liège qui, de nouveau, progresse (4). Ce coup de pouce de la nature apparaît à certains comme un clin d'œil de la bonne fortune. « Mais il en faudrait un autre ! » dit un forestier. Venant de qui ? Une fois encore des pouvoirs, des fonds publics ? « Oui ! Et je propose, à l'arrivée, des économies. » C'est la thèse qu'on dit rabâchée — sans l'insister — des derniers forestiers des Maures. « Faites la copie du prix existant de la liège contre l'incendie : routes de pénétration, postes d'eau, débroussaillages, grande armée avec état-major, bases logistiques, fantassins équipés, aviation hélicoptère et ruineuse (Canada), blindés tout-terrain, etc. Sans parler, bien entendu, des victimes et des destructions que la grande guerre du feu n'a jamais eues, pour peu que le ministre s'en mêle. Croyez-nous : défendre une forêt abandonnée coûte beaucoup plus cher que d'aider à refaire une forêt vivante... et une économie ».

On y revient : chêne-liège de nouveau rentable, bois de plus en plus cher à l'importation, oliviers pare-feu et producteurs d'olives largement importés, châtaigniers, écroux, noix, etc. des sous-bois flamboyants par l'élevage — expériences en cours — de caprins et ovins, protection de la forêt — de l'environnement — par l'activité même de ceux qui en vivent, création d'emplois... C'est idéalement, le « cycle infernal » rompu, et repartant dans le bon sens.

« Utopique, une forêt entretenue par son exploitation ? Sûrement pas ! Seulement voilà : ça, ce n'est pas spectaculaire ».

JEAN RAMBAUD.

(2) Machine automatique pour la fabrication des bouchons.
(3) « Evolution de l'industrie du liège en France », par E.-F. Abrie, étude parue dans la Revue forestière (déc. 1975).
(4) Le chêne-liège couvre actuellement 32 000 hectares — parfois classés — mais pourvu de pins, sur quelque 113 000 hectares dans la Provence alpine. D'autre part, la Corse et les Pyrénées-Orientales sont également productrices de liège.

Vacances gratuites

QUI donc assure que les vacances sont chères ? Celles des chevaux, cette année, sont remboursées. Paradoxalement, c'est tout le contraire d'un signe de prospérité.

Le nombre des pur-sang répondant à l'appel du starter, déjà très faible, tend encore à régresser : soixante-dix-neuf partants seulement, dimanche passé, à Maisons-Laffitte, soit, en moyenne 7,9 par course ; moyenne de 7,6 le lendemain à Saint-Cloud ; de 8,1 mardi à Chantilly.

La Société d'encouragement constatant au début de l'année que l'effectif des chevaux à l'entraînement était inférieur de 10 % à celui de la dernière année de prospérité (1976), en avait déduit que la chute du nombre de partants se situait elle-même dans la zone — pas encore catastrophique — des 10 %. Le parallèle était faux et nous l'avions alors dit au président de Chaudenay. Mayant pas reçu de chevaux « frais », beaucoup d'entraîneurs gardaient dans leurs boxes des boîtes et des sujets passés de forme, qu'en d'autres temps ils

auraient envoyés au vert. Il n'y avait que 10 % de chevaux « en moins », mais il y en avait 20 % en moins capables de courir. C'est la situation qui se révèle maintenant.

Elle est doublement inquiétante. Née partiellement d'une baisse des recettes, elle a nourri à son tour : on considère que, pour le chiffre d'affaires du P.M.U., le nombre idéal des partants se situe autour de quinze. A l'intérieur du séral, elle fournit l'énorme, quasi absolu aux trotteurs qui, eux, se bousculent au portillon et n'attendent qu'un craquement du front pour occuper les pistes laissées à demi-vides par les galopeurs.

La Société d'encouragement a donc fortifié en hâte la ligne de Deauville. Elle a décidé de porter au compte de tout cheval courant cet été à Deauville (où la première réunion aura lieu le 4 août) une indemnité de 80 F par jour passé sur la côte normande. Cette « prime de vacances » est de 1 000 francs si le cheval reste au moins quatorze jours et court

deux fois. Elle est de 1 500 francs si le séjour est de trois semaines et le nombre des sorties de trois. Comme, malgré ces avantages (dont il ne faut pas s'écarter) la portée : ils ne font que rembourser les frais de séjour), la n'a qu'à demi-confiance en un réveil des chevaux parisiens, elle favorise supplémentaire est consentie à ceux entraînés en province : ils porteront systématiquement trois livres de moins, sauf dans les handicaps.

« Sera-ce suffisant ? Pas évident. Aucune prime ne suffit à faire pousser des chevaux d'un jour à l'autre, là où il n'y en a plus assez. Les premiers engagements pour Deauville n'indiquent pas un redressement de la barre.

Un match au « sommet » au cours des derniers jours. A Ascot, le gagnant de notre Prix du Jockey-Club, Crystal Palace, affrontait celui du Derby d'Espagne, The Minstrel, sur les 2 400 mètres des King George que les Anglais considèrent comme leur Arc-de-Triomphe. Il y a toujours dans cette course quelque dur à cuire, dont les vieilles

lambes ont été longues à s'échauffer au « sprint » du « sprint ». Quel vainqueur soudain celles de ses vingt ans. Voilà deux ans, un semblable, ressemblant, Eustice, avait livré au jeune et brillant jockey de la saison, Grady, un match que nous avons vu au stade de la capitale. Cette année, c'est le « cinq ans » Orange Bay qui a joué le rôle. The Minstrel a fini par triompher d'une courte tête, comme l'avait fait Grady, mais il n'est pas exclu que lui aussi ait été très éprouvé par une lutte d'une telle envergure. Pendant le « temps » d'une campagne déjà chargée. En venue à Longchamp, pour l'Arc, est douteuse. Le troisième, à une demi-longueur, a été Eustice, qui est décidément un cheval d'été. Crystal Palace, dont le jockey avait eu la sagesse de laisser partir les trois premiers, quand il s'était rendu compte que la lutte était sans espoir, a belin les heures, c'est-à-dire qu'il a terminé quatrième (à trois longueurs d'Eustice) et quatre longueurs du gagnant.

LOUIS DANIEL.

Plaisirs de la table

Ouverts en août

De plus en plus, les restaurants parisiens ouvrent au mois d'août. De plus en plus, semble-t-il aussi, des Parisiens restent ou reviennent à Paris en ce mois autrefois de vide absolu. De sorte que cette liste habituelle des maisons ouvertes n'est chaque fois demandée. La voici, classée simplement, faute de place, la liste avec adresse et téléphone. Je vous conseille surtout de téléphoner avant pour vous assurer que le restaurant est bien ouvert, car il arrive que les restaurateurs changent d'avis.

1^{er} arrondissement. — Bistrot d'Hubert (38, place du Marché-Saint-Honoré, tél. : 260-09-00) ; Mercure Galant (15, rue des Petits-Champs, tél. : 761-05-08) ; Flammant (24, rue de la Grande-Truanderie, tél. : 225-06-72) ; La Clef des Champs (38, rue Croix-des-Petits-Champs, tél. : 261-06-24) ; La Vieille (37, rue de l'Arbre-Sec, tél. : 260-15-78, à déjeuner seulement).

3^e arrondissement. — Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-Saint-Lazare, tél. : 275-51-22) ; Giboulée (60, rue Rambuteau, tél. : 487-40-93).

4^e arrondissement. — La Monde des Châtaignes (38, rue Saint-Louis-en-l'Île, tél. : 033-45-27) ; La Chaumière en l'île (4, rue Jean-du-Sellay, tél. : 033-27-34).

5^e arrondissement. — Atelier Maître Albert (1, rue Maître-Albert, tél. : 633-13-78) ; La Bûcherie (41, rue de la Bûcherie, tél. : 033-78-08) ; Le Petit Navire (14, rue des Fossés-Saint-Bernard, tél. : 033-22-52) ; Raffin et Honorine (16, boulevard Saint-Germain, tél. : 033-22-21) ; Tour d'Argent (15, quai de la Tourneville, tél. : 033-23-31).

6^e arrondissement. — La Closerie des Lilas (171, boulevard Montparnasse, tél. : 326-70-50) ; La Petite Cour (7, rue Mabilion, tél. : 326-70-50).

L'APPÉTIT VIENT EN NAGEANT

En sillonnant les côtes de France, Gault et Millau ont rapporté une moisson de bonnes adresses pour le numéro spécial d'été du Nouveau Guide Gault-Millau. Sur la Côte d'Azur, 100 bonnes tables pas chères et le Guide de Saint-Tropez. En Bretagne, les révélations de l'été. Sur la côte basque, les vraies adresses de terroir. A Deauville, Trouville et Cabourg, le guide de tous les plaisirs.

52-26) ; La Grosse Horloge (22, rue Saint-Benoît, tél. : 222-22-63) ; Tante Madée (11, rue Dupin, tél. : 222-64-58).

7^e arrondissement. — Le Récamier (4, rue Récamier, tél. : 548-85-58) ; Bistrot de Paris (33, rue de Lille, tél. : 261-16-33) ; Les Champs d'Or (29, rue du Champ-de-Mars, tél. : 551-52-68) ; Dômes Saint-André (2, rue Sadiot, tél. : 551-65-82) ; La Mont Blanc (2, rue Casimir-Perier, tél. : 551-68-40) ; Les Copains (44, rue de Verneuil, tél. : 261-26-61) ; La Bourdonnais (113, avenue La Bourdonnais, tél. : 705-47-98).

8^e arrondissement. — La Boétie (62, Champs-Élysées, tél. : 225-07-45) ; Chez Edgar (4, rue Marbeuf, tél. : 353-85-03) ; Flammant (38, Champs-Élysées, tél. : 723-70-30) ; Chez Max (19, rue Castellane, tél. : 265-33-61) ; La Poularde Landaise (4, rue Saint-Philippe-du-Roule, tél. : 359-20-25) ; Les Princes (31, avenue George-V, tél. : 723-54-00) ; Napoléon (38, avenue Friedland, tél. : 227-36-50) ; Vieux Berlin (32, avenue George-V, tél. : 225-38-36).

9^e arrondissement. — Le Paillard (38, boulevard des Italiens, tél. : 824-49-61) ; Relais Basque (11, rue Saint-Lazare, tél. : 878-25-27).

10^e arrondissement. — Casimir (8, rue de Belzunce, tél. : 878-32-53) ; Julien (16, Faubourg Saint-Denis, tél. : 770-12-58).

12^e arrondissement. — Le Train

Rive gauche

SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUTS LES JOURS
LE PETIT ZINC 63.21.25
FRUITS DE MER, POISSONS FRAIS, VINS DE FRANCE
LE FOURSTREMBE 63.21.25
Cuisine française et internationale
Le Relais 63.21.25
VINS, COGNAC, SPIRITUELS
25, rue de Buci - Paris 6

Rive droite

L'ALSACE 39 CHAMPS-ÉLYSÉES
BRASSERIE RESTAURANT
OUVERT JOUR ET NUIT
Tél. 358.44.26

PARIS OUVERT EN AOÛT

Ne craignez pas le grand méchant août ! Gault et Millau vous apportent sur un plateau les clés de Paris. Les meilleurs restaurants, les bons bistrotiers, les distractions nocturnes, les boutiques, les adresses de dépannage, vous trouverez tout dans Le Nouveau Guide Gault-Millau d'août, en vente chez votre marchand de journaux.

Bleu (buffet de la gare de Lyon, tél. : 343-08-06).

14^e arrondissement. — Le Duc (245, boulevard Raspail, tél. : 633-06-30) ; Lou Lande et sa Boutique (8, rue Georges-Saché, tél. : 308-65-59) ; Olympe (34, rue Montparnasse, tél. : 326-50-39) ; Le Ciel du Moulin (24 bis, rue des Plantes, tél. : 539-31-51).

15^e arrondissement. — L'Aquiline (54, rue de Dantzig, tél. : 828-37-38) ; Pierre Vedel (50, rue des Morillons, tél. : 828-04-87) ; Restaurant du Marché (58, rue de Dantzig, tél. : 828-31-55) ; La Gauloise (59, avenue de la Motte-Piquet, tél. : 734-11-64).

16^e arrondissement. — Jamin (32, rue de Longchamp, tél. : 727-12-27) ; Fénichon (11, rue de France, tél. : 723-50-21) ; avenue de New-York, tél. : 723-50-21).

17^e arrondissement. — Chez Bau-

mann (64, avenue des Ternes, tél. : 380-16-06) ; Guyverne (14, rue de Thann, tél. : 227-25-43) ; Sole Duplant (108, avenue de Villiers, tél. : 754-49-59).

18^e arrondissement. — Les Semelles (2, rue Saint-Jacques, tél. : 606-37-05) ; Le Guerdan (Maple-Paris, 12, avenue Henri-de-Maistre, tél. : 606-72-85).

19^e arrondissement. — Le Cochon d'Or (192, avenue Jean-Jaurès, tél. : 607-23-13).

LA REYNIERE.

P.S. — Et pour un dîner « à la maison », les choucroutes crues (préparées de diverses façons) de Schmid, 8, rue Saint-Laurent (près de la gare de l'Est), tél. : 208-61-10.

MIETTES

● La France des relais en châteaux est un bel ouvrage préfacé par Jo Othello. En réalité, ce n'est qu'une édition d'un guide Bordas augmenté d'une liste de relais de la chaîne. Que faut-il penser des textes ? Je n'ai regardé que Luchon pour lire, avec étonnement, qu'un funiculaire partait du Thermal jusqu'au panorama de la Chaumière. Or, ce funiculaire n'existe plus depuis

six ans, et la Chaumière non plus. Si tout le reste est à l'avenant...

● Les Balles Gourmandes viennent d'être reprises par une cuisine italienne, prix astronomiques et à la demande des clients, chiens non admis. Ce n'est guère engageant italien aussi le successeur de la chère Antoinette Carnet en son Auberge de la Tour (rue Desab).

VALMONT
clinique médicale
OUVERTE TOUTE L'ANNÉE. 1823-CLON-S-MONTEUX (Seine) à 1 h. de Gisors. Tél. 1941/21/613500 (8 lignes) Télés 25277 600 m. d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux. Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique individuelle, du repos et de la tranquillité. Centre de cardiologie. — Fluorographie — Electrocardiographie — Rayons X — Examens de laboratoire — Brochure et tarif sur demande.
TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE
DANS L'AMBIANCE D'UN HOTEL DE PREMIER ORDRE

La campagne anglaise à 5 heures de Paris
• 40 minutes de traversée, Calais-Ramsgate, sur cousin d'air. • Jusqu'à 27 départs par jour (en haute saison). • Prix de la traversée pour une voiture à partir de 215 F (Min). • Passagers : traversée gratuite jusqu'à 5 personnes par voiture.
Informations et réservations auprès de votre Agence de voyages ou
HOVERLLOYD, Hoverport International - 62106 Calais.
Tél. Paris 723.73.05 - Calais 34.67.10 - Ramsgate 219.62.25
ou directement 24, rue de Saint-Quentin - 75010 Paris.
HOVERLLOYD
à 100 km/h vers l'Angleterre des bonnes affaires.

PAUL et FRANCE
Nouvelle direction
Georges Romano, chef de cuisine
Cafés, salons, terrasses
27, av. Niel - 824-94-34 - 7. dim.
OUVERT EN AOÛT

TERMINUS NORD
824.48.72
OUVERT EN AOÛT
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

Julien
16, rue du Faubourg Saint-Denis 10^e
OUVERT EN AOÛT
L.J. Joseph 11-30-4. Dim. - Rés. 770 12 06

LES SECRETS DE LA MÈRE BRAZIER
Roger MOREAU
La Mère Brazier, disparue en février 1977, était un personnage hors du commun.
Gardeuse de cochons dès l'âge de cinq ans, placée dans les fermes de Brème à dix, elle s'est connue, durant sa vie, que le travail des champs ou la chaleur des fourneaux. Elle a travaillé avec respect et pour le courage, et Paul Bocuse raconte qu'il fut engagé au moment où elle travaillait à la cuisine de la Mère Brazier.
Roger Moreau, ami fidèle d'Eugénie Brazier, a eu avec elle de longues et confiantes conversations. Malgré une notoriété mondiale, la gloire ne la préoccupait pas mais elle avait le souci absolu de la perfection et de la qualité dans les tâches les plus quotidiennes.
A la suite de sa biographie, ses menus célèbres commentés et 40 recettes rédigées avec le concours de Roger Guezennec, son neveu, qui fut, durant vingt ans, son chef de cuisine.
Ouvrage cartonné illustré
Éditions SOLAR
45 F T.T.C.

مكتبة الامير

Le Monde

de L'ÉTÉ

A LA FERIA DE MONT-DE-MARSAN

Où les Pyrénées s'épanouissent et réapparaissent

Le deuxième tableau de l'après-midi s'est déroulé dans l'arène cabriolet, l'allure emportée et farouche, la corne haute, l'air de dire qu'avec lui on n'en aurait pas fini de si tôt. Angel Teruel observait derrière la barrière l'arrivée, la montée très basse sur le front, ombre au regard du clinicien. Alors, à la place des hommes traditionnels, dorés sur tranche, on voit surgir, bondissant du burladero, un personnage en blanc, pantalon, chemise bouffante, mains nues. Et le voilà face au taureau, dos contre défi, armé de sa seule agilité. L'autre charge : et lui bondit, s'élève, et le saut périlleux, au-dessus de la longue bête brune, s'achève galement sur le sable.

Ainsi ? « Écartez » Michel Agruna, avec l'approbation tacite de ses camarades espagnols, a-t-il assuré dans un tourbillon téméraire l'irruption de la course landaise dans le domaine de la

corrida espagnole. Geste symbolique : s'il est vrai qu'il y a chaque jour un peu moins de Pyrénées depuis la mort, voici bientôt vingt mois, de Francisco Franco, il y en a de moins en moins aussi dans l'arène. Hier, saluant le talent du Provençal Nimenio II, un grand journaliste madrilène l'appelait devant nous « le premier torero du Marché commun ». Et voici aujourd'hui le Landais Agruna mêlant les cabriolets téméraires aux rites implacables inventés en Andalousie au temps où les Bourbons tentaient d'imposer leur loi. Un saut par-dessus le mont Canigou.

Faute de Pyrénées, il reste des Espagnols, et d'un certain style. Franco ce Teruel, que nous avons quitté évaluant d'un oeil de bouvier castillan l'allure et la puissance du taureau qu'il lui est donné d'affronter sur le sable ocre de Mont-de-Marsan, au moment où Agruna, aux sandales de

vent, s'élançait vers celui-là. Voici trois ans que, après avoir été l'enfant comblé des Grâces, le favori de la cour fastueuse du seigneur Luis Miguel Dominguez, puis l'enfant prodige tombé dans un anonymat boudeur, il a affirmé une maîtrise qui n'a plus que deux ou trois égaux aujourd'hui, avec un sens décoratif un peu empressé mais de très haut goût. Le voir marcher, glissant, le menton haut, les épaules dégagées, le jarret tendu, à la rencontre d'un grand taureau, puis l'arrêter et courir le prendre sous sa protection, dans un court geste de revers, et l'accueillir alors, comme au seuil d'un palais de Salamancque, soûlement cérémonieux.

C'est une séquence d'une qualité expressive, d'une beauté formelle sans rival aujourd'hui.

Ce jour-là, nous l'avons vu mort. Il avait déployé cape en main une autorité princière, moins évidente quand on le vit les banderilles au bout des doigts : trois passes de muleta dédaigneuses sur la droite, dans un mouvement de menuet lent, et hop ! la corne l'a pris, expédié très haut, et il est retombé sur le sable, tête en bas, et le voilà assommé, la corne implacable le cherchant, le trouvant, balotté, retourné, une longue balle d'acier sur son front de cendres et sa tempe, réduit à l'état de loque, lui, Angel, qui semble toujours insister sur des nuages, environné de rieurs de sa prindante. L'arène est soudain une place de village, péons, toreros, médecin accourant, l'important évanoui : il lui faudra deux heures pour reprendre ses esprits. Qui donne la mort peut la recevoir. On ne tue pas impunément les taureaux.

Mais c'est moins impunément encore que frappent les taureaux. Celui-là, auquel on a rendu le torero inanimé, il va se trouver face à un autre champion, et de forte carrure : aîné de Teruel, c'est à Francisco Rivera Paquirri que l'on doit la conclusion de l'aventure. Lui aussi, Paco de Cadix, il a connu les sommets et les chutes. Il s'est relevé, au temps où Teruel reposait de ses cendres, au plus bas de la courbe — lassé, sans goût, subissant l'humiliation de n'être plus qu'une parodie consciente de lui-même. Mais depuis deux saisons, on a retrouvé cette flamme qui brûle en lui, un peu rieuse, et sans rien qui s'appa-

rente au sacré, flamme du professionnel du spectacle, qui le rapproche moins d'un descendant de ce taureau que d'un grand comédien, d'un ténor généreux — à ceci près qu'il est l'espèce — est sanctionné par la mort de quelqu'un.

Paquirri vient de prendre le public à la gorge, par deux fois, avec une audace superbement lucide — d'abord à son second taureau, qu'il a attendu à genoux devant le toril, deux larges d'une beauté poignante, puis posant une paire de banderilles d'acier, sachant faire d'un premier échec, en se retournant, une réussite plus rare, de cette qualité qui naît de l'esprit de secours, de l'improvisation dans l'épreuve.

C'est à lui maintenant qu'il revient d'exécuter le taureau qui a abattu Teruel. Une chose est d'accomplir la dernière phase d'un cérémonial qui s'achève par la « mise à mort », autre chose est de vouloir, de toutes les forces, donner la mort. Paquirri a des milliers de fois levé son épée face à la haute tête noire d'un taureau. Mille fois il pointe la lame, se projetant lui-même, jetant son bras gauche sous le droit, pour détourner la corne de sa hanche. Cette fois, ce n'est pas un geste qu'il fait, mais un acte qu'il accomplit. Cet élan qu'il a pris, tout droit, dans une sorte de fureur vengeresse, c'est son va-tout. S'il ne foudroie pas, il s'y brisera.

La dépouille de ce taureau à la corne trop experte et qui, dans quelques minutes, serait devenu trop savant pour l'homme, sachant comme disent les toreros « le grec et le latin », invincible, et à ses pieds. Mais Paquirri le décolla, l'ajala, le jucha. Paquirri à qui ne manque, pour être grand, que la gravité sacerdotale qui fit croire au génie de Manolito Paquirri, de ce taureau comme effrayé, de ce taureau fondroyé par ses soins, sa maîtrise et sa fougue en ont triomphé. Mais quelque chose de tragique s'est passé, qu'il le glose. Le rite décoratif a dérapé vers l'acte. Ce rite virtuel a traversé une frontière, vu autre chose de plus grave qu'une lutte ou même qu'un combat risqué, et qui est peut-être un sacrifice.

Alors, en dépit des écarteurs landais et des toreros français, il y a toujours des Pyrénées.

JEAN LACOUTURE.

INSTANTANÉ

Ces amusements parisiens

L'AUTRE soir, à l'heure mauve du crépuscule urbain, le ciel, soudain, trait d'union. Une pluie fine, avant-garde des ondées de septembre, aspergea avec précaution la place Vendôme où se déroulait un spectacle insolite : quelques chocs d'intimité entre un acte de Sophocle et un tableau des Folies-Bergère.

Dressés contre une façade classée, et perpendiculaire à celle du Ritz, des escaliers construits par d'habiles artisans, plaqués et plongés, dégringolaient des hautes fenêtres d'un premier étage sur entresol.

Le décor ajouté, fait de blocs marron et beige, s'enlevait en une succession de marches invisibles, couverte et aboutissant à d'étroites paliers à présent de terrasses palatines. On avait voulu représenter là, semble-t-il, un morceau de promenoir exotique.

Le peuple, le nez en l'air sous les parapluies, devinait-il les intentions culturelles du metteur en scène, chiffonnier général ayant porté le ciseau du Grand Esmuque dans le brocan et le lamé pour parfaire l'élégance des princesses du pétroliar ?

Jaillissent telles des aigleuses olympiques au faite des tremplins alpins au vit soudain, par ces fenêtres devenues portes, et dévalent des sautes aux pléiades criminelles et aux moulures surdoriées, apparaissent des silhouettes.

D'abord celles d'esclaves assués, en robes jaunes, brandissant des flambeaux ; puis celles de femmes longues, flexibles, aux étranges parures conçues sous la Corne d'Or. Virent ensuite des vestales hiératiques vêtues d'amples chasubles byzantines aux manches carrées, faites de laines onctueuses, et coiffées de bonnets de feutre comme des popes. Innombrables seurs rappelées par la noria, pendant une heure elles descendirent ou plutôt coulèrent comme une cascade languide. Bras étendus, souples et onduleuses, croisées, égyptes à élytres vêtues de mosaïque de soie, portant des flans dorés, ou le chef surmonté d'architectures capillaires laquées jusqu'à paraître émail, ces femmes aux visages glacés, version multiple d'une fatale beauté, jouaient l'étrange psychodrame de la séduction sur un thème de haute couture.

L'austère géométrie de la place renvoyait les échos de Carmina Burana. Les sons baroques, profonds, cuivrés, tantôt pesants, comme les pas des chevaliers teutoniques bardés de fer, tantôt râles voluptueux encouragés par le flux des cordes, et illustrant les agaceries des lurons et des luronnes, emplissaient la nuit. Les agaceries du Ritz, blanches et noires comme des pies curieuses, penchées à leurs lucarnes, pépalaient d'aise en survolant les inaccessibles parures.

Enfin vint, fermant le défilé des suivantes éblues, Théodora, fille d'un montreur d'ours de Constantinople, qui dévint l'épouse de Justinien. L'impératrice des furs byzantines, débarrassée de son manteau de cour, une lourde pièce de soie enrichie d'almunures, apparut comme une lame d'or entre les flammes d'un instant ramé, avant de s'évanouir avec son univers de prodigieuse pacotille dans la fumée grasse des torchères mal mouchées.

Des familles américaines bêtes, trois Chinoises qu'on eût pu empaqueter dans le manteau de Théodora, des couples en jeans qui se croyaient à Beaubourg, tout ce qui compte dans le monde de la couture, un employé de la R.A.T.P., clignant des yeux comme une taupe rendue à la lumière après une journée de métré, les policiers de service, les chasseurs du Ritz, des journalistes consciencieux et quelques concierges tirées de leurs loges par les haut-parleurs, applaudirent à cette fantasmagorie.

Enfin, descendit l'escalier un petit homme en smoking blanc, barbu, timide, confus. Tel Michel-Ange se laissant glisser de son échafaudage après avoir réussi le plafond de la Sixtine, l'heureux couturier Serge Lespès reprit terre place Vendôme. Car, bien sûr, il s'agissait de la présentation au peuple de la collection de Schiaparelli, chez qui la première petite robe ne coûte que 6 000 francs.

Sur la haute colonne de bronze, l'Empereur, qui n'était que de Corse, tournait ostensiblement le dos à ces amusements parisiens.

MAURICE DENUZIERE.

AVEC LES RANDONNEURS DES ALPES

La grande reine

On a parlé de renouveau, puis de mode, enfin d'enthousiasme. Aujourd'hui, on peut parler de frénésie.

À propos des 54 coureurs professionnels qui se sont exhibés sur les Champs-Élysées, le 24 juillet ? Non, cette fois, il s'agit des 4200 cyclotouristes qui ont tenu d'escalader les trois cols au « menu » du célèbre « brevet de randonneur des Alpes » (B.R.A.). Out, 4200 et non 54 ! Ils n'étaient pourtant que 1989 et 2140 en 1975. Alors que la presse et l'opinion se lamentaient en ce mauvais dimanche parisiens des pâles performances réalisées lors des Championnats d'athlétisme et de natation, et en déduisaient, malgré Thénau, que la France ne serait décidément pas une nation sportive, 4200 hommes et femmes, de dix-huit à soixante-dix ans, s'élançaient, dès trois heures du matin, à l'assaut de la Croix-de-Fer (2065 mètres), du Télégraphe (1590 mètres), du Galibier (2670 mètres), soit 245 kilomètres de Grenoble à Grenoble sous un soleil de plomb...

Oubliés par les « directs » des chaînes télévisées, oubliés par les micros des « périphériques », ils furent cependant 4200, entre les deux tiers obtinrent leur précieux B.R.A., un parchemin et une médaille d'aluminium identiques du plus pressé au moins entraîné.

Raid, expédition, rallye sportif ? Le B.R.A. est devenu une manifestation de masse en faveur de la « petite reine » au même titre que la « Journée Vélo » (400 participants sur les pentes du col de la République), que Paris - Roubaix cyclotouriste (2550 participants sur 255 kilomètres), les grimpeurs du Puy-de-Dôme et du Mont-Ventoux, ou le raid Bordeaux-Paris. Même la légendaire Paris - Brest - Paris (1200 kilomètres) a repris du service sous l'étiquette des randonneurs. Décidément, les hauteurs du cyclisme professionnel sont ceux qui attirent le plus les cyclistes du dimanche. Il n'y a plus guère que la montée des Champs-Élysées qui échappe encore à ce phénomène...

MICHEL DELORE.

FOLLETON - N° 17

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Kholawitski a offert l'hospitalité au professeur Skolinski sous prétexte que celui-ci fasse l'inventaire des trésors que renferme le château. Mais pour tenter, en réalité, de se débarrasser de l'intrus. Il décide de le faire dormir dans la vieille cuisine dont Grégoire lui a révélé qu'elle était hantée. Le professeur s'y installe sans méfiance, mais est brutalement saisi d'angoisse. La lecture du cahier d'un de ses prédécesseurs n'est pas faite pour le rassurer.

« L'ENDROIT serait donc hanté ? », grommela le professeur. En fouillant dans le coin de la vieille cuisine, il finit par découvrir une poignée de bouts de papier écrits de la même main. Mais ils étaient si petits qu'on pouvait à peine y lire des mots isolés. Qui avait déchiré ces pages et pourquoi ? L'un des moutons que Skolinski déchiffra l'intrigue fort.

On y lisait le mot « serviette ». « Serviette bou » — il ne put trouver la suite.

Quel rapport entre cette serviette et l'objet du Mémoire ? Il promena un regard circulaire dans la cuisine et ne tarda pas à apercevoir dans un coin, suspendue à une palère, une serviette de toilette jaune sale à frange. Un brusque pressentiment le retint de s'approcher.

Était-ce une illusion ou la serviette bougeait-elle ? Il posa les papiers sur ses genoux et resta un bon moment à observer sa contraction cadencée semblable à celle d'un lombre. C'était donc cela qu'il avait senti à peine entré dans la pièce, cette serviette. Fidèle spectacle. Elle semblait secouée de nausées. Mais son mouvement restait presque imperceptible et, sans le bout de papier, il n'aurait rien remarqué.

Il frissonna. N'était-elle l'horreur bien réelle qui émanait de la scène, le professeur aurait pu se croire victime d'une illusion. Mais la nature des sentiments qui l'agitaient lui fit prendre d'emblée la situation au sérieux.

Le professeur était un homme profondément croyant, mais peu porté à voir partout l'œuvre du malin. Or ici le professeur sentait, embusquée quelque part le long des murs, une mécanique concrète et forcée.

Cette mécanique, cette horreur, cette nette et implacable menace qui planait dans la pièce, fallait-il réellement l'attribuer à des forces di-

Skolinski s'aperçut avec effroi qu'il redoutait le mot. Il ne pouvait vaincre la répulsion qu'il lui inspirait. Manquant déjà de maîtrise de soi au point de tomber dans la plus grossière superstition ?

« Diable, souffla-t-il dans un sursaut de volonté diabolique. »

Et il répéta plusieurs fois, comme s'il voulait rompre le cercle de la peur : « Diable, diable, diabolique, diabolique. » Mais quand il se vit assis au bord du lit à prononcer de ses lèvres tremblantes ce mot qui sonnait comme une provocation, sa peur déçupa. Ne lui avait-il pas été soufflé à l'oreille : N'était-ce pas là qu'on cherchait à en venir ? Et, plus encore, il s'épouvanta de perdre toute maîtrise de soi et de se laisser gagner par une incompréhensible panique.

Il était seulement capable de demeurer assis, pétrifié, et d'attendre, tel un oiseau hypnotisé par un serpent et qui ne peut plus fuir.

Les deux ou trois minutes qu'il vécut alors furent sans doute les plus longues de sa vie — sentiment d'impuissance horrible, serrement de gorge, tressaillement du corps, rigidité des muscles, avec la conscience d'être livré à son sort sans espoir de secours.

Dans un ultime effort, il s'arracha à son lit et se jeta vers la sortie. Il crut sentir quelque chose jaillir d'un coin et se précipiter sur lui de biais, mais il ne se retourna pas et claqua la porte.

A peine dehors, ses nerfs trop tendus l'entraînèrent dans une fuite éperdue à travers le sombre vestibule, puis druit devant lui à travers les salles. Il finit par se laisser choir sur le sol, contre un mur, à bout de forces.

Il se sentait terriblement las. La tête appuyée sur la muraille, affaibli par les dalles glacées, il méditait sur les moyens de quitter au plus vite le château, quand soudain il entendit un pas, un bruit dans la galerie voisine. Il jeta un coup d'œil par la porte. Au bout de la galerie, au débouché du petit escalier à vis qui conduisait au vestibule, il aperçut la silhouette courbée de Kholawitski. En pan-

lon et chemise, pieds nus, le secrétaire passa et repassa plusieurs fois, puis s'arrêta, coudes appuyés à la muraille.

Il semblait écouter. Le professeur comprenait maintenant pourquoi Kholawitski l'avait retenu au château et logé dans cette pièce.

Skolinski eut envie de rire. Il profita d'un moment où le secrétaire avait disparu pour s'élever au plus vite dans le sens opposé. Il avait un malin à s'orienter dans cet inextricable dédale. Il aspirait à trouver une salle sûre où passer le reste de la nuit et s'endormir. À l'aube il pourrait enfin sortir du château discrètement et sans bruit.

Il s'engagea dans un couloir étroit et très sombre. Après avoir passé devant un enfoncement du mur, il eut soudain la certitude d'être suivi.

Il s'arrêta net. Non, ce ne pouvait être Kholawitski. Alors, qui ? Le professeur retint son souffle et attendit.

L'inconnu attendit de même. Le professeur avança, l'autre avançant. Skolinski pressa le pas, il pressa le pas. On entendait distinctement sa respiration. Quand le professeur tourna brusquement pour s'engager dans une salle, il tourna également.

Mais il y avait dans tout cela quelque chose d'incohérent, d'insensé, d'ivres. Les mouvements de l'inconnu étaient incertains, mal coordonnés, à la fois brusques et chancelants, comme ceux d'un petit enfant.

Était-ce un être humain ? Le professeur sentit de nouveau la répulsion et l'épouvante le prendre à la gorge. Il eut, une fois, une main, même et visqueuse lui saisit le poignet.

Au même moment, le mystérieux personnage fut secoué par un violent accès de toux.

Cette toux sèche et sennelle n'était pas inconnue du professeur. Il l'avait déjà entendue dans le truin. Il devina que c'était le prince.

Le prince, cependant, s'agrippant convulsivement à son bras, s'efforçait de réprimer sa toux et blottissait sa tête dans la veste du professeur. Il put enfin parler : « Qui es-tu ? lui demanda-t-il d'un

ton pressant, toujours cramponné à son bras. Qui es-tu ?

« N'ayez crainte, prince, zit-il avec douceur. Calmez-vous, je vous en prie ! »

« Qui l'envole ? »

« Faisons. »

« Dis-moi la vérité ! C'est lui qui t'entraîne, n'est-ce pas ? Alors, le signe, le signe ! Fais-le reconnaître ! »

« Quel signe ? »

« J'accomplirai tout ! Tout ! souffla-t-il avec feu, mais fais le signe, que le sache que tu viens de sa part ! Il y a tant d'années que j'attends ! »

« Je ne connais aucun signe ! »

« Tu mens ! La nuit dernière, je t'ai vu. Il m'est apparu. Je sais qu'il est peut-être un peu fatigué et que je ne l'ai pas vu, mais il est là, et il me tourmentera plus. »

« Calmez-vous, prince, fit le professeur en s'efforçant de prendre une voix douce et persuasive. Il faut vous calmer. Je suis un homme tout à fait ordinaire. J'ai été invité à passer la soirée ici par M. Kholawitski. Je me suis attaché, mais j'allais partir. Je pars tout de suite. »

« Kholawitski t'a invité ? Mon secrétaire ? Ah ! Tu en veux à ma vie ? Reconnaiss que tu en veux à ma vie ! Elle te tient à cœur, ma vie, hein ? C'est mon secrétaire qui t'invite et tu oses prétendre que tu n'en veux pas à ma vie ? »

« Il m'a poussé et l'attirait à lui alternativement, ses doigts convulsivement serrés autour des poignets du professeur. »

« Voyons, prince, calmez-vous, je connais à peine M. Kholawitski. »

« C'est la dernière des crapules, fit soudain le fou, d'un tout autre ton, et il attrapa brusquement à lui le professeur d'un geste presque paternel. »

« Si tu ne le connais pas, prends garde ! »

« En quel votre mort peut-elle bien lui importer ? Jeta incidemment le professeur. »

« En quel ? Te moques-tu ? C'est pourtant simple. Parce que je ne veux pas mourir, il s'ennuie ici et il est pressé, pressé de... alors, peu importe, le prince fit un clin d'œil narquois. — Il se trouve que je ne peux pas mourir ! L'endormir est assurément ennuyeux, triste, lugu-

bre, obscur, et même affreux, et on ne peut s'étonner qu'un homme jeune, élégant, bien fait, avenant... Mais je ne peux quitter le château. »

« Pourquoi ? »

« Je ne le peux pas. Pas avant qu'il ne soit temps. Il y a tel, je dois rester. Il se passe quelque chose... là, là — il indique la direction de la vieille cuisine — et je dois être présent. Jusqu'à la fin, jusqu'au dernier souffle. Et que ma liberté ne m'aura pas été rendue. Mais tu le sais mieux que moi ! Pourquoi feins-tu de l'ignorer ? Reconnaiss qu'il t'envole ! Fais le signe ! »

« Pourquoi me tourmentes-tu ? s'écria-t-il avec désespoir. Ne comprends-tu pas que, s'il me faut attendre encore, il faut me tuer, car il s'ennuie ? N'est-ce pas plus de moi ? Dis-le lui, dis-le lui de ma part ! »

Il le repoussa et disparut en grémillant ces mots dans les salles obscures.

L'aube blafarde se levait et chassait les nappes d'ombre de leurs derniers retentissements. Le professeur regagna la vieille cuisine sans avoir mille part rencontré Kholawitski. À la lumière du jour, la pièce était agréable et claire. Les événements de la nuit lui semblaient irréels. Il éteignit la lampe, s'empara du matelas, le transporta dans un appartement éloigné, et, tout habillé, recru de fatigue, s'endormit aussitôt.

Il était si épuisé qu'il ne s'imaginait plus des complications qui pouvaient surgir si le secrétaire venait à découvrir sa couche de fortune. Par bonheur, il ne dormit pas longtemps. Il se réveilla quelques heures plus tard. Il regarda sa montre. Il était 8 heures.

Il retourna à la hâte dans la vieille cuisine. Surmontant sa répugnance, il se coucha sur le lit et attendit l'arrivée de Kholawitski. Il voulait laisser croire au secrétaire qu'il n'avait pas bougé d'un pouce de toute la nuit.

(A suivre.)

(C) Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.

ملکة امین الاول

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

Défense de la Comédie-Française

(Suite de la première page.)

C'est sur ces valeurs traditionnelles que ceux qui n'ont pas le succès de la Comédie-Française prennent appui pour la critiquer. Ce théâtre de « réputation », ce théâtre de « tradition », lorsqu'il réclame son dû, lorsqu'il veut accomplir son devoir, c'est-à-dire pouvoir offrir au plus grand nombre les spectacles que la subvention nationale lui a permis de monter, se voit reprocher de confier des rôles normalement destinés à la création, voire de retirer du travail aux comédiens du secteur public en occupant à son seul profit des salles de spectacle.

Il faudrait s'entendre.

D'abord la Comédie-Française a besoin, c'est vrai, d'une seconde salle. Et le comité d'administration comme le comité d'entreprise, unanimes, souhaitent que cette salle soit le théâtre de l'Odéon, où elle s'exprime à raison de quatre ou cinq spectacles par an et où depuis six ans elle a développé une activité de création.

A cet égard, il serait bon de rappeler les raisons pour lesquelles le théâtre de l'Odéon fut rendu en 1971. M. Jacques Duhamel, alors ministre de la culture, avait tiré les conséquences d'une situation nouvelle : la complication croissante des montages de pièces et l'allongement des temps de répétitions et de réplages entraînaient la diminution du nombre de spectacles joués en une saison. Dès lors, les obligations essentielles de la maison à l'égard du répertoire la réduisaient à ne jouer presque exclusivement à la salle Richelieu que des œuvres classiques. Or la Comédie-Française est un théâtre vivant dont les auteurs ont besoin d'interpréter des œuvres modernes, contemporaines et étrangères, et de faire des créations. C'est à des créations qu'est due pour la plus grande partie la richesse de notre répertoire.

M. Duhamel lui confia donc l'Odéon en 1971 pour qu'elle y fasse des créations et qu'elle y monte des pièces qu'elle ne joue pas à Richelieu. Mais il voulait aussi que l'Odéon devienne un théâtre d'accueil et que les spectacles de la Comédie-Française alternent avec ceux de la décentralisation dramatique et des troupes étrangères. Ce qui fut fait.

La liste des pièces créées à l'Odéon et au Petit-Opéra en six ans serait éloquent, et trop longue. La Comédie-Française pour sa part — et sans compter les créations d'œuvres comme celles d'Euripide, de Shakespeare, de Pirandello, de Ionesco, ni les adaptations de textes de Voltaire ou de Diderot, en a fait douze à elle seule, dont les auteurs sont Grumbert, Max Frisch, Sternberg, Billeaud, Eduardo Moneo, Colaferte

(deux pièces), V. Haim, Brisville, Pavese, Pinget, Westphal.

Aussi, lorsqu'il la seule hypothèse de nous confier Chaillot — hypothèse qui peut-être ne se vérifiera pas — nous entendons tous ces cris, lorsqu'on prétend qu'en s'installant dans ce théâtre — dans les mêmes conditions de partage qu'à l'Odéon — les comédiens-français supprimeraient un théâtre de création, nous nous demandons si nous sommes éveillés.

Quant au travail que nous retirons à des comédiens, ne le retrouverait-il pas dans la salle que nous aurions quittée, et même à Chaillot où nous continuerions à accueillir d'autres troupes ?

Aujourd'hui les comédiens-français ont une raison impérieuse et nouvelle de vouloir un second théâtre, c'est la masse croissante de leur public. Ils ont dû, cette saison-ci, refuser près de cent mille places d'abonnement, résultat acquis en dépit d'une critique dont certains éléments sont d'une sévérité systématique à leur égard. Ils ont fait la preuve qu'ils peuvent, par leur activité de création et par l'accueil qu'ils réservent à d'autres troupes, faire vivre, en plus de la salle Richelieu, un second théâtre pourvu d'une grande et d'une petite salle. Et ces deux théâtres, ils souhaitent légitimement y être enfin chez eux.

D'ailleurs, plutôt qu'une salle traditionnelle, déjà construite, qui ne peut constituer la solution de grand avenir qu'exigera leur activité, leur compagnie peut à juste titre ambitionner un « complexe » comme celui du Théâtre national à Londres ou comme ceux d'autres grandes compagnies nationales : trois salles de dimensions différentes (dont une de mille sept cents places), et ne comprenant que de bonnes places, dans un édifice unique, des salles de répétitions, des dimensions des plateaux, des ateliers, un vaste accueil du public, continuellement animé, une salle de café et un ou deux restaurants, un garage de mille places : la possibilité pour le public de vivre plusieurs heures, voire une journée dans un lieu agréable et divertissant.

Il est certes difficile de présenter de telles demandes après les travaux importants récemment réalisés au Théâtre Français (mais dont la salle a perdu deux cent trente places) et en un temps de rigueur budgétaire. Aussi parlai-je de l'avenir tel qu'il doit être envisagé.

Mais, quel qu'il en soit, que l'on ne conteste pas à la Comédie-Française son droit à l'activité créatrice, c'est-à-dire son deuxième théâtre. Dans l'actuelle confusion générale, peut-être prématurée, qu'éprouvent les théâtres, la Comédie-Française est une valeur-refuge, une valeur de référence, mais de renouvellement et de création, qui mérite d'être préservée.

PIERRE DUX.

« L'ARRIVANTE » de Viviane Theophilidès d'après un essai d'Hélène Cixous

L'Arrivante, spectacle construit par Viviane Theophilidès d'après l'essai d'Hélène Cixous, vient d'être présenté à Avignon dans la section Théâtre ouvert, à la chapelle des Pénitents blancs. Un débat avec le public a suivi chacune des quatre représentations de ce « récit », car il s'agit bien de théâtre-récit. « L'Arrivante » a été écrit pour le théâtre. Comme Antoine Vitez, le premier, l'avait fait avec « Les Cloches de Bâle », d'Aragon, en proposant, en

1975, Catherine, comme l'année suivante Georges Lavaudant pour « Louve basse », de Denys Roché, Viviane Theophilidès a tracé son chemin à travers un livre, sans rien ajouter au texte d'Hélène Cixous, mais choisissant parmi tous ses mots des passages, inventant des paysages. Viviane Theophilidès a monté, il y a deux mois à Paris, la Fortune de Chaillot, d'après le roman de la comtesse de Ségur.

Il faudrait dire « je ». Dire « moi ». Ne pas écrire : « on pense », « il se passe ». Ne pas rester au dehors de soi. Mais cela ne se fait pas. On ne parle pas comme ça. Ici, pourtant, il serait si bien de commencer par « j'ai aimé », aimer voir, entendre, puis écouter, regarder, encore, une autre fois l'Arrivante. On répondrait : « Ce n'est pas la question. Peu nous importe que vous ayez reçu autant de plaisir, un plaisir différent, plus attentif, en retrouvant à la chapelle des Pénitents blancs. Nous n'avons pas donné l'habitude de savoir qu'à Avignon, il a pu tout le jour et aussi le soir ».

On aurait raison. Il convient d'être précis. L'Arrivante est une petite fille encore, elle vient de la rue, elle regarde les dix femmes assises les unes derrière les autres, immobiles de profil, les bras levés un peu, les mains ouvertes. Image du livre des morts égyptiens que l'une d'elles, la dernière, a posé sur sa table. Une petite fille entre dans ce tableau de silence, dans les mots des mortes, elle glisse sans rien dire, avec la légèreté du vent, son ignorance un peu rouquine, insolente presque. Au milieu de la scène, elle s'arrête, juste devant la barque posée là, une grande barque remplie de mille blanc, douce comme un berceau. Son pantalon est bleu, elle porte un sac à dos, dans sa gorgée il y a de quoi boire. C'est pour boire qu'elle s'est arrêtée. Un court moment, le bruit de l'eau dans sa gorge. Elle va disparaître de l'autre côté, sans que les femmes se retournent. Mais leur voyage a commencé, avec ce signe d'un premier réveil, à posé sur ses genoux. Une petite fille, elle se nomme ainsi, la petite chimère, elle, une femme partie explorer un « désert rouge », une « terre d'illusions », elle va disparaître encore ignorée.

Elle repassera une fois, très vite, tenant en ses mains un de ces bateaux que les enfants font naviguer sur les bassins des jardins publics. Plus tard elle reviendra dire haut et clair son message de faucon, puis s'évanouira, comme enlevée. Car le réveil est difficile.

Elles sont donc sept comédiennes à jouer cette femme qui tente de se retrouver. Tour à tour, ensemble, chacune à sa façon, mais toutes égales, toutes sujettes à des rechutes, et l'Arrivante d'Hélène Cixous devient parole. Vient qu'on comprend ces choses qu'il est difficile de lire. Le langage lui devient musique pour annoncer la possibilité d'une femme redevenue

vivante, d'une femme qui ne serait plus seulement la fille de sa mère, sa prisonnière, puis à son tour la mère de sa fille cherchant à l'emprisonner — dans les deux cas une femme couverte d'elle-même, — mais la femme rendue à elle, capable, après l'avoir lavée, de se laisser à son tour accoucher, réentendre par sa propre fille. La mère et la fille devenant ainsi des sœurs, des femmes parallèles. Tout ceci est compliqué à expliquer, aussi laborieux que de tenter de raconter un rêve.

Comment décrire le désir de l'enfant de rentrer à nouveau dans sa mère, de la choisir ? Comment dire pourquoi une femme pourrait enfin se savoir en connaissant autre chose que les images d'elle fabriquées par cet autre, l'homme ?

Dans le récit de Viviane Theophilidès, le pouvoir des hommes n'est plus que ce tas de grosses chaussures assez absurde que les femmes rangent les unes à côté des autres, puis regardent en riant, et dont bien vite elles débarrasseront le plancher. Mais le spectacle n'est pas fait de cela, il ne s'agit pas d'une démonstration de la brutalité des hommes. Elles sont là, complètement, physiquement bien. Aucune comédienne ne l'emporte sur l'autre. Elles parlent. Il n'est pas besoin, comme dans le théâtre habituel, de « la femme qui change tout ». Elles sont entre elles, complices, conscientes des mouvements de leur corps, rendues belles, ne ressemblant ni à une machine, ni à une avance sur les autres, puisqu'elles ont trouvé leur écriture. En avance, ou plutôt à côté du théâtre, puisqu'elles n'ont pas besoin, sur la scène, d'une intrigue,

MATHILDE LA BARDONNIE.

Musique

APRÈS LA MORT DE JEAN SALUSSE

M. Liebermann se refuse « à engager une quelconque polémique »

M. Rolf Liebermann, administrateur de l'Opéra de Paris, a rendu public jeudi 27 juillet ce communiqué :

« Devant les commentaires divers qui ont suivi le décès de M. Jean Salusse, à l'occasion duquel l'administrateur de l'Opéra s'est trouvé mis en cause, M. Rolf Liebermann a tenu à faire la déclaration suivante :

« M. Rolf Liebermann se refuse à engager ou à poursuivre une quelconque polémique post-mortem et s'abstiendra de répondre à toutes provocations. Le mort impose toujours le respect, mais elle ne doit pas servir d'alibi aux entreprises des vivants. Il n'appartient à personne, fût-ce à l'intime de Salusse, de faire d'un acte tragique, mais volontaire, une explication que l'intérêt lui-même, dans sa décision souveraine, a décidé de ne point justifier.

« Pour ce qui le concerne, M. Rolf Liebermann a toujours pris, et prendra, ses responsabilités, mais il se considère tenu à une obligation de réserve et il ne pourrait avoir, quant à présent, de comptes à rendre qu'à son ministre de tutelle, lorsque celui-ci les lui demandera directement. Dès son retour à Paris, M. Liebermann examinera avec ses associés les suites qu'il conviendra de donner à une campagne activement menée contre lui et dont les mobiles réels resteront à déterminer. »

« M. Jean Mahès, directeur de la musique, de l'art lyrique et de la danse au ministère de la culture et de l'environnement, nous a demandé par téléphone : « Je conclusais Jean Salusse depuis presque vingt-cinq ans. Pour moi et pour beaucoup d'hommes de ma génération, c'était le grand commis tel que

nous l'imaginons, avec sa vitalité, son intelligence, sa grande clarté dans le raisonnement et, qualité plus rare, une sorte d'imaginaire administratif qui lui faisait dire souvent : « Nous sommes des inventeurs de procédures. » Jean Salusse était un homme parfaitement honnête, au sens tout à fait absolu de ce mot. Un fonctionnaire, c'est-à-dire tout le contraire d'un homme d'argent. L'argent n'était pas du tout son problème. Par rapport à ce qu'il a été, tout cela est très modeste. En disant cela, je ne vise personne, j'ai beaucoup de respect pour M. Liebermann aussi. » Depuis quelque temps Jean Salusse était d'humeur plus sombre et d'abord peut-être plus difficile, alors que son naturel était auparavant celui d'un bon vivant. »

D'autre part, un comité pour l'hommage à Jean Salusse va être créé par M. Michel Massenet, conseiller d'Etat, directeur général de l'administration et de la fonction publique au secrétariat général du gouvernement.

RADIO-

Avant-première

« L'INNÉ ET L'ACQUIS » SUR FR 3

S'attacher pour vivre

Un petit singe réfugié sur sa « mère » en chiffon laisse de côté son autre « mère » en fil de fer (mais nourricière) s'il se trouve sans sa vraie mère et dans l'obligation de choisir entre ces deux abominables mamans. Il est là, tendrement servi, agrippé à ce bloc de tissu qui ne le nourrit pas, mais qu'il peut caresser et bousculer, contre la tête duquel il pousse la sienne. Des heures... C'est de là qu'on le voit découvrir le monde, aller et venir, partir, revenir au moindre danger !

Le besoin d'attachement, plus fort que le besoin de nourriture pour « vivre » : c'est une des extraordinaires observations que l'on peut faire dans le deuxième volet de cette série sur « l'inné et l'acquis », intitulé, ce vendredi, « L'Enfant et l'Animal ». Nicole Marchand et Claude Massot se sont penchés surtout sur l'animal, pour « éclairer » l'homme. Ils ont voulu montrer ce qui se passe au moment même de la naissance et dans les quelques semaines qui suivent (quelle est l'importance des soins maternels, des caresses, de l'attachement et de leur carence dans le monde animal), ils ont tenté de débroussailler, dans le faisceau des contraintes (la détermination génétique et celle de l'environnement), ce qui est susceptible de régulation (réprouvé) et ce qui est irréversible. L'important et le capital.

L'inné et l'acquis ne sont pas deux entités séparées comme on le croyait au dix-neuvième siècle. L'inné et l'acquis, en interaction immédiate, inséparables, jouent l'un sur l'autre, à condition de ne pas aller... trop loin. Quel est ce « trop loin » subtil, irréversible, qui fait qu'un oiseau, un chouca par exemple, ne pourra avoir d'« émotion » sexuelle pour les individus de son espèce, qu'un enfant non caressé peut devenir « aveugle », qu'est-ce qui remplace les lacunes de l'environnement ?

L'émision de Nicole Marchand et Claude Massot est un peu brutonne et mal construite, elle ressemble à des films de « science-fiction » trop pédagogiques, qui veulent trop dire, tout expliquer. On se passerait volontiers de la séquence sur la maternité de Pithiviers et de celle — très intéressante mais qui mérite à elle seule une émission entière — sur le comportement d'un groupe d'enfants, pour se consacrer sur les seuls documents — étonnants — relatifs aux animaux. Le petit canard qui crie d'angoisse dès qu'il est privé de sa fausse mère, la couvée de canetons qui courent derrière Konrad Lorenz, le petit singe blotti, nous apprennent tant de choses sur les aléas du développement de l'être vivant qu'il fallait rester sur l'angoisse possible, sur les questions évidentes : l'observation simple.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ Le vendredi, FR 3, 20 h. 30 (jusqu'en 12 août).

TRIBUNES ET DÉBATS

— M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du P.S., dresse le bilan des séances d'actualisation du programme commun, au cours du magazine de France-Inter, à 19 h. 15.

SAMEDI 30 JUILLET
— M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C., est le rédacteur en chef et journal matinal de R.T.L., à 13 heures.

CONCORDE PATHÉ - GAUMONT MADELINE - SAINT-GERMAIN VILLAGE - MONTMARNASSE 83 - LES NATION LES FLANADES (Sarcelles) - LOUIS-JOUVE (Chateaufort)

Toute la France aime Isabelle Huppert dans

La Dentellière

CLAUDE GORETTA



Formes

Le passé lumineux et le bel aujourd'hui

La saison, ou mieux, l'année (scénariste, scénariste aussi) qui s'achève réclame un regard en arrière. Encore que la saison, ou l'année, se déroule dans le Paris civil, on va le voir, et davantage en province. En dehors des centres d'art, privés ou pas, de la création d'expositions officielles qui jalonnent les routes des vacances, il est plus d'un pôle d'attraction hors circuits, ne serait-ce qu'à Micon (homage posthume à Agathe Vélizy, aux Ursulines) ou à Bannas (art post-colonial du Pérou à la galerie Bernard).

En l'occurrence, on pense à tout autre chose : à l'Art Actuel 77 (1), qui se présente un peu comme un bilan. Alors, c'est un (grand) ouvrage de références ? Mieux que cela, bien qu'on ne sous-estime pas l'utilité du répertoire des expositions de l'an dernier et du rappel opportun, avec belles images à l'appui, de artistes qui ont fait parler d'eux depuis l'Art Actuel 76. J'ai même eu du plaisir à retrouver parmi eux quelques-uns de ceux que j'avais cru bon de signaler à leur temps : Gérard Barchiesi, Bernard Monino, Tino Cammilleri, Henri Michaux, Claude Beldjoud, Samuel Bini, Max Ray. Et il convenait de faire le point de la situation en France (Bannas, bien sûr), en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, voir sur place.

S'il ne s'agissait que d'une compilation, ce n'était qu'un intérêt limité. Par bonheur, cette actualité à peine épuisée fournit matière à réflexion (2) qu'il fallait ordonner, dont il fallait dégager les grandes lignes. C'est fait. Pas de tentatives nouvelles n'ont surgi. La notion d'avant-garde semble

entièrement dévalorisée, souligne Jean-Luc Daval. Ce n'est peut-être pas seulement la faute de la crise économique qui, d'autre part, est devenue récurrente sur le marché de l'art, mais bon gré, mal gré, les artistes veulent sortir du système. Si l'Art Actuel 77 s'articule autour du thème : « L'Art pour qui ? », c'est qu'ils cherchent à établir de nouveaux rapports avec le public. Le problème de la communication, le rôle et la multiplicité des médias, la réduction de l'environnement (la simplification à outrance) imposent plus que des divergences esthétiques. Car la dépression économique n'a pas ralenti une activité peut-être plus « graminée », autrement dit moins rémunérée, ni réduit sa complexité. Débroussailler, aussi complexe que possible dans un ouvrage qui ne néglige pas les essais théoriques, elle éclaire déjà la marche de ce qui se passe sous nos yeux. Art Actuel 78 est à l'œuvre naissant.

Dans le monde des galeries parisiennes qui donnent bon, à part les expositions individuelles survivantes (Bianchi en visible jusqu'à la fin du mois), on se sollicite par la qualité de certains accrochages. Non loin de Principe, où je me suis amusé à regarder, Bellechasse International (2) héberge une quinzaine de peintres : les « sœurs » comme Berthelme, qui vient d'être exposé, Pelayo, qui va l'être, pas mal d'autres parmi les plus grands, et un ensemble exceptionnel de croquis de couleur et d'aquarelles de la regrettée Catherine Roumèze, vibrants et sensibles, étonnants à l'extrême.

L'œil érigé (3) oscille également entre son passé et son futur. Un passé toujours présent puisque Jean-Marie Quenec'h, si remarqué en mai dernier, évolue actuellement vers plus de mys-

ère et de clarté. Les quatre artistes qui ont été cette année les plus avant-gardés : Dominique Garbier, avec ses croquis de la Villa Médici, prévus pour ce dimanche ; et les élus de 1976, Fernand Lévi et ses paysages abstraits, Daniel Moles, son figuratif, lui, et ses compositions aux harmonies d'allures de couleurs, enfin Guilain Simon, dont on a pu ailleurs admirer le « Bestiaire » et son humour poétique, démontre qu'il n'est pas seulement un prodigieux graveur.

Il faut revenir à Bannas (4), lieu d'artifice assurée (par mimetisme) de la saison, ou de l'année. Ses lithographies qui illustrent l'Opéra, le Brucato, de Jean Tardieu, et l'« Etrange » d'Alain Delabaye, servent de prétexte au rassemblement d'innombrables aquarelles, où l'œil étonné de Bannas et le sien se sentent à l'aise. Toutes datent de 1976 ou de 1977. Son lyrisme transparent s'exprime en de fausses aquarelles. Les nuances jouent avec les couleurs avec les jaunes, les rouges avec les bleus, les roses avec quelque note de soleil lointain. Tardieu et ses aquarelles, aquarelles à l'infinitif, se lèvent, se referment sur eux-mêmes, mais ils s'ouvrent sur l'espace qu'ils incorporent. L'an dernier déjà, Bannas nous avait conviés à pareille fête. Pareille ? La nouvelle moisson, semble-t-il, apporte quelque chose de neuf.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Editions d'art Albert Skira. Exhaurition Pléiade. (2) 26 bis, boulevard Sébastopol. (3) 14, rue de Sévigné. (4) Galerie Margit, 24, rue Treillard.

هنا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'ÉVOLUTION DES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE

Selon l'INSEE

POINT DE VUE

**LE COUT DE LA VIE
A AUGMENTÉ DE 0,8 %
EN JUIN**

La hausse du coût de la vie a été limitée en juin (+0,8 %) qu'au cours des deux mois précédents (+0,9 % en mai et +1,5 % en avril). En un an, la hausse reste supérieure à 10 %.

L'indice des prix de détail, calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970, s'est inscrit à 183,5 en juin contre 181,1 en mai, soit une hausse de 0,8 %. L'indice a augmenté de 5 % au cours du premier semestre de cette année et de 10,2 % en douze mois. Le rythme annuel d'inflation, calculé sur les trois derniers mois, reste fort : +13 %.

La hausse des produits alimentaires (+1 %) est certes beaucoup moins élevée qu'au cours des deux mois précédents (1,7 et 1,8 %) mais atteint 14,6 par rapport à juin 1976. Ce sont les boissons non alcoolisées (les baisses des prix de gros du café ne se sont pas encore répercutées sur les prix de détail), et les fruits et légumes qui ont enregistré, en juin, les plus importantes hausses : respectivement +3,1 % et +2,7 % en un mois. En revanche, les prix des viandes de boucherie n'ont augmenté que de 0,4 % et ceux des volailles ainsi que les œufs ont baissé.

La hausse des prix des produits manufacturés, intégrés en partie à l'augmentation des tarifs de l'essence intervenue en milieu de mois, est restée identique à celle du mois précédent : +0,7 %. Ce sont, comme en avril et mai, l'habillement et le meuble qui augmentent le plus.

Enfin, on note un sensible ralentissement dans l'évolution des prix des services : +0,5 % contre +0,9 % en mai et +1 % en avril. Cette tendance pourrait être inversée en juillet en raison de l'augmentation des prix des loyers et des tarifs de la R.A.T.P.

Rappelons que, selon l'indice des prix de la C.G.T., la hausse a été de 1 % en juin et de 12,4 % en un an. Commentant les résultats de l'indice officiel des prix de juin, M. Robert Boulin, ministre délégué à l'Énergie, a déclaré le 29 juillet : « L'indice de juin confirme la tendance à la déflation apparue le mois précédent : la hausse des prix a représenté 1,3 % en avril puis 0,9 % en mai, 0,8 % en juin. Ce dernier chiffre est encore enclavé en raison de la hausse des produits alimentaires, et notamment des produits importés, mais un net ralentissement s'est déjà dessiné sur la part des services et de la plupart des produits manufacturés. Cela montre, lorsque la réglementation des prix est respectée, que la modération de la progression des salaires se traduit par un ralentissement de l'inflation ».

Celui-ci n'apparaît encore que progressivement, mais il doit se confirmer : le maintien de la discipline actuelle, joint à des approvisionnements plus favorables pour les produits alimentaires, doit permettre d'aborder la rentrée dans de meilleures conditions ».

Augmentation du prix du pain.

La hausse du prix du pain est de 5 centimes pour la baguette de 150 grammes, qui passe ainsi à 1,15 franc, et de 15 centimes pour le pain de 400 grammes, qui coûtera désormais 1,75 franc. Le gros pain, qui est peu fabriqué à Paris, coûte 20 centimes de plus par kilo. Les boulangers sont autorisés à vendre la demi-baguette 60 centimes. Dans le reste de la France le prix du pain augmentera également le premier août, les tarifs étant fixés par les services départementaux de la concurrence et des prix.

Indices et pouvoir d'achat

par
JEAN-LOUIS MOYNOT (*)

L'INDICE des prix à la consommation de l'INSEE est fait pour passer de la consommation globale en France à la consommation en volume dans la comptabilité nationale. Il a été conçu pour cela et non pas pour entrer dans le calcul du pouvoir d'achat des salaires relativement aux prix des biens et services de consommation. Cette seule raison fait que les responsables de l'INSEE, jusqu'à son directeur général, prétendent qu'on ne l'emploie pas pour cet usage au fond abusif.

L'indice des prix de la C.G.T. est, au contraire, conçu pour entrer dans le calcul du pouvoir d'achat et non pour la comptabilité nationale. Par conséquent, dire qu'il n'est pas cohérent avec les données de cette dernière n'a aucune signification et cela élimine le seul argument que l'agressivité patronale ou gouvernementale ait pu trouver contre lui, mises à part les insinuations aussi hypocrites que ridicules sur la manière dont les enquêteurs de la C.G.T. relèvent les prix. Et notons que des différences notables entre la conception des deux indices résident dans la façon dont est pris en compte l'effet qualité des produits nouveaux et dans le traitement des variations saisonnières de prix.

Il reste, et c'est encore plus important, à comprendre pourquoi, dans la pratique, les prix au moyen d'enquêtes en partie comparables par la C.G.T. et par l'INSEE suivent des mouvements différents.

Secret, statistique et pouvoir

Les conventions de la statistique officielle se relient aux théories qui, dans le système actuel, expriment la version officielle des rapports sociaux existants, et justifient le rôle de l'Etat comme sa pratique administrative. Par exemple, M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Malinvaud, directeur de l'INSEE, affirment que le secret statistique serait une garantie d'indépendance du travail des statisticiens, et que l'absence de ce secret rendrait le travail des statisticiens dépendant des intérêts économiques en cause.

Mais, en même temps, ces conventions se relient aussi, sans le moindre doute, aux besoins de la politique de l'Etat qui n'est pas neutre (en dépit des théories officielles) ni impuissant dans les rapports sociaux. Ainsi, pourquoi maintenir un secret absolu à l'égard du public et des organisations syndicales, alors qu'il est véritablement impossible (l'INSEE le reconnaît) de la maintenir à l'égard des commerçants et grandes surfaces où les prix sont relevés ?

Pourquoi, employe-t-on trois cents personnes pour établir cet indice en principe conçu pour la comptabilité nationale, alors qu'on en emploie cinq pour l'indice des prix de gros de la même comptabilité ?

Pourquoi, le travail est-il organisé de telle façon qu'il soit impossible à quiconque d'avoir une vue complète des problèmes soulevés par le traitement et l'agrégation des données ?

N'est-il pas évident — vu l'usage imposé de l'indice pour les négociations salariales — que l'Etat, le pouvoir politique, ont besoin d'un instrument qui, à travers différents mécanismes plus ou moins subtils, par construction et par les conditions de son fonctionnement, minimise la hausse de prix subie par les travailleurs ?

Pour-on croire qu'une enquête administrative auprès du commerce de détail peut être, par l'effet magique de secret statistique, purifiée de la pression qu'est susceptible d'exercer l'Etat sur les prix, soit par entente avec le secteur capitaliste concentré, soit par répression sur les petits commerçants.

Nous savons très bien que les enquêteurs et les statisticiens ne sont pas en cause dans cette affaire. Beaucoup d'entre eux sont syndiqués chez nous.

Mais, à une époque où on théorise beaucoup sur la question du pouvoir, on devrait savoir que l'influence diffuse et multiforme de ce pouvoir se manifeste en toutes circonstances et inévitablement en présence d'un acte administratif. La vérité est que les articles dont les prix sont relevés — et qui sont connus des commerçants — augmentent moins que la moyenne des autres articles comparables parce que les commerçants et les grands magasins intègrent dans leurs décisions ce qu'ils supposent — non sans raison — ou savent être la volonté du pouvoir quant à l'évolution de cet indice. Et cela est possible car le sondage ne porte que sur une faible proportion des produits vendus et des points de vente.

L'expérience que nous avons à la C.G.T. (six années et demie) de relevés de prix mensuels par une trentaine d'enquêteurs nous a tourné

quantité de données sociologiques concrètes sur la réaction des commerçants aux enquêtes de prix. De toute évidence, ils n'aiment pas cela. Mais, dans notre cas, le pire qui puisse arriver est que, sourd à notre argumentation, un commerçant refuse d'adhérer qu'il a intérêt à ce que le pouvoir d'achat de ses clients soit bien défendu grâce à un indice de prix honnête et qu'il expulse définitivement notre enquêteur. Cela pose alors un problème technique, hautement rare, mais n'introduit jamais un biais systématique. Les commerçants, comme les vendeurs, généraux, ou les directions des grands magasins savent parfaitement que la C.G.T. n'a sur eux aucun droit ni aucun pouvoir coercitif.

Toute cette expérience est à la base de notre thèse sur la distorsion qui se manifeste sur les prix des articles relevés par l'INSEE du fait même qu'ils sont soumis, à la connaissance du commerçant, à enquête administrative. Et cette thèse tient parfaitement même en l'absence de violation caractérisée du secret statistique au profit d'autres administrations.

On nous a cependant toujours opposé l'honnêteté des enquêteurs et le respect de ce secret.

Les enquêtes ne sont pas en cause. En revanche, après quelques incidents anecdotiques mais révélateurs (taxation de certaines variétés de pommes de terre, annulation de l'augmentation du tarif du Compteur bleu E.D.F.), une information récemment rendue publique (il s'agit d'un décret du 18 février 1976 de la sous-direction des affaires communales à la direction générale de la concurrence et des prix) prouve que les directions régionales de l'INSEE ont transmis pendant un an à ce service les relevés de prix de détail dans un certain nombre d'agglomérations en vue d'une étude comparative.

Pire, ladite circulaire indique clairement que si les anomalies relevées découlent du non-respect de la réglementation, elles doivent être rapidement sanctionnées. Et l'information non dénuée d'intérêt, une annexe à la note se plaint de la « carence » de quelques directions régionales de l'INSEE qui n'ont pas transmis les informations. Cela laisse tout de même à penser que, concrètement, le secret statistique ne protège pas grand-chose du côté des administrations chargées de la surveillance et de la répression.

Protéger et contrôler

En fait, c'est bien au niveau des prix concrètement relevés que se situe la distorsion de base entre l'indice officiel des prix et celui de la C.G.T.

On sait que dans les années fortement inflationnistes que nous connaissons depuis 1970, l'écart est de 4 à 4 points par an. L'écart n'est pas mince. Si l'on s'en tient aux chiffres officiels, le pouvoir d'achat des salaires horaires des ouvriers se serait accru de 28 % en cinq ans. On ne peut que constater à toute personne qui serait convaincue de l'exactitude d'un tel chiffre d'interroger avec précision quelques dizaines d'O.S. et d'observer leurs réactions.

Que demandons-nous ? Tout simplement un instrument de mesure honnête et approprié à son objet. Nous ne croyons pas qu'on puisse supprimer complètement les biais de l'enquête administrative. Tout en poursuivant des buts radicalement différents, un pouvoir politique démocratique exercera aussi — il faut le souhaiter — une forte influence et sera, par le canal des administrations publiques, des moyens d'action pour assurer la réussite de sa politique.

Il faut donc chercher ce qui peut contrebalancer et éventuellement corriger un tel phénomène. Puisque le biais tient notamment au fait que le secret n'existe pas réellement du côté du commerce, des services marchands et des administrations, il faut lever ce secret du côté des consommateurs et donner aux organisations qui les représentent, en premier lieu les syndicats, le moyen d'exercer un contrôle sur les informations collectées et les conditions dans lesquelles elles sont utilisées. C'est le sens de la demande que nous avons clairement formulée d'une commission de contrôle de l'indice. Cette levée du secret est d'ailleurs la préalable à toute discussion sénése sur quantité de problèmes techniques ou de principe. Il faut savoir de quoi l'on parle concrètement. La position gouvernementale actuelle est, faut-il le rappeler, un refus borné d'un tel contrôle démocratique.

Il est très probable qu'il faudrait compléter ce dispositif par une réglementation ad hoc accordant une protection spéciale aux commerçants auprès desquels on a fait une enquête vis-à-vis des sanctions administratives (question délicate mais qui doit être envisagée) et par une législation réprimant sévèrement les pratiques manipulatoires de prix qui sont courantes dans le grand commerce centré.

Enfin, et ce n'est pas un préalable mais une condition nécessaire, il faut discuter dans un lieu approprié (peut-être une commission spécialisée du Conseil national de la statistique), les caractéristiques de principe et les principales données techniques du fonctionnement d'un indice de prix dont les conventions soient appropriées pour le faire, entrer dans le calcul du pouvoir d'achat des salaires et des revenus des salariés. Il ne s'agit aucunement d'un « indice de dépenses » mais bien d'un indice de prix approprié.

C'est cette dernière demande que la presse qualifie parfois de revendication d'un indice négocié. Il ne s'agit pas pour les syndicats de se substituer aux spécialistes de l'institut national. Mais, les organisations syndicales, dont les centres d'études et les dirigeants ont les compétences nécessaires en matière de statistique sociale, sont les seules aptes à garantir qu'un tel instrument conviendrait effectivement à la protection du pouvoir d'achat. Leur accord sur les conventions adoptées est donc la condition sine qua non de la validité d'un nouvel indice.

Voilà quelles sont les questions essentielles.

Il est souhaitable qu'on en vienne au débat sur ces points et non plus seulement sur leurs conséquences pratiques.

Ainsi, le fait que l'indice officiel « lisse » les variations saisonnières normales des fruits et légumes en donnant pour les postes correspondants la moyenne des deux derniers mois (ce qui pour contrepartie qu'il met deux mois à enregistrer l'onde de choc d'une hausse importante et brutale) est une convention décalée du fait que la comptabilité nationale a un rythme annuel et non mensuel. Mais, cela ne peut convenir à un indice destiné à garantir au mois le mois le pouvoir d'achat des salaires. Il n'est donc pas correct, quand un relevé se rattache partiellement, de renvoyer les deux techniques des deux à des estimations que ce qui est véritable un mois devient mensonge l'autre. Le « lissage » saisonnier est un biais important, mais on ne peut le comprendre qu'en référence aux questions essentielles. Il en va de même de l'« effet qualité ». Et par-dessus tout cela, il y a la divergence entre le mouvement des prix réellement relevés par l'enquête administrative et le mouvement réel de l'ensemble des prix.

Le vrai débat

La sagesse commande d'en venir au vrai débat. La direction de l'INSEE, en particulier, n'a aucune raison de se désolidariser en encourageant les mauvaises querelles du gouvernement. Le programme commun prévoit notamment qu'un indice de prix approprié à la détermination du SMIC et à l'échelle mobile sera établi avec l'accord des organisations syndicales. Nous souhaitons, pour notre part, aborder cette discussion dans des dispositions d'esprit mutuellement favorables avec l'administration de l'INSEE.

Il est facile de s'esbaudir du fait qu'aux mois de mars et d'avril l'augmentation de l'indice des prix de la C.G.T. a été successivement inférieure puis égale à celle de l'indice officiel. Cela se produit presque systématiquement à cette période de l'année en raison des phénomènes saisonniers. Ce qui compte, c'est que sur les douze derniers mois — comme toujours — l'écart est largement supérieur à 2 %.

Une dernière remarque : nous parviendrons certainement un jour à un accord sur les principes et la technique d'un indice approprié, établi par l'INSEE, mais nous n'en continuerons pas moins à relever les prix et à calculer un indice C.G.T.

En matière d'information économique, aucun instrument ne peut être considéré comme l'expression de la vérité absolue. Et le pluralisme est dans ce domaine aussi une garantie. La meilleure méthode est de se livrer à une évaluation périodique — tous jours critique — des données fournies par les différents instruments existants. C'est bien pourquoi la volonté gouvernementale d'imposer la seule indice des 255 postes est intolérable.

(*) Secrétaire confédéral de la C.G.T.

L'emploi, une affaire régionale

Deux décrets étendant le rôle des établissements publics régionaux dans le domaine de l'emploi ont été publiés au « Journal officiel » du 28 juillet. Le premier texte autorise les régions à faciliter — par la création d'un fonds de garantie — le cautionnement de prêts consentis à des petites entreprises industrielles. L'autre décret les autorise à créer une prime régionale (au maximum 80 000 F), qui peut être cumulée avec les aides de l'Etat.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, rappelle à ce propos le rôle des régions dans le développement économique et l'emploi.

« Faut-il confier aux établissements publics régionaux l'attribution de crédits d'équipement de l'Etat ? — Je rappelle que les établissements publics régionaux participent déjà très largement à la répartition des crédits de l'Etat, puisqu'ils donnent leur avis sur les crédits de catégorie 2 et 3 qui représentent, en 1974, plus de 8 milliards de francs sur un montant total de crédits d'équipement régionaux de 14 milliards de francs. Bien plus, depuis 1976 les établissements publics régionaux ont un pouvoir de décision et non plus simplement d'avis en ce qui concerne certains crédits de catégorie 3. Avant d'élargir le domaine sur lequel s'étend ce pouvoir de décision des E.P.R., il convient d'apprécier les résultats de cette première décentralisation.

« Vous voyez qu'ainsi, depuis 1972, la décentralisation a progressé régulièrement en leur faveur. Je tiens néanmoins à affirmer que, pour moi, la décentralisation des pouvoirs doit se faire non seulement au profit des régions, mais aussi au profit des autres collectivités locales et en particulier des communes. La consultation, lancée par le gouvernement auprès des maires de France, devrait la faire progresser de façon significative.

« Il ne faut pas, enfin, oublier l'outil principal de la région, le vote par le conseil régional. Si elle l'utilise d'une manière optimale, c'est-à-dire si elle évite de disperser ses interventions, elle peut agir sur le développement économique régional en répondant avec l'Etat à la réalisation de nouvelles infrastructures à frais partagés. C'est l'objet des programmes d'action prioritaire d'intérêt régional (PAPRI). Au titre du seul ministère de l'équipement,

j'ai personnellement conclu treize programmes routiers représentant plus de 3 milliards de francs de travaux ; trois programmes intéressant les voies navigables et les ports maritimes pour 670 millions de francs de travaux. C'est sûrement dans cette direction que le développement des relations entre l'Etat et la région est le plus porteur d'avenir.

« Seriez-vous partisan de confier aux établissements publics régionaux l'affectation des primes de développement régional et de localisation des activités tertiaires ? — Vous savez que dans un souci de simplification, et pour rapprocher l'utilisateur, c'est-à-dire l'entrepreneur, du décideur, nous avons confié, il y a un an, au préfet de département, la tâche d'attribuer ces primes pour les investissements allant jusqu'à 10 millions de francs. Mais la vraie question est de savoir si les critères d'octroi des primes doivent être écartés de la bataille de l'emploi. En particulier, il est souhaitable qu'elles soient progressivement rendues capables de résoudre leurs problèmes localisés d'emploi, ceux qui n'ont pas une gravité rendant nécessaire l'intervention de la solidarité nationale. C'est le sens des deux décrets parus au Journal officiel.

« Enfin, je pense qu'une structure de liaison pourrait être créée dans chaque région entre la représentation régionale et la société de développement régional. »

PRESSE

LE CONFLIT DU «PARISIEN LIBÉRÉ»

Une mise en garde du Livre C.G.T.

La signature de l'accord conclu entre la direction du « Parisien Libéré » et le Syndicat du Livre C.G.T. n'a toujours pas reçu l'aval du gouvernement. Avant son départ en vacances sur la Costa-Brava, M. Barra a confié le dossier à M. Beullac, ministre du travail. Celui-ci aurait informé M. Claude Bellanger, P.D.G. du « Parisien Libéré », que le premier ministre trouvait inadmissibles certains termes de l'accord conclu le 11 juillet.

Dans une déclaration, faite jeudi 28 juillet, la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. et le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. affirment que le refus du gouvernement de parapher l'accord pourrait entraîner « un rebondissement du conflit dans la presse parisienne » et provoquerait « des répercussions à l'échelle nationale ».

Les organisations syndicales expliquent : « Toutes les dispositions contenues dans l'accord, mis au point par le « Parisien Libéré », ont pour objet de réajuster la situation actuelle moyenne en vigueur dans la presse parisienne, tant en matière de salaires que de conditions de travail et de garanties sociales de diverses sortes. » La F.F.T.L. et le Comité intersyndical rappellent que cette clause « commande toute solution au conflit et en est une condition absolue ». « En ce qui concerne le financement, précise la déclaration, le conflit a occasionné des pertes et des dommages graves aux travailleurs du Parisien Libéré, dont les droits ont été grossièrement violés. »

« Les travailleurs ont droit à des réparations. En particulier ils ont le droit de recevoir les indemnités que leur donnerait de toutes façons un jugement des prud'hommes, ainsi que le réajustement de la couverture sociale de leurs droits à la retraite durant toute la période du conflit. »

« Le maintien des exigences du gouvernement équivaudrait à la volonté d'empêcher une solution, pourtant déjà mise au point avec la direction du Parisien Libéré. Cela entraînerait la réouverture de l'assemblée du conflit dans toute la presse parisienne et aurait des répercussions à l'échelle nationale. »

« La F.F.T.L. et le Comité intersyndical, conclut la déclaration, tiennent à une solution positive et, comme toujours, sont disposés

Tapis d'Orient Galeries Lafayette

**Cet été
10% d'escompte
pour tout achat
d'un tapis d'Orient**

Ex. : un tapis de chine noué main
100 % pure laine 183 x 274 cm
6900 F
- 10 % 6210 F
total 6210 F
Jusqu'au 20 août.

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Selon l'O.C.D.E.

Il est peu probable que le taux de croissance atteigne 5 % en 1977 en Allemagne fédérale

La République fédérale d'Allemagne, en cette fin de l'été, ne voit pas l'été. L'étude annuelle que lui consacrent les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) — et qui est publiée ce 29 juillet — rappelle que, « au cours des dix-huit derniers mois, la production a augmenté à un rythme rapide, encore qu'irrégulier, à partir du niveau déprimé de 1975, et les efforts visant à rétablir une plus grande stabilité des prix, à réduire l'excédent extérieur courant et à consolider les finances publiques ont donné des résultats considérables ». Les importantes gains de productivité et le ralentissement des hausses de salaires ont notamment permis de faire tomber le taux d'inflation au-dessous de la barre des 4 %.

Mais cela n'a pas permis de réduire sensiblement le chômage, et les entrepreneurs restent indécis sur la nécessité d'investir. Ainsi, l'O.C.D.E. est-elle d'un optimisme modéré pour l'avenir. « Il semble assez peu probable que les projections officielles établies en janvier et prévoyant une croissance de 5 % du P.N.B. réel entre 1976 et 1977, ainsi qu'une réduction de l'effectif des chômeurs à moins de 500 000, puissent être réalisées ».

C'est la demande extérieure qui a contribué « de façon cruciale » à faire sortir l'économie allemande de la récession et à soutenir son essor. Les exportations ne représentent-elles pas 38 % du P.N.B. ? Or, pour les experts de l'O.C.D.E., « seuls les marchés de l'Europe occidentale ont permis une activité florissante en 1977 ».

Stant données les difficultés des grands partenaires occidentaux de l'Allemagne et l'importance de l'endettement des pays de l'Est, leurs importations de produits allemands devraient augmenter dans de modestes proportions. « Il est nécessaire que les importations de l'Allemagne progressent plus vite que ses exportations, (...) contribuant à réduire le déséquilibre considérable des

balances de paiement à l'intérieur de la zone O.C.D.E. », affirment donc les économistes du château de la Muecke, ajoutant qu'il incombe aux pays qui se trouvent dans une situation « relativement favorable » de jouer un rôle de premier plan dans le soutien de la reprise.

Cette situation, qui n'est pas « pleinement satisfaisante » au plan international, ne s'est pas non plus d'un point de vue intérieur. En 1976, en effet, le nombre moyen des chômeurs inscrits a été de 1 000 000, soit 4 % de la population active. Dans ces conditions, la question de savoir comment réduire le chômage sans compromettre la stabilité des prix demeure au premier plan du débat économique. Pour l'O.C.D.E., l'un des objectifs majeurs est d'assurer une reprise de l'investissement productif. Car « un accroissement substantiel des investissements créateurs d'emploi sera nécessaire pour réduire la composante non conjoncturelle du chômage ».

L'O.C.D.E. s'attend d'un certain manque de confiance des chefs d'entreprises malgré une augmentation du taux d'utilisation des capacités et une amélioration des marges bénéficiaires.

● L'évolution du marché du travail en R.F.A. n'a pas été favorable au cours du premier semestre 1977, constate l'Office fédéral du travail dans un rapport publié le 28 juillet. En moyenne, le nombre de chômeurs s'élève à 1 090 511 pour ces six premiers mois, ce qui correspond à 4,8 % de la population active. Depuis le mois de mars, précise l'Office, le chômage partiel a tendance à augmenter. Cela a entraîné la fédération des syndicats ouest-allemands (D.G.B.), à préconiser, le 28 juillet, l'accélération de la demande par un relèvement du pouvoir d'achat, ainsi qu'une réduction du temps de travail. — (A.F.P.)

Le groupe alimentaire italien Unidai est sur le point de déposer son bilan

De notre correspondant

Rome. — Une grève a été organisée le jeudi 28 juillet dans la province de Milan pour protester contre le projet de mise en liquidation d'une des principales sociétés alimentaires italiennes, Unidai, qui emploie sept mille cinq cents personnes. Contrainte à 58 % par le groupe public IRI, cette entreprise était née en mai 1976 de la fusion de deux grands noms de la pâtisserie italienne, Motta et Alemagna. Ses pertes n'ont cessé de croître, pour atteindre quelque 100 milliards de lire, soit 350 millions de francs, au cours des deux dernières années. Estimant qu'elle ne peut plus être relevée, l'IRI refuse de la financer davantage et semble décidé, malgré l'opposition des syndicats, à lui faire déposer son bilan.

L'affaire Unidai illustre les difficultés des grosses sociétés alimentaires, qui sont concurrencées par des petites entreprises, plus souples et donc moins chères. Elle témoigne d'autre part du remodelage qui règne au groupe IRI, dont les méthodes sont fortement contestées. Le cas d'Unidai est, d'une certaine façon, exemplaire, car l'Italien n'a pas l'habitude de « laisser tomber » les sociétés privées dont il avait assuré le sauvetage à coups de milliards.

Les syndicats ne l'y encourageant d'ailleurs pas, même s'ils sont les premiers à dénoncer le mode de gestion du secteur public, où le « clientélisme » politique fait des ravages.

L'IRI souhaite restructurer son secteur alimentaire. Il l'avait déjà fait savoir aux syndicats d'Unidai en octobre 1976, proposant deux mille six cents licenciements. Ce projet fut jugé irréalisable, mais les prix de deux mille employés, sentant les choses se gâter, quittèrent l'entreprise. Les syndicats ré-

clament le maintien des emplois restants et souhaitent qu'Unidai diversifie ses activités pour s'insérer davantage dans la grande consommation. Cela ne nécessiterait pas, selon eux, de fortes dépenses, compte tenu du matériel de refroidissement que possèdent Motta et Alemagna, lesquels contrôlaient jusqu'à une date récente une grande partie du marché des glaces en Italie.

ROBERT SOLÉ

MORT DE L'ÉCONOMISTE AMÉRICAIN OSKAR MORGENTHAU

L'économiste américain Oskar Morgenthau est mort le 26 juillet à Princeton (New-Jersey). Il était âgé de soixante-quinze ans.

(Né en Allemagne en 1902, Oskar Morgenthau fait ses études en Autriche et est, en 1933, docteur en sciences politiques de l'université de Vienne. Directeur d'un institut de recherches économiques, il est obligé de quitter Vienne en 1938 lors de l'occupation hitlérienne. Il se rend aux États-Unis, dont il prend la nationalité.)

En 1945, il publie, avec John von Neumann, l'ouvrage *Théorie des jeux* et s'occupe de l'économie. Il aura exercé une très grande influence. Il y démontrera que la théorie des jeux peut être appliquée chaque fois qu'un décideur est confronté à un problème dont il ne contrôle pas les données locales. Ses travaux dans les affaires qu'en médecine ou dans la stratégie militaire.

Parallèlement, l'économiste des théories mathématiques en économie, O. Morgenthau a été professeur à l'université de New-York, puis à l'université de New-York.

AGRICULTURE

L'installation des grands élevages porcins et avicoles sera soumise à autorisation

Les dossiers laissés en suspens lors de la conférence annuelle agricole du 7 juin dernier, ont été repris le 27 juillet par le ministre et le secrétaire d'État à l'Agriculture avec les représentants professionnels en présence de M. Michel Rocard, ministre de la culture et de l'environnement, et Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement. Une série de décisions ont été prises :

● L'axe de correspondance entre le lait et la consommation nationale destinée à financer la répartition des excédents laitiers sera précisée en France à compter du 15 septembre sous la forme d'une taxe parafiscale. En raison de l'hostilité des exploitants à ce mécanisme, la France a toutefois posé un certain nombre de préalables dont la diminution des montants compensatoires monétaires allemands.

● *Élevage hors-soi.* — Le principe de la limitation de la taille des élevages avicoles et porcins avait été arrêté en 1976. Finalement, c'est un mécanisme d'autorisation au-delà d'une certaine taille

(soixante porcs ou bien cinq truies, ou bien trois truies et cinquante porcs, ou bien quatre truies par hectare), qui fera l'objet d'un projet de loi. Trois pour cent des éleveurs seront concernés.

● *Pratiquants autorisés du Sud-Ouest.* — Le ministre a présenté les mesures arrêtées le matin par le conseil des ministres.

Logement en milieu rural. — Le secrétaire d'État au logement a présenté les modalités de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) dans les campagnes, l'objectif du gouvernement étant de diffuser les logements locaux.

● *Architecture.* — M. d'Ornano a indiqué qu'il n'entendait pas modifier la nouvelle législation sur l'architecture en faveur de l'agriculture. Seule une accélération des procédures est envisagée.

L'ordre du jour de la réunion faisait également état de discussions sur les groupements fonciers agricoles et les exportations, mais ces points n'ont pas été abordés.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Pont-à-Mousson S.A., filiale du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson,* vient de porter de 40 à 66 % sa participation dans le capital de la SAFAG, une société spécialisée dans la production des matériels de robinetterie et d'accessoires de tuyauteries industrielles.

● *L'Union des syndicats bretons de salonniers (U.S.B.S.)* réunie à Lézardrieux (Côtes-du-Nord) en assemblée générale a annoncé qu'elle se fixait un programme de développement de sa production de 50 % en cinq ans. A cette augmentation de production correspondrait la création de mille cinq cents emplois nouveaux. L'U.S.B.S. groupe près de soixante-dix entreprises de salonniers bretonnes qui assurent environ six mille emplois directs. Les objectifs ainsi établis se fondent sur une récente enquête de la chambre régionale de commerce et d'industrie, sur les réserves actuelles de production (20 % des entreprises) et leurs programmes d'investissements.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Fr. suisse	Fr. français
60 heures	5 1/4	3 3/4	1 1/2	1 1/2
1 mois	6 1/2	3 3/8	1 7/8	2 3/8
3 mois	7 1/2	3 3/4	2 1/2	3 1/2
6 mois	8 1/2	3 3/4	3 1/2	4 1/2

Conflits et revendications

● *Vichy : la grève se poursuit.* — La grève de vingt-quatre heures organisée le jeudi 28 juillet aux établissements thermiques de Vichy par la C.G.T., a été reconduite vendredi. Le mouvement déclenché pour des revendications salariales avait été suivi d'emblée par une large majorité du personnel : 88 % selon les syndicats, 76 % selon la direction. La grève — qui de concert pas le hall des sources ni l'Institut Louis-Botet pour la rééducation fonctionnelle — affecte surtout les services de soins, actuellement dispensés aux curistes avec le concours du personnel de maîtrise et de quelques non-grevistes.

Syndicats

● *Réintégration d'un délégué C.G.T.* — La Fédération nationale des transports C.G.T. se félicite de la réintégration d'un des membres de la direction de la société France Transport Domicile. La Fédération appelle à la continuation de la « lutte pour le respect de l'extension des libertés syndicales ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIEUX

Le conseil d'administration de la Compagnie financière Delmas-Vieux (Société holding du groupe Delmas-Vieux) réunit le 28 juillet 1977 sous la présidence de M. Tristan Vieilleux, a arrêté les comptes de l'exercice 1976-1977 qui commencent le 1^{er} juillet 1976, s'est terminés le 30 juin 1977.

Le compte d'exploitation fait apparaître un bénéfice de 10 millions 842 021,79 contre 9 273 884,15 l'an dernier. Aux comptes de pertes et profits, les plus-values hors exploitation ressortent à 8 131 108,94

contre 7 183 320,90 et le bénéfice net s'établit de ce fait à 18 969 656,15 contre 9 256 074,23.

Le conseil proposera à l'assemblée générale, convoquée pour le 19 septembre 1977, de voter le dividende de l'exercice à 11,70 francs par action, assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 5,25 francs donnant un total de 17,55 francs par action contre 16,50 francs (dont 5,50 francs d'avoir fiscal) au cours de l'exercice précédent.

FRANCE CROISSANCE (SICAV)

	31-3-77	30-6-77
ACTIF NET	27,50	28,11
Répartition :		
— Actions françaises	14,9	14,9
— Actions étrangères	28,1	38,5
— Obligations françaises	0,3	4,5
— Autres	25,1	31,5
— Obligations étrangères	1,3	4,3
— Liquidités	8,3	6,7
	100	100
Nombre d'actions en circulation	193 318	193 328
Valeur de l'action en francs	142,28	145,20

(*) Après détachement le 2 mai 1977 d'un coupon net de 3,95 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,39 F.

PARIBAS

SÉLECTION CROISSANCE (SICAV)

	31-3-77	30-6-77
ACTIF NET	58,86	62,83
Répartition :		
— Actions françaises	15,3	18,6
— Actions étrangères	42,7	43,9
— Obligations françaises	11,5	8,8
— Autres	19,9	23,6
— Liquidités	9,8	4,1
	100	100
Nombre d'actions en circulation	113 704	105 618
Valeur de l'action en francs	499,96	500,21

(*) Après détachement le 15 avril 1977 d'un coupon net de 16,75 F assorti d'un crédit d'impôt de 3,55 F.

ÉPARGNE - CROISSANCE Société d'investissement à capital variable

Au 30 juin 1977, date de clôture de l'exercice, l'actif net était évalué, en tenant compte des produits courants déjà acquis (32 646 400 F), l'actif net de la société était évalué à 1 889 287 000 F, soit une valeur par action de 150,68 F.

La répartition de l'actif net au 30 juin était la suivante :

- Obligations françaises : 38,41 %
- Obligations étrangères : 1,80 %
- Actions françaises : 34,16 %
- Actions étrangères : 28,06 %
- Autres éléments d'actif net : 6,57 %

Il est rappelé qu'il a été mis en paiement le 31 mars un dividende net de 8,95 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,62 F, soit un dividende global de 10,57 F pour l'exercice 1976.

ÉPARGNE - OBLIGATIONS

Au 30 juin 1977, le capital de la société s'élevait à 1 027 129 928 F contre 1 077 881 820 F à fin mars de l'année 1977.

L'actif net était de 2 038 628 516,71 F (contre 1 950 538 610,88 F au 31 mars 1977) et se répartissait comme suit :

- Obligations en devises : 6,63 %
- Actions françaises : 3,16 %
- Autres actifs : 2,88 %

La valeur liquidative de l'action ressortait à 123,16 F contre 123,62 F à fin mars 1977.

Le montant des revenus et du produit des sommes disponibles acquis depuis le 1^{er} janvier 1977 représentait 5,62 F par action au 30 juin 1977.

ÉPARGNE - INTER Société d'investissement à capital variable

En tenant compte des produits courants déjà acquis (10 423 000 F) l'actif net de la société était évalué au 30 juin 1977 à 413 413 000 F, soit une valeur nette de 346,65 F par action et de 1 686 681 actions en circulation à cette date.

L'actif net au 30 juin 1977 se répartissait ainsi :

- Obligations françaises : 26,86 %
- Actions étrangères : 58,49 %
- Obligations étrangères : 4,90 %
- Autres éléments d'actif net : 9,63 %

Il est rappelé qu'il a été mis en paiement le 31 mars un dividende net de 10,50 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,12 F, soit un dividende global de 11,62 F pour l'exercice 1976.



ÉLIMINEZ SANS POLLUER MOUSTIQUES ET INSECTES VOLANTS INDÉSIRABLES

Appareil breveté utilisant la lumière et une source lumineuse pour attirer les insectes et une source électrique pour les éliminer. Aucun produit chimique. Pour intérieur et extérieur. Avec adaptateur pour 12 volts.

THIEBAUT

Spécialiste de la lutte contre les insectes

30, PLACE DE LA MADELEINE - 75008 PARIS - Tél. : 073-29-03

Ouvert tous les jours

مكتبة الأصيل

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
2. AFRIQUE
3. AMÉRIQUES
3. ASIE
4. EUROPE
4. DIPLOMATIE
5. POLITIQUE
- 6-7. LA CONTROVERSE SUR LA
POLITIQUE NUCLEAIRE
7. RELIGION
7. EDUCATION
7. SPORTS
8. JUSTICE

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 9 A 11
— Vacances en France : Une
autre lumière sur la Pro-
vence.
— Modes du temps, Slipstream.
— Faislaïr de la table.
— Jeux : échecs, bridge.
— Philatélie.

12. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- 13-14. ARTS ET SPECTACLES
- 16-17. RÉGIONS
- 17-18. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (14-15)
Annonces classées (15) : Au-
jourd'hui (15) : Carnet (15) :
« Journal officiel » (15) : Loto
(15) : Météorologie (15) : Mots
croisés (15) : Bouquet (15).

VOL SANS PRÉCÉDENT A PARIS

**Quatre malfaiteurs s'emparent
de 30 mètres cubes de pièces de monnaie
destinées à la Banque de France**

Le préjudice est estimé à 17,5 millions de francs

Quatre hommes se sont emparés, jeudi 28 juillet vers 13 heures, à la sortie de la gare de Lyon-marchandises, d'un énorme chargement de pièces de monnaie neuves, destinées à la Banque de France : 30 mètres cubes de pièces de 1 et 5 F, pour un montant total de 17 500 000 F. Ce hold-up, l'un des plus importants de ces cinq dernières années, si l'on excepte les deux pillages des caisses de la Société générale, à Paris et à Nice, pendant l'été 1976, semble aussi avoir été l'un des plus faciles : aucune mesure de sécurité n'avait été prise pour assurer le transport de « métal ouvré », dont la masse n'a pas rebuté les malfaiteurs.

Arrivé à 12 h. 30 devant le quai de la gare de Paris-Lyon marchandises, dans les entrepôts de Berg, un camion de la Compagnie nouvelle des caisses (C.N.C.) avait chargé en quinze minutes un conteneur de 30 m³ (5 m de long, 3 m de large, et 2 m de haut) d'un poids de 17 tonnes, qu'il devait déposer à la Banque de France.

Après l'opération, « j'ai démarré aussitôt », a raconté le chauffeur, M. Trotin, « je me suis engagé sur la rampe de sortie de la gare qui débouche sur le quai de Berg, peu avant le carrefour de la rue de Dijon ». Contraint de s'arrêter par un autre camion, tombé en panne devant son véhicule, M. Trotin est alors descendu pour s'entretenir avec son collègue.

A ce moment, quatre hommes armés de pistolets ont contraint les deux chauffeurs à prendre place dans une voiture garée à proxi-

mité. « L'un des gangsters, ajoute M. Trotin, est alors monté à bord de mon camion, a manœuvré pour le décaler et a gagné la rue de Dijon. Un autre gangster, dans laquelle je me trouvais avec l'autre chauffeur, a suivi. » Le « convoi » s'est engagé sur le boulevard périphérique, qu'il a quitté pour la rue de Flandre, à l'entrée du Pré-Saint-Gervais, les trois gangsters ont fait descendre leurs otages d'un moment. M. Trotin et le chauffeur du camion en panne, M. Kieffer, ont alors averti la police.

Le transporteur, présumé responsable sauf cas de force majeure, est la S.N.C.F., par le biais du Service national des messageries, de la S.C.E.T.A. (Société centrale d'exploitation des transports auxiliaires) et de la C.N.C. (Compagnie nouvelle des caisses neuves). Les responsables des transports par conteneur de vol fabuleux a-t-il été commis ? Ce n'est pas le destinataire, la Banque de France, qui se trouve lésé. Elle est dans la situation d'un client qui n'a pas reçu la marchandise qu'on devait lui fournir. La victime est le fournisseur, en l'occurrence le Trésor, qui vend à leur valeur faciale à la Banque de France les pièces de monnaie. Les responsables du vol, la Banque de France font d'ailleurs remarquer qu'elle assure, sans défaillance, la sécurité des transferts dont la charge lui incombe.

Quelle signification faut-il alors accorder à l'absence de surveillance de sommes aussi importantes ? Cette surveillance éventuelle incombe au transporteur (la S.N.C.F.). Mais, d'une part, l'expédition ne semble pas avoir manifesté jusqu'à ce jour d'exigences particulières à cet égard. D'autre part, personne n'avait envisagé que l'on puisse s'emparer d'un butin aussi lourd et encombrant. Aucun des nombreux conteneurs plombés qui circulent entre l'usine de Pessac — où sont frappées, depuis 1973, toutes les monnaies françaises — et la Banque de France n'avait jamais subi le moindre dommage.

Les opérations de contrôle lancées par la police dans toute la région parisienne dès qu'elle a eu connaissance du vol, jeudi, vers 14 h. 30, n'ont encore donné aucun résultat.

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Vif redressement du dollar

Le dollar poursuivait, vendredi matin, sa remontée, mais une grande inquiétude continuait à régner après l'agitation dont les marchés des changes ont été le théâtre depuis plusieurs jours.

Une rumeur avait couru selon laquelle les ministres des finances des « quatre » (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale et Grande-Bretagne) se réuniraient prochainement afin de discuter de la situation créée par la faiblesse du dollar. Ce projet de rencontre était attribué à M. Helmut Schmidt, ministre allemand des finances, qui s'est montré particulièrement sévère pour le laisser-aller de la politique menée par les Etats-Unis au sujet du dollar.

Cependant, à Bonn, le ministre des finances a fait savoir qu'une telle réunion n'était pas envisagée. La Rue de Rivoli, pour sa part, démentait la nouvelle de façon catégorique. « Nous ne sommes pas au courant », disait-il à Londres, parmi les proches collaborateurs du chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey.

Il reste que des entretiens pourraient avoir lieu à Paris sur la situation monétaire internationale à l'occasion de la réunion qui se tiendra le 6 août à Paris entre un certain nombre de ministres des finances des pays membres de l'O.C.E.D. et de la C.E.E. à propos de la création de la « facilité Whitehead ». La France, étant donnée sa situation déficitaire, ne participera pas au financement de cette « facilité ».

Le redressement du dollar, amorcé mercredi et surtout jeudi, s'est poursuivi et fortement accentué dans la journée de vendredi. A Francfort, le cours de la monnaie américaine, tombé en début de semaine jusqu'à 2,9450 DM, a bondi de 2,98 DM à 2,98 DM après 2,98 DM, tandis qu'à Paris, il passait de 4,83 F à 4,8650 F, ayant même touché

4,89 F. A ce niveau, la Banque de France est vigileusement intervenue pour limiter l'ampleur de la remontée du dollar, jugée excessive.

« Un marché de fous »

Ce redressement spectaculaire s'est produit sur des marchés nerveux et heurtés, « un marché de fous », s'exclamait un cambiste. Il est attribué en partie aux propos tenus par M. Blumenthal, secrétaire d'Etat américain au Trésor, qui a déclaré « ne pas être indifférent » à l'élargissement spectaculaire du déficit commercial des Etats-Unis. Il est dû également aux rachats d'opérateurs qui avaient joué la baisse du dollar les jours précédents et qui jugent prudent de se « couvrir » à l'approche du week-end et la fin du mois.

La tension sur les taux d'intérêt qui commence à se faire sentir aux Etats-Unis (et se manifeste aussi sur le marché de l'euro-dollar) après un gonflement spectaculaire de la masse monétaire a également joué un rôle dans la mesure où elle rend les dépôts en dollars plus rémunérateurs.

L'inquiétude persiste néanmoins sur les marchés des changes, où les opérateurs estiment que l'attitude du gouvernement américain, qui ne veut pas soutenir sa monnaie, n'a pas changé.

Dans le Sud-Ouest

**LES SALARIÉS LICENCIÉS
APRÈS LES INONDATIONS
TOUCHERONT L'ALLOCATION
POUR CHOMAGE ÉCONOMIQUE**

A la suite d'une réunion entre syndicats et employeurs le 28 juillet, M. Bedille, ministre du travail, a précisé les conditions d'aides aux salariés du Sud-Ouest en chômage du fait des inondations :

- 1) Les salariés des établissements arrêtés pendant deux quinzaines au plus recevront l'aide publique de l'Etat (15 francs par jour) et une aide exceptionnelle par dérogation aux règles d'assurance-chômage, de 35 francs par journée calendaire ;
- 2) Les salariés des établissements arrêtés pendant plus de deux quinzaines, mais dont la remise en activité est prévisible à court terme, percevront l'aide publique de l'Etat (15 francs par jour) et une aide exceptionnelle de 15 francs par jour, et les prestations de l'assurance-chômage (40 % de leur salaire) ;
- 3) Les salariés licenciés des établissements détruits ou dont la reprise d'activités n'est prévisible que dans un délai de plusieurs mois seront admis au bénéfice de la collaboration supplémentaire d'attente représentant 90 % de leur salaire.

Les départs en vacances

**RISQUES DE PERTURBATION
DANS LE TRAFIC AÉRIEN**

Entre ce vendredi 29 juillet et le lundi 1^{er} août, plusieurs millions de Français vont partir en vacances ou rentrer de congés. Cinq millions sont attendus sur les routes du départ, trois millions sur celles du retour. Les dispositifs habituels destinés à contrôler la circulation et à favoriser l'écoulement ont été mis en place. La S.N.C.F. durant ces quatre jours, mettra au départ des gares parisiennes 1 528 trains en circulation dont 319 supplémentaires.

Le préavis de grève, lancé au dépôt de Bordeaux pour le week-end par des syndicats (C.F.P.T., F.O. et autres) des cheminots, pourrait entraîner des perturbations locales, mais, indique la S.N.C.F., ne devrait pas perturber le service des trains de grandes lignes.

Les voyageurs aériens risquent, en revanche, d'être gênés au départ et à l'arrivée des aéroports parisiens. Les principaux syndicats du centre régional de contrôle aérien d'Atthis-Mons ont lancé une consigne de grève du sile pour toute la durée du week-end, ce qui risque d'entraîner des retards au départ, ou à l'arrivée, à Paris mais aussi en Grande-Bretagne ou en Belgique. Le personnel proteste contre les sanctions prises à l'égard de trois contrôleurs de Bordeaux et l'insuffisance des équipements mis à leur disposition dans les centres de contrôle.

Le numéro du « Monde » daté du 29 juillet 1977 a été tiré à 509 980 exemplaires.

A B C D F G H

Les incidents aux établissements Furnon

La C.G.T. a requis le concours de la force publique

Les établissements Furnon, situés à Saint-Christol-lès-Alès (Gard), ferment leurs portes, ce vendredi 29 juillet, pour quatre semaines de congés payés, sans que le conflit qui oppose, depuis la mi-avril, le P.-D. G. de cette entreprise de confection à une soixantaine d'ouvrières cégétistes soit résolu.

A la préfecture du Gard on indiquait, en effet, ce vendredi, en fin de matinée, que l'on n'avait pas encore reçu notification du recours à la force publique demandé par l'Union locale C.G.T. d'Alès, après les incidents de jeudi (le Monde du 29 juillet), en vue de faire appliquer le juge-

ment du 21 juillet de la cour d'appel de Nîmes, qui ordonne la réintégration des ouvrières syndiquées « au lieu et place qu'elles occupaient » avant le début du conflit.

A propos de la « bagarre » de jeudi entre M. Gérard Furnon et des militants de la C.G.T., on précisait, à la préfecture du Gard, que cet événement avait été « exceptionnellement grave par l'intensité de la violence ». En fait, le patron gardais n'a pas été blessé.

En revanche, il a une nouvelle fois refusé de réintégrer ses ouvrières syndiquées, ce qu'a constaté un huissier mandaté par la C.G.T. Au ministère du travail, on indiquait aussi, ce vendredi, que l'inspection du travail d'Alès et la direction départementale du travail du Gard avaient à maintes reprises relevé les infractions commises par M. Gérard Furnon, relatives à l'exercice des droits syndicaux.

Mais la C.G.T. n'ayant pas, jusqu'à jeudi après-midi, demandé, pour diverses raisons, le concours de la force publique, cette dernière ne pouvait pas intervenir. Les quelque soixante ouvrières syndiquées s'apprêtent donc à passer de tristes vacances : elles ont perçu leur dernier salaire fin avril. Leur patron, qui, même depuis cette date, un « combat » parfaitement légal, les considère en effet comme grévistes.

M. C.

En Israël

RECURRESCENCE D'ATTENTATS ATTRIBUÉS A DES PALESTINIENS

(De notre correspondant.)

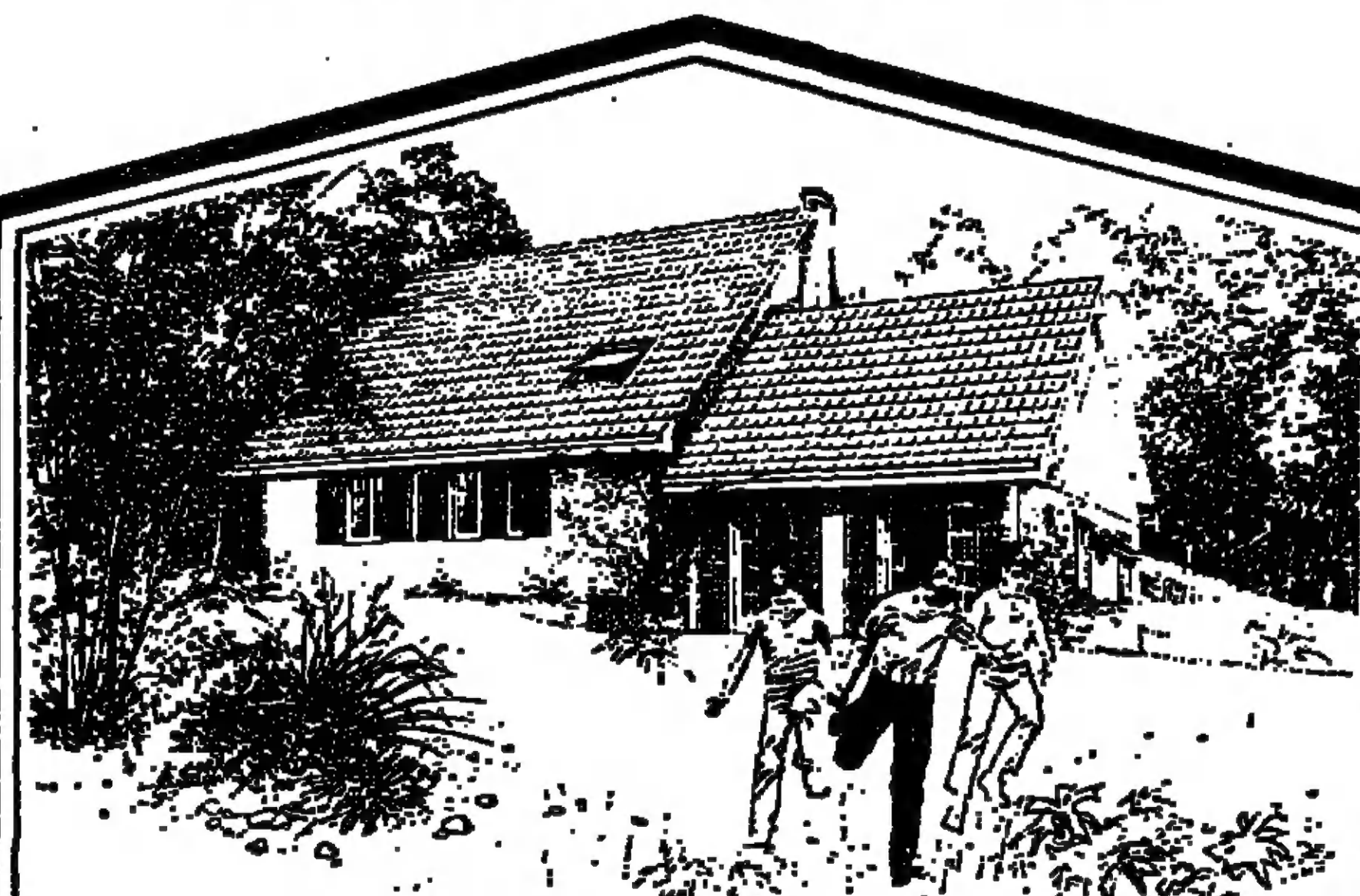
Jérusalem. — L'explosion, jeudi 28 juillet, d'une bombe au marché de Beer-Cheva, faisant vingt-huit blessés, dont un seul a été grièvement atteint (nos dernières éditions du 28 juillet), porte à sept, en deux semaines, le nombre d'attentats attribués aux organisations palestiniennes. Trois d'entre eux ont eu pour cadre les marchés de Petah-Tikva (où une femme a été tuée), de Tel-Aviv, le 27 juillet, et de Beer-Cheva, ainsi qu'un supermarché à Naharya, ville côtière proche de la frontière libanaise. Les autres ont atteint, en se faisant, que de légers dépôts matériels et peu de blessés, un autobus et des voitures, à Jérusalem.

L'auteur de l'attentat du 26 juillet au marché de Tel-Aviv a été arrêté par la foule et livré à la police. C'est un jeune homme de Naplouse, dont les avocats ont été précipités pour les enquêteurs des services de sécurité.

Les autorités israéliennes estiment que cette recrudescence d'attentats pourrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin de la visite au Proche-Orient du secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, et demandent à la population d'observer la plus grande vigilance. — A. Sc.

Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS A ST-WITZ ET A BOUFFEMONT



"Trène", 184 m², 6 pièces. à St-Witz. Autres modèles (de 121 à 278 m²).

**A 2 KM de la sortie Ermenonville de l'A. 1.
Et à 21 KM de Paris, en lisière de
la forêt de Montmorency.**

Les Maisons du Domaine de Montmélian ont de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, des jardins de 700 à 2.800 m². Sur le Domaine, piscine chauffée, tennis, écoles. Environnement prestigieux (forêts de Chantilly et d'Ermenonville). Accès rapide par l'A.1.

Les maisons individuelles du Domaine de Bouffémont, sont en lisière de la plus belle forêt proche de Paris, celle de Montmorency. Elles ont de 121 à 156 m², 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Gare à 1 km. Ecoles sur place. Accès depuis Paris : A1 (sortie N°3), puis N1 direction Beauvais (sortie Moisselles).



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUS LES JOURS DE 10 H A 19 H.
DOMAINE DE MONTMELIAN 95470 ST WITZ (TEL. 471.56.55)
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)

هناك من الأصل